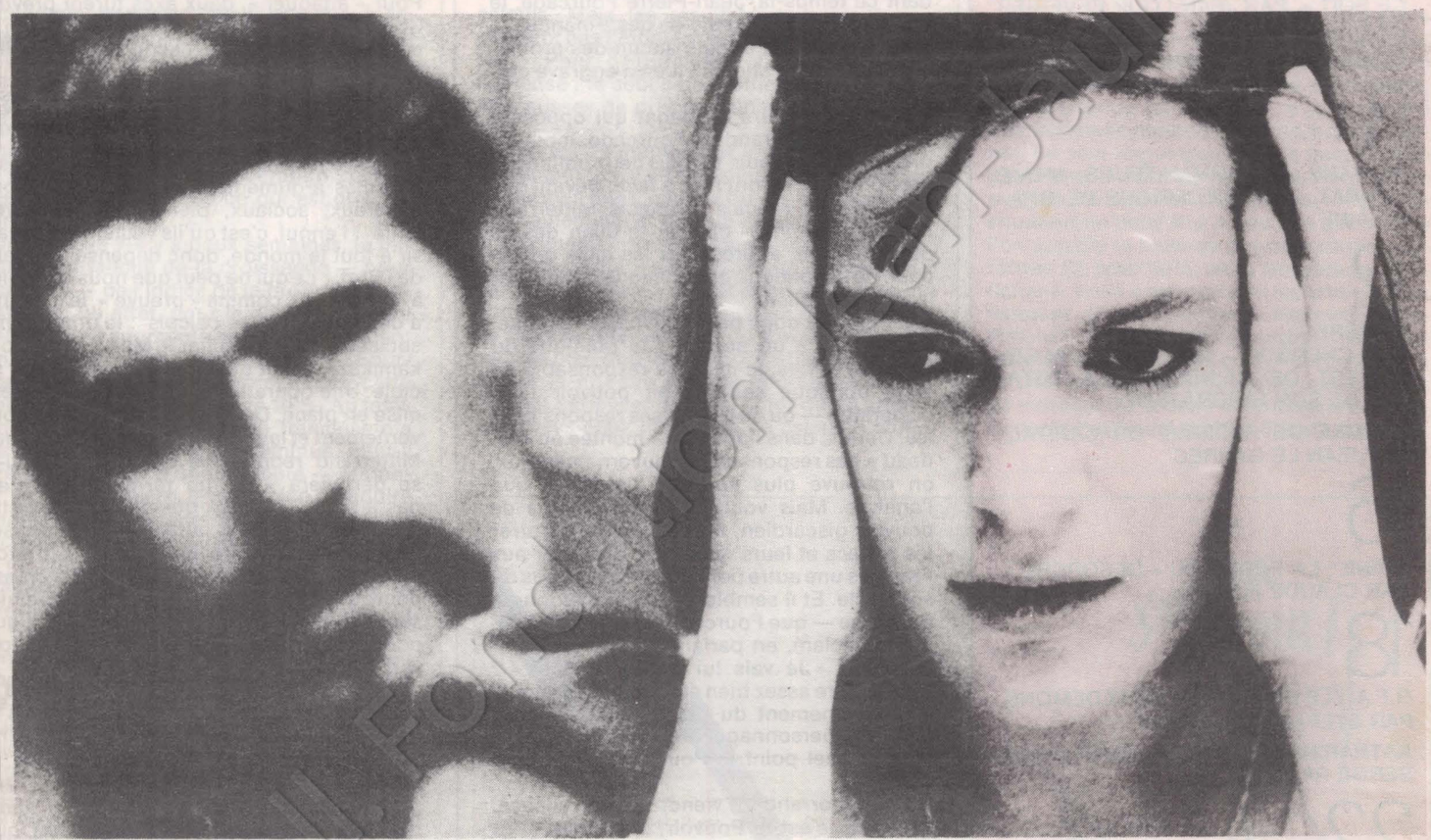
L'unité

N° 194 - 4 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 27 février 1976

R.F.A. : LE REVEIL DES VIEUX DEMONS



CHINE : LA FORCE DU «DESORDRE»

VOYAGE AU BOUT DE LA NUIT CHEZ LES «HUNORS»

Un seul accusé : le Pouvoir



Mardi prochain la politique économique du gouvernement sera, enfin, mise en accusation à la télévision. C'est une chose rare, en ces temps où ministres et sous-ministres accaparent l'antenne, abusent du discours. Depuis 19 mois que l'équipe ac-

(suite page 2)

Sommaire

La photo de la p. 1 est extraite du film de Volker Schlöndorff « L'honneur perdu de Katharina Blum » (d'après Heinrich Böll), bientôt présenté à Paris.

4
LE P.S. EN ALGERIE, PAR CLAUDE ESTIER

5
DIPAPACEQUOI, PAR PIEM

6
SPECIAL CANTONALES
DREUX : BATTRE CEUX QUI PRETENDENT LUTTER « SANS LESER QUI QUE CE SOIT », PAR JEAN-LOUP REVERIER
REGION PARISIENNE : TOUT A GAGNER POUR LE P.S., PAR ANTOINE VIOLET

8
PAYSANS, CONSOMMATEURS, MEME COMBAT, PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

12
IMMIGRES :
SAID CHERGUI : « LE BUT DE L'ALGERIE EST DE REINSERER LA TOTALITE DE SON EMIGRATION »
L'ARMEE DE RESERVE DU CAPITAL, PAR JEAN LE GARREC

16
CHINE : LA FORCE DU « DESORDRE », PAR CLAUDE FUZIER

18
R.F.A. : LE REVEIL DES VIEUX DEMONS, PAR STEFAN COLLIGNON
KATHARINA CONTRE LE « TSAR », PAR SERGE RICHARD

22
ESPELIDOU : VOYAGE AU BOUT DE LA NUIT CHEZ LES « HUNORS », PAR EMMANUELE PLAS

24
LES ENTRETIENS DE « L'UNITE »
CETTE SEMAINE : LES ANIMATEURS DU TEATRE DE LA CARRIERA

32
ENFANTS : CINQ LIGNES DANS LES FAITS DIVERS, PAR CLAUDE FUZIER.

PHOTOS ET DESSINS
A.f.p. (pages 4, 8, 10, 16, 19), Barrigue (pages 5, 16, 21, 27), Coureuil (pages 3, 19, 22), Ferran (page 9, Pascal Lebrun (pages 7, 9, 24, 25, 26), Lacroux (page 32), Chantal Montellier (page 11), Solo (pages 16, 32), Sud (page 23), Viva (pages 12, 13).

→

tuelle navigue à vue, l'économie française a traversé — fort mal — une crise majeure. Le chômage a triplé, la production a sérieusement ralenti, l'inflation n'a pas cessé. Pendant ce temps-là, Jean-Pierre Fourcade, le ministre de l'Economie et des Finances, a paradé. Mais il n'a réglé aucun des problèmes de l'heure. Mieux : il en a aggravé certains.

Mardi, au cours du débat qui opposera François Mitterrand à Fourcade, pour la première fois depuis 19 mois deux politiques économiques seront face à face. Devant des millions de Français, François Mitterrand pourra — enfin — dresser le bilan des 19 derniers mois et présenter les axes principaux de la politique économique définie par le Parti socialiste.

Il ne s'agit donc pas d'un match de boxe. Certes, il y a un accusé : la politique du Pouvoir. Certes, le ministre responsable de cette politique souhaiterait pouvoir faire disparaître — ou oublier — ses responsabilités. Certes, dans l'actuelle « montée au créneau » des responsables gouvernementaux, on retrouve plus souvent l'invective que l'analyse. Mais vouloir, après 19 mois de pouvoir giscardien, faire un bilan, montrer les échecs et leurs raisons et proposer aux Français une autre politique ne relève pas du spectacle. Et il semble — ce qui n'étonnera personne — que Fourcade le regrette. N'a-t-il pas déclaré, en parlant de François Mitterrand : « Je vais lui rentrer dedans » ? Cela illustre assez bien et la conception qu'a le gouvernement du débat politique et la taille du personnage. Cela montre également à quel point le Pouvoir craint un tel débat.

Car Mitterrand n'y viendra pas en accusé. L'accusé, c'est le Pouvoir, sa politique. Et c'est après avoir clairement montré les responsabilités, leurs conséquences que pourra s'ouvrir la deuxième partie du débat, celle portant sur les propositions socialistes. Là comme ailleurs, il semble fort que Fourcade cherche à truquer les chiffres. Réduisant une politique à une série d'additions, de multiplications et de divisions — il n'avait pas besoin de prévoir un tel étalage de technique, tout le monde sait que pour entrer à l'Ena il faut savoir compter — le ministre de l'Economie aimerait prouver que le programme socialiste est irréaliste. Etant entendu que lui seul est réaliste. Il risque fort d'avoir de douloureuses surprises : il n'est pas le seul à savoir compter...

Le débat de mardi prochain a déjà une histoire. Il y a longtemps que François Mitterrand souhaite opposer, à la télévision, le programme socialiste aux pratiques actuelles. Durant des mois, ce fut le silence. Puis le gouvernement s'inquiéta. Les sondages, les élections partielles, tout prouvait sa perte de substance. Et les prévisions économiques n'étant pas exaltantes, il fut décidé de frapper quelques « grands coups » avant les cantonales. Celles-ci ont beau n'avoir « aucun caractère politique », comme dit l'autre, autant perdre le moins de voix possible. Pour « attaquer », deux axes furent prévus. Contre les communistes, « les libertés » ; contre les socialistes, « économie ». S'il est difficile de présenter Georges Marchais un couteau entre les dents, Michel Poniatowski a tout de même décidé de poursuivre sa campagne.

Contre les socialistes, Fourcade fut désigné. Ses arguments ? Les socialistes sont généreux, sociaux, pleins de bonne volonté ; l'ennui, c'est qu'ils veulent faire plaisir à tout le monde, donc dépenser l'argent de l'Etat ; ce qui ne peut que nous conduire à la faillite. Et, comme « preuve », le ministre a déjà annoncé ses calculs : le programme socialiste est « trop cher ». Mais comme tout kamikaze, il sait qu'il risque fort de rater sa cible. Une opération de secours a donc été mise en place. Depuis une semaine, le gouvernement et la presse laissent entendre que Mitterrand redoute ce débat. Car celui-ci se déroulera « sur un terrain où il n'est pas à l'aise ». Mieux, quelques commentateurs vont jusqu'à affirmer que de ses conseillers lui auraient reproché d'avoir provoqué ce débat. Au point où l'on en est, pourquoi ne pas annoncer que le Premier secrétaire du P.s. va abandonner la politique pour devenir tailleur de pierre dans le Morvan ?

La vérité est plus simple : Mitterrand a voulu ce débat, l'attend depuis des mois et espère qu'il sera assez long pour que rien ne soit escamoté : ni dans la critique de la politique actuelle ni dans l'exposé du programme du P.s. Tout cela est connu. Même de ceux qui, aujourd'hui, expliquent que « Mitterrand a eu tort d'accepter ». Ils espèrent seulement convaincre à l'avance les téléspectateurs... Mais ils auront du mal.

Certes, les téléspectateurs ne trouveront pas devant eux « le leader de l'opposition ». Mitterrand étant Premier secrétaire du P.s., face à Fourcade c'est l'analyse faite par le P.s. qu'il va développer, le programme du P.s. qu'il va présenter. Le Parti communiste n'a pas d'inquiétudes à avoir à ce sujet. François Mitterrand n'a nul besoin de se présenter en « chef de l'opposition ». Dans cette dernière, chacun a sa place et son rôle. Chacun défend ses propositions. Celles du P.s. sont « concordantes » — le mot est de Charles Fiterman — avec celles du P.c.f. Ce qui prouve que le programme commun est une réalité. N'est-ce pas l'essentiel ?

Mardi, pour la première fois depuis 19 mois, les téléspectateurs vont entendre un autre langage. Et l'inquiétude ne règne pas là où la presse voudrait le laisser croire, mais parmi ceux qui ont été contraints d'accepter le débat.

GUY PERRIMOND

FOURCADE OU LA METHODE COUÉ

Economie

Il faut savoir faire d'une défaite un triomphe. C'est en suivant ce vieil adage que Jean-Pierre Fourcade, utilisant tour à tour le silence prolongé ou les déclarations en chaîne, les statistiques taillées sur mesure ou mal interprétées, escomptant l'oubli, espérant que répétition égale démonstration, vient de décider que l'économie française allait presque bien, que demain elle irait encore mieux. Et qu'il convenait de faire savoir aux Français les mérites de l'artisan du triomphe.

Réduisant l'économie française à quelques problèmes soigneusement choisis, le ministre de l'Economie et des Finances vient de se lancer dans une opération dangereuse : peindre en rose ce qui est gris, ou noir.

Une preuve ? Il y a deux semaines, le ministre s'est félicité de la croissance — pour décembre — de l'indice de la production industrielle. En effet, pour le dernier mois de l'année, elle a augmenté de 3,6%. C'est bien, non ? L'ennui, c'est ce que n'a pas dit Fourcade : au cours des 18 derniers mois, cette production a chuté de plus de 10 %. Au total, non seulement la production française n'a pas augmenté, mais elle a diminué. Faut-il faire un triomphe d'une — faible — remontée ? Cette dernière a-t-elle aidé à réduire le nombre de chômeurs ? A faire tourner les machines arrêtées ? Même pas. On le voit, les motifs de triomphe sont minces...

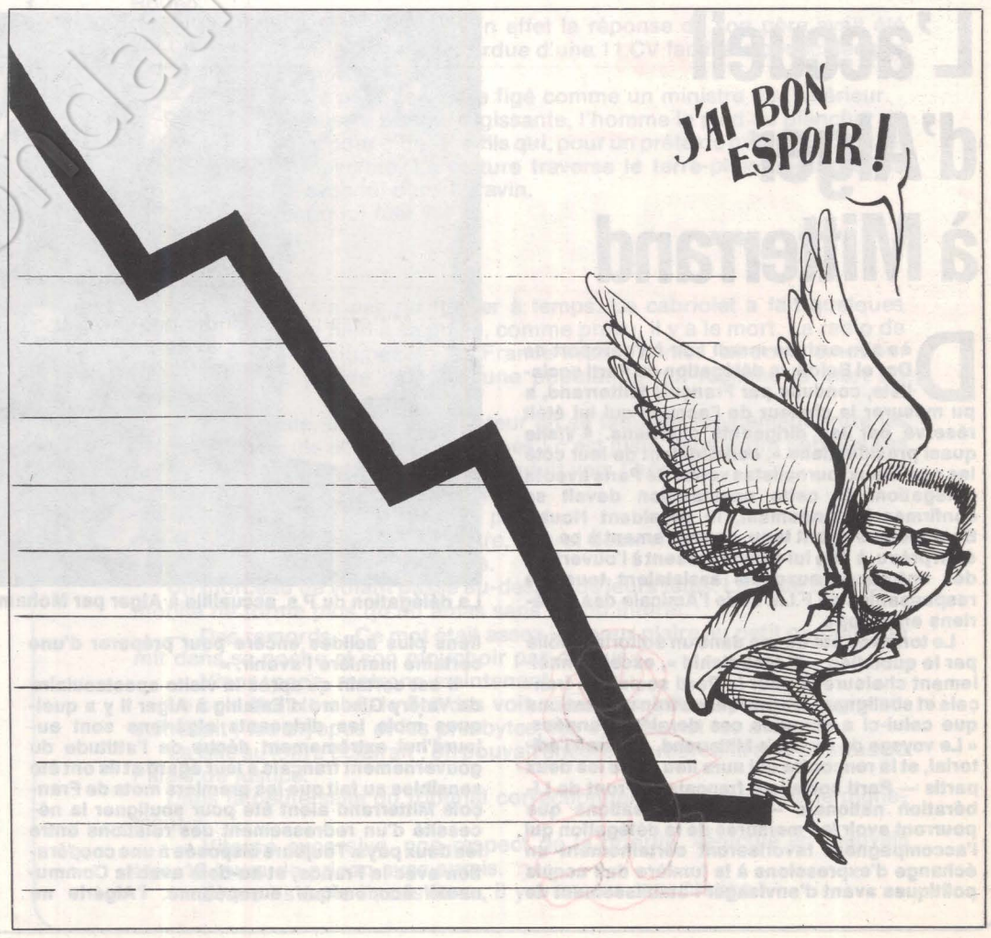
Ministre, Fourcade avait commencé par se faire oublier. C'était le temps du silence. Et s'il ne faisait pas grand-chose, au moins n'encombrait-il pas les antennes. C'était l'époque où Valéry Giscard d'Estaing, sûr que la « crise » allait se terminer au coin de la rue, parlait sans cesse d'économie. Sentant le vent tourner, voyant la France s'installer dans le chômage et l'inflation, le président de la République a passé la main. Et Fourcade s'est mis à faire des discours. Rien de nouveau dans ses textes : les mêmes, au vocabulaire près, ont été tenus par les libéraux au début du siècle. Pour lui, le libre-échange est la règle de base, la seule théorie valable. D'où son attention pour les problèmes d'inflation et ceux du commerce extérieur.

Mois après mois, Fourcade va donc insister : l'essentiel est de ralentir la hausse des prix. Pas de la casser, voyons : de la ralentir seulement. En juillet 1974, il avait défini ses objectifs en la matière : réduire la hausse à 1 % par mois dans un premier temps, puis à 0,5 % pour 1975. Inutile de dire que cet objectif n'a jamais été atteint. Malgré des manipulations sans nombre, le meilleur « score » a été de 0,6 %.

Et encore, en se servant d'un indice que la C.g.t. et la C.f.d.t. considèrent comme truqué, au point de ne plus vouloir l'utiliser comme référence dans les discussions salariales — la C.g.t., pour sa part, a établi son propre indice. Alors que pour l'année 1975, Fourcade admet 9,6 % de hausse des prix, la C.g.t. arrive, elle, à 14,8 %. La différence est de taille. Le moins que l'on puisse dire est que l'indice Insee est fabriqué de telle manière qu'il mesure très mal l'évolution du coût de la vie. Or c'est cette évolution qui intéresse au premier chef les salariés. Il est évident, compte tenu des règles de calcul, des choix, de « l'effet qualité », que les techniciens de l'Insee ne « truquent » pas leurs calculs. Mais les résultats de ceux-ci ne reflètent pas l'inflation qui pèse sur les salaires. Pour Fourcade, l'avantage est immense : le seul calcul officiel portant sur les hausses de prix les minimise...

Il en est de même pour le chômage. Officiellement, il y a un peu plus de 1 million de personnes sans emploi ou en recherchant un. Seulement, et c'est là que les choses se compliquent, comme tous les chômeurs n'ont pas droit à une indemnité, ils ne sont pas tous « fichés ». Il faut donc estimer leur nombre. Et d'après les travaux des experts du Bureau international du travail (B.i.t.), il semble bien que les méthodes françaises limitent le nombre réel de chômeurs. Et le limitent sérieusement. Au point qu'en comparant les deux méthodes de calcul, il faut, pour retrouver les résultats établis selon les normes du B.i.t., multiplier le nombre de chômeurs officiels par 1,282... On le voit, les chiffres sur lesquels s'appuie Fourcade pour mesurer le « mieux » de l'économie française sont, c'est le moins que l'on puisse dire, sujets à caution. C'est dire si son triomphe devrait être modeste.

Puis il y a le deuxième axe, le commerce extérieur. Pour Fourcade, et Dieu sait s'il en est fier, la balance des paiements courants est excédentaire. De plus de 6 milliards. Bravo, énorme, félicitations : c'est la preuve que la France remonte la pente, sort du tunnel. Le seul ennui c'est que la balance des paiements courants, celle qui vient d'être publiée, ne veut rien dire. Le vrai reflet de la situation ne peut être perçu que par ce que l'on appelle la balance des opérations courantes. Et, pour 1975, cette dernière sera déficitaire. Voilà à quoi servent les artifices statistiques. Or, la position du franc est directement fonction — entre autres — de l'état de cette balance. Mais cela, Fourcade ne le dit pas. Pas plus qu'il ne donne le total exact du montant de la dette extérieure française. Certains l'estiment à 100 milliards de francs →



FOURCADE OU LA METHODE COUÉ



→

— le tiers du budget de l'Etat — et d'autres à 140. Allez savoir ! Une des commissions préparatoires au VIIe Plan a estimé qu'en 1980 la dette extérieure française serait de l'ordre de 200 milliards de francs. A condition, d'ici là, de payer très régulièrement les intérêts. Tout cela, Fourcade ne le dit pas lorsque, péremptoire, il affirme que « nous sommes certains de gagner la bataille ». Quelle bataille ? Depuis mai 1974, nos exportations stagnent. Et si, sur le seul commerce extérieur, il n'y a pas eu de déficit en 1975, ce n'est pas parce que l'on a plus vendu mais, tout simplement, parce que l'on a moins acheté. En limitant la consommation des ménages et en freinant la production, c'est-à-dire en accroissant — volontairement — le nombre des chômeurs. Mais cela ne doit pas gêner Fourcade outre mesure. Depuis qu'il est ministre, à aucun moment, à part quelques banalités navrantes, il n'a proposé de mesures spécifiques pour limiter le chômage. Tout se passe comme s'il admettait que l'économie française ne puisse fonctionner qu'avec un million de plus de chômeurs.

Bien sûr, tout cela ne va pas sans grincements. A vouloir évoquer l'essentiel des problèmes qui se posent à la France, à vouloir toujours rejeter sur l'étranger les responsabilités, à vouloir ne rien vouloir, très vite on est démenti par les faits. Et Fourcade admet alors s'être « trompé » et, avec 3 mois de retard, glisse vers les positions du C.n.p.f. Et s'il fallait faire la « litanie » des erreurs du ministre, c'est à l'organisation patronale qu'il faudrait demander de l'établir. Car, aux yeux du patronat, Fourcade a commis quelques erreurs : toujours en retard sur l'événement comme d'autres le furent d'une guerre, c'est avec un décalage de 3 ou 6 mois qu'il obéit aux injonctions du patronat ou, dans le domaine monétaire, des Américains. Pour la gauche il ne s'agit pas d'« erreurs ». Mais de choix politique. Il ne s'agit pas de savoir si Fourcade a bien ou mal réagi face à tel ou tel événement. Au détail près, en fonction de ses choix politiques il est, à la limite, aussi capable qu'un autre. A

L'accueil d'Alger à Mitterrand



La délégation du P.s. accueillie à Alger par Mohamed Saïd Mazouzi et Mohamed Chérif Messadia.

Dès son arrivée mardi soir à l'aéroport de Dar el Beïda, la délégation du Parti socialiste, conduite par François Mitterrand, a pu mesurer la chaleur de l'accueil qui lui était réservé par les dirigeants algériens. « Visite quasi présidentielle », constataient de leur côté les nombreux journalistes venus de Paris avec la délégation. Et cette constatation devait se confirmer le lendemain, le président Houari Boumediène ayant tenu, contrairement à ce qui était prévu, à être lui-même présent à l'ouverture des entretiens auxquels assistaient tous les responsables du F.l.n. et de l'Amicale des Algériens en Europe.

Le ton avait été donné dans un éditorial publié par le quotidien « El Moudjahid », exceptionnellement chaleureux pour le Parti socialiste français et soulignant les profondes transformations que celui-ci a connues ces dernières années. « Le voyage de François Mitterrand, déclarait l'éditorial, et la rencontre qui aura lieu entre les deux partis — Parti socialiste français et Front de Libération nationale — les conversations que pourront avoir les membres de la délégation qui l'accompagnent favoriseront certainement un échange d'expressions à la lumière des acquis politiques avant d'envisager l'établissement de liens plus solides encore pour préparer d'une certaine manière l'avenir. »

Il est certain qu'après la visite spectaculaire de Valéry Giscard d'Estaing à Alger il y a quelques mois les dirigeants algériens sont aujourd'hui extrêmement déçus de l'attitude du gouvernement français à leur égard et ils ont été sensibles au fait que les premiers mots de François Mitterrand aient été pour souligner la nécessité d'un redressement des relations entre les deux pays. Toujours disposée à une coopération avec la France, et au-delà avec la Communauté économique européenne, l'Algérie ne croit plus au dialogue avec la droite française et elle se tourne désormais vers la gauche. Ayant déjà accueilli Georges Marchais l'an dernier, elle voit aujourd'hui en François Mitterrand un interlocuteur capable de comprendre ses problèmes et de l'aider à les résoudre si les partis signataires du programme commun accèdent demain au pouvoir, comme on semble sérieusement le croire ici. D'où le fructueux dialogue de ces deux premières journées d'Alger sur lequel nous reviendrons en détail la semaine prochaine.

CLAUDE ESTIER

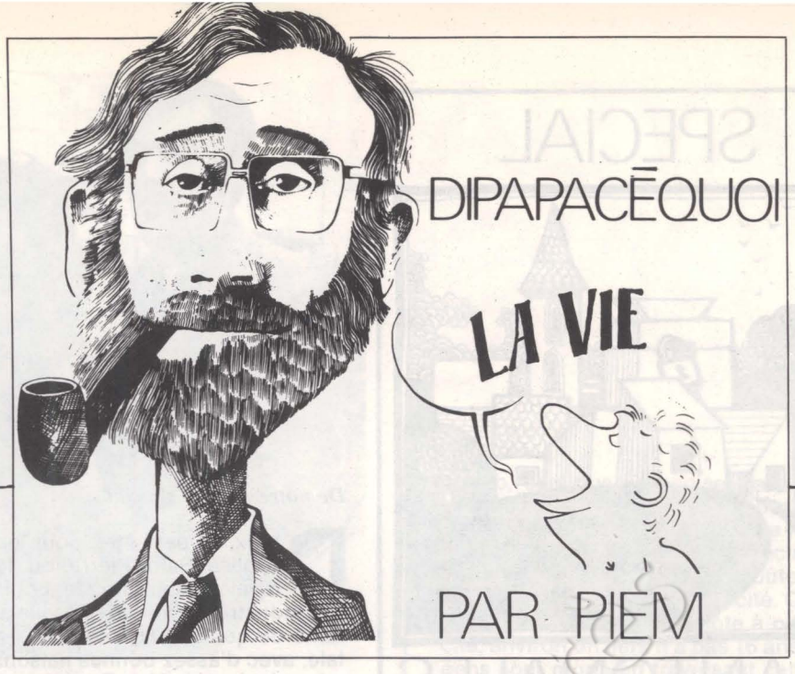
un détail près : un autre aurait peut-être été plus prudent, n'aurait pas affirmé que la croissance en 1975 serait positive alors que tout le monde savait déjà qu'elle serait négative, etc.

Ce qui fait la différence entre d'une part la pratique de Fourcade, des autres ministres économiques, du patronat et d'autre part le projet socialiste, cela ne réside pas dans un détail technique, fût-il de chiffrage. Il relève d'une rupture politique. Car tout est là : depuis les causes du chômage jusqu'à la volonté du redéploiement, tout passe par la vision que l'on se fait des structures économiques. Pour le patronat — donc pour le gouvernement — le problème est simple : il ne s'agit pas de produire des objets, de les vendre, d'offrir du travail, mais de faire des bénéfices. Or, la tendance actuelle implique de faire des investissements en capital de plus en plus lourds pour une main-d'œuvre de plus en plus réduite et de gagner — avec des produits semblables ou équivalents — des marchés. Pour cela, il faut se concentrer, socialiser les charges, limiter les revendications, la consommation. Quitte à « relancer », s'il le faut. Pour Fourcade, sortir de la crise ne signifie pas réduire le chômage, puis l'éliminer. Bien au contraire. Il suffit de voir les préparatifs du VIIe Plan pour comprendre que le « volant » de chômage est accepté... Pour Fourcade, il ne s'agit pas de relancer l'économie en satisfaisant les besoins fondamentaux des Français (santé, transport, culture, loisirs), mais de relancer les profits, d'assurer à la fraction « de pointe » du patronat une bonne insertion dans le champ des multinationales. Quitte à abandonner des pans entiers de l'industrie française, de les faire passer sous la coupe américaine ou allemande. En sacrifiant au passage le tissu industriel français, en rendant encore plus douloureux les déséquilibres régionaux, etc.

Il pourrait être risible, après cela, d'entendre le ministre de l'Economie parler du « chiffrage » du programme présenté par François Mitterrand. Même si ce programme semble « coûter cher », comment peut-on « chiffrer » le travail rendu aux chômeurs, un peuple ayant enfin la maîtrise de son économie, planifiant son développement non plus dans l'intérêt de quelques-uns, mais des besoins de tous ? Et lorsque le « chiffrage » est sérieux — mardi prochain, Fourcade aura bien du mal à faire admettre aux téléspectateurs le contraire — la montée au créneau du ministre ressemble plus à une opération politique qu'à autre chose.

Depuis son arrivée au ministère, chaque fois — il y en a eu deux — que Fourcade a voulu se donner une stature d'homme politique et quitter le rôle de technicien dans lequel Valéry Giscard d'Estaing l'a enfermé, la seule chose qu'il ait imaginé de faire fut d'attaquer la gauche. Sa première tentative fut engloutie dans le silence. La seconde...

G.P.



Ils venaient de faire une longue marche à travers la campagne.

Ils avaient vu les derniers moments de l'hiver et découvert l'annonce du printemps. Emerveillé, le petit garçon retournait maintenant vers la ville, sa petite main dans celle de son père.

Sur le chemin du retour ils se sont arrêtés sur le pont qui enjambe l'autoroute. C'est le retour du week-end.

Les autos défilent à grande vitesse dans les deux sens ; les plus rapides roulent vite, c'est leur fonction, les plus lentes roulent très vite, c'est leur ambition ; l'homme est au volant, c'est son rôle ; sa femme à la place du mort, c'est sa vocation ; à l'arrière les enfants, ils dorment, c'est la fatigue.

Les autos se doublent, se redoublent, se dédoublent.

— Dis papa, c'est quoi la vie ?

— Le bien le plus précieux.

Deux véhicules viennent de s'accrocher et s'aplatissent contre le talus.

— Celui qui porte atteinte à la vie d'un autre c'est quoi ?

— Un assassin, mon fils.

Un chauffeur s'endort à son volant. L'autocar s'écrase contre le pilier du pont.

— Que fait-on à un assassin ?

— On le tue, répond le père avec un sourire triste comme un maire de Rouen.

— On le quoi ? redit le fils. En effet la réponse de son père avait été couverte par le bruit de ferraille tordue d'une 11 CV familiale bousculée par une 15 CV surcompressée.

— Tue ! redit le père, le visage figé comme un ministre de l'Intérieur.

Sur la route dans sa berline rugissante, l'homme le pied au plancher se retourne un instant pour gifler son fils qui, pour un prétexte futile, voudrait lui faire tomber sa moyenne. La voiture traverse le terre-plein central et sa moyenne tombe avec lui dans le ravin.

— Papa, c'est quoi tuer ?

— Se venger.

— De quoi ?

— De la vie.

Le chauffeur n'a pas pu freiner à temps. Le cabriolet a fait quelques tonneaux. A droite bien à sa place, comme prévu, il y a le mort. La radio de bord est toujours allumée : « Ici France-Inter... crime... atroce... émotion. L'émotion et la colère de toute une population qui réclame la mort du coupable... »

— C'est juste, crie un conducteur en se faufilant rapidement entre les débris du véhicule et un quinze tonnes ; c'est juste, répéteront hébétés ses enfants dans l'ambulance qui les conduit vers l'hôpital.

— Dis papa une vie ça s'achète ?

— Non ! ça se donne et ça se prend.

— Si je prends la vie d'un autre, j'aurai deux vies ?

— Non ! tu auras des remords.

Un morceau de volant passe au-dessus de leurs têtes. Le reste de l'automobile ne forme plus qu'un amas sans grand intérêt.

— Des remords... Ce mot était assez joli pour plaire au petit garçon, il le mit dans sa poche et son mouchoir par-dessus.

— Viens, papa, rentrons maintenant

Le soir était tombé, le flot des voitures s'écoulait, serpentait, rugissait, scintillait ; les myopes et les presbytes, les cyclopes et les aveugles.

La ville au loin s'éclairait ; on pouvait encore apercevoir la tour pointue du Palais de justice.

Dans la petite salle du tribunal correctionnel un magistrat parle dignement :

— Vitesse excessive, non-respect de la priorité, véhicule en mauvais état, 15 jours de prison avec sursis.

— Bravo ! s'écrie l'assistance, il y a encore une Justice !

SPECIAL



CANTONALES

DREUX : BATTRE CEUX QUI LUTTENT «SANS LESER QUI QUE CE SOIT...»

De notre envoyé spécial

Dreux, ce peut être, pour les touristes, l'église Saint-Pierre ou la chapelle royale, sépulture de Louis-Philippe. Les industriels y voient une ville à peine distante de quelque 80 kilomètres de la capitale, avec d'assez bonnes liaisons. Les premiers intéressés, les Drouais, ont heureusement une opinion plus complète et plus précise de leur ville. Et, en particulier, de sa gestion et de son devenir. Il appartiendra aux habitants du canton Nord-Est, qui regroupe une partie de Dreux et les communes rurales avoisinantes, d'exprimer cette opinion les 7 et 14 mars, à l'occasion des élections cantonales. Cela leur sera d'autant plus facile que l'actuel conseiller général, Jean Cauchon, est également sénateur-maire de Dreux. Il fait partie de ces centristes qui, derrière Jean Lecanuet, ont renoncé à toute velléité d'opposition pour se rallier au régime giscardien. En bonne logique, ces responsables d'une politique génératrice de chômage et d'inflation refusent, à l'occasion des élections, tout débat sur le fond et s'écrient : « Pas de politique ! »

C'est trop facile... Il convient au contraire de dresser un bilan. Le chômage n'a-t-il pas dramatiquement augmenté en Eure-et-Loir ? Ne compte-t-on pas près de 1 500 chômeurs sur la seule agglomération drouaise, parmi lesquels une majorité de jeunes ?

Voilà déjà un an, le député-maire socialiste de Vernouillet, Maurice Legendre, recevait ce témoignage écrit d'un jeune, Marc Carré : « Au mois de juin dernier, à 18 ans, j'ai eu la chance d'être reçu à mes deux examens à Chartres, c'est-à-dire le B.e.p. de comptable mécanographe et le C.a.p. d'aide comptable. Eh bien ! six mois après, je n'ai pas encore d'emploi, malgré environ une centaine de demandes verbales ou écrites sur Dreux, Vernouillet ou Paris. Ne travaillant pas, je n'ai pas droit au chômage... Alors que la C.g.t. et la C.f.d.t. proposent la retraite à 60 ans, sommes-nous déjà à la retraite à 18 ans ? La France est-elle incapable de nourrir ses enfants ? »

Puissent les électeurs s'interroger comme ce jeune chômeur — pardon : ce « jeune-sans-emploi » — sur les causes des difficultés que traversent aujourd'hui l'industrie, l'agriculture et l'artisanat. Sans doute comprendront-ils alors l'hypocrisie de ces « républicains et démocrates de progrès » qui, en réponse à un article de Maurice Legendre dénonçant « les vrais problèmes », ont écrit dans « Action républicaine » du 27 janvier : « Quand des injustices subsistent, elles nous blessent tout autant que vous, mais c'est nous qui devons les résoudre progressivement, par des actes, sans léser qui que ce soit » (sic).

Et pourtant, quand les intérêts de quelques-uns consistent à léser tous les autres, que constate-t-on ? A Dreux, la Radiotechnique, du puissant groupe Philips, possède deux usines qui emploient 2 500 personnes. L'une de ces usines, où l'on trouve une forte majorité d'O.s. immigrés, produit des tubes couleurs pour téléviseur. Malgré le chômage partiel, les cadences y sont passées de 60 à 73 tubes à l'heure. Les accidents du travail y surviennent encore souvent. Une grève sur les salaires et les conditions de travail ne s'y est terminée, le 17 février, qu'au bout de 2 semaines.

Depuis deux mois, chez Renault, des luttes se sont développées pour l'intégration des 100 à 150 intérimaires — sur 900 salariés — dont certains ont été embauchés dans des agences de Chartres. Il est vrai qu'un O.s. de Renault touche 2 070 F et que pour un travail semblable un intérimaire ne touche pas beaucoup plus que le Smic.

Il n'est pas possible d'analyser tous les conflits sociaux qui ont récemment éclaté dans cette région chez Verlinde, Bazoche-industrie, E.p.m., Actime, Promill, Ogamm... Ni tous les dépôts de bilan, comme chez Cannières. Tous témoignent d'une chose : les choses ne vont pas si bien que certains veulent bien le dire. La C.f.d.t. a pu relever que, en un mois et demi, pas une journée ne s'est passée sans qu'éclate dans la région une lutte contre les bas salaires et pour l'amélioration des conditions de travail.

Politiques ou pas politiques ? La querelle à propos des élections cantonales n'est pas nouvelle. La question ne se pose en tout cas pas dans la région parisienne où le caractère politique du scrutin du 7 mars est aussi évident pour la droite que pour la gauche. Dans les sept départements qui entourent la capitale — celle-ci ne vote pas puisque les conseillers de Paris sont renouvelables lors des élections municipales — la majorité des cantons se situent, en effet, en zone urbaine, en particulier les cantons nouveaux dont la création correspond à une forte progression démographique au cours des dernières années mais dont le découpage répond souvent à des impératifs qui n'ont rien à voir avec l'équité.

C'est le cas, par exemple, du VAL-DE-MARNE où la majorité présidentielle ne détient la présidence du Conseil général — Roland Nungesser, député U.d.r., ancien ministre — qu'à une voix (17 contre 16). Marge étroite qu'elle espère conserver grâce au charcutage auquel a donné lieu la création de six nouveaux cantons. Mais cet espoir pourrait être déçu par la progression attendue de la gauche. Le Parti socialiste est bien placé pour enlever le canton de Fresnes et pourrait provoquer une surprise dans les deux cantons de Créteil où Pierre Mauroy tiendra un grand meeting le 3 mars. Tout pourrait en définitive se jouer dans le petit canton de Villiers-sur-Marne - Plessis-Trévise, deux communes encore essentiellement pavillonnaires où le conseiller sortant, André Rouy, 74 ans, ancien socialiste, soutenu aujourd'hui par la droite qui ne présente aucun candidat contre lui, pourrait être battu par la gauche et, pourquoi pas, par le candidat du P.s., Serge Delaporte.

La majorité connaît d'ailleurs quelques difficultés dans ce département où plusieurs « primaires » se dérouleront le 7 mars. A suivre particulièrement celle de Saint-Mandé où le réforma-



Françoise Gaspard (à gauche) sur un marché de Dreux.

Chacun, déjà, a choisi son camp. Cauchon, pour sa part, à donné son soutien à la direction de la Radiotechnique quand celle-ci a tenté, pendant la grève, de diviser travailleurs français et immigrés.

Face à lui, le Parti socialiste présente une jeune candidate, Françoise Gaspard. Née à Dreux dans une famille de militants socialistes et étudiante à l'Ecole nationale d'administration, elle connaît bien ses dossiers. Un des éléments qui lui donnent toutes ses chances de battre Cauchon, contre lequel elle avait déjà obtenu 33 % au premier tour des cantonales de 1973. Parfaitement au courant des grandes données économiques, elle déplore l'insuffisance locale d'emplois tertiaires. Cette situation, qui touche particulièrement les femmes et les jeunes, oblige de nombreux habitants de Dreux à des migrations quotidiennes vers Paris, dans de mauvaises conditions. L'inconfort des trains, la vétusté du matériel, le non-respect des horaires, la durée du trajet — entre deux heures et demie et trois heures par jour — ainsi que les nombreuses augmentations de tarif ont provoqué le mécontentement de ces « grands banlieusards». Aussi étaient-ils plus de 80 à manifester le 16 février, à Dreux, puis à Montparnasse, avec la Fédération des usagers des transports.

Ce qui, peut-être, inquiète le plus Françoise Gaspard, c'est l'anarchie en matière d'urbanisme. Des pavillons, puis des immeubles et des tours, ont poussé un peu partout, au gré des promoteurs. Une anarchie parfois meurtrière, comme à la cité des Bergeronnettes. « Ici, c'est une sorte de ghetto, explique Françoise Gaspard. Pour aller vers la ville ou vers certaines écoles, il faut traverser la déviation à quatre voies de la R.n. 12. Malgré l'action des associations locales, il n'y a pas de passage souterrain et il n'existe qu'un feu, loin de la cité. Or, sur les 2 500 personnes que compte à peu près la cité, environ un tiers n'a pas 16 ans. Trop de gens sont morts en traversant cette route ! Aussi le P.s. va-t-il prendre ici, prochainement, une initiative spectaculaire ».

Qu'il s'agisse du plan d'occupation des sols, toujours inconnu, de l'absence de plan de circulation — alors qu'il devient très difficile de circuler dans Dreux — ou des conséquences du projet de rocade pour le plateau nord, la conclusion reste la même : « Les réalisations récentes témoignent de l'absence d'un projet urbain cohérent et réfléchi », constate Françoise Gaspard.

Chômage, baisse du pouvoir d'achat — notamment chez les agriculteurs — atteintes aux libertés syndicales, urbanisme du profit et ennui, tout cela existe et s'explique. Politiquement. C'est pourquoi il pourrait bien en cuire à Jean Cauchon. François Mitterrand n'a-t-il pas réalisé 52 % des voix à Dreux, lors des élections présidentielles ?

JEAN-LOUP REVERIER

Région parisienne

Tout à gagner pour le P.s.

teur François Guérard, membre du cabinet d'Alain Poher, s'efforcera de ravir son siège au député U.d.r. Robert-André Vivien. Ces affrontements internes ne seront pas sans conséquences sur les prochaines consultations municipales et législatives. Dans l'immédiat, il s'agit de mettre fin à cette situation anormale qui laisse à la droite la présidence du Conseil général dans un département où le candidat de la gauche a obtenu, le 19 mai 1974, 54 % des suffrages.

Majorité plus forte encore en SEINE-SAINT-DENIS, seul département français administré par le P.c.f. qui compte 23 élus sur 34 au Conseil général qui va être porté à 40 membres. Des cinq conseillers socialistes un seul est renouvelable, A. Vincent à Livry-Gargan mais Claude Fuzier et Marcel Chauzy devraient l'emporter dans les deux nouveaux cantons de Bondy. Dans ce département « rouge » on mesurera avec intérêt la progression du P.s. que l'on prévoit assez forte malgré la présence dans dix cantons de candidats P.s.u. et dans six de radicaux de gauche, un affrontement particulièrement sévère étant enregistré à Noisy-le-Sec. On doit noter à ce propos qu'aucun accord n'a été négocié dans le cadre de l'U.g.s.d. pour l'ensemble de la région parisienne, à l'exception du canton de Saint-Leu, dans le Val-d'Oise, où le sortant François Gayet, seul élu de la gauche non communiste, sera le candidat des deux formations.

Dans le VAL-D'OISE, précisément on s'attend également à un gain important du P.s. en voix et aussi en sièges. Plusieurs de ses candidats paraissent, en effet, bien placés notamment Louis Perrein à Villiers-le-Bel, Christian Jessem à Cergy, Jean-Louis Gineste à Osny, Jean-Pierre La Cohadic à Taverny, Jean Barraud à Domont et Jean Maire à Soisy où François Mitterrand se rendra le 2 mars au soir, au sortir de son débat télévisé avec Jean-Pierre Fourcade.

Bonnes perspectives également dans l'ESSONNE où aux deux conseillers généraux socialistes Robert Thévenet (Juvisy) et Claude Jeanlin (Evry) pourraient venir s'ajouter Michel Pelchat, bien placé à Gif-sur-Yvette et peut-être Gérard Funès à Chilly-Mazarin, sans oublier Albert Gaihaut à Yerres où la gauche vient de remporter aux municipales partielles une brillante victoire qui a montré au passage la forte progression des socialistes. Celle-ci sera d'autant plus intéressante à mesurer que la présence de socialistes et de communistes dans les 21 cantons renouvelables mais aussi de 14 P.s.u. et de 8 radicaux de gauche donnera lieu à de véritables primaires pour la gauche.

Peu de changement à attendre dans les HAUTS-DE-SEINE où Robert Pontillon conservera son siège à Suresnes tandis que Gabriel Roche succédera à Maurice Levillain qui ne se représente pas à Clichy. La surprise pourrait venir du canton de Garches-Rueil où Jacques Fournier a une bonne chance contre le député U.d.r. Jacques Baumel (voir « l'Unité » de la semaine dernière). A suivre également la bataille que mène Henry de Montvallon à Neuilly ainsi que le canton de Fontenay-aux-Roses où François Mitterrand tiendra aussi un grand meeting le 2 mars.

Situation stable à prévoir dans les YVELINES où le seul conseiller général socialiste, Pierre Métayer, sera réélu aux Mureaux. Mais la présence du P.s. dans les 22 cantons à renouveler témoigne de la remontée de cette Fédération animée par Philippe Machefer, lui-même candidat à Houilles.

En SEINE-ET-MARNE enfin, deux des trois conseillers socialistes sont renouvelables, Alain Vivien à Brie-Comte-Robert et Victor Prudhomme à Souppes, et devraient être réélus sans difficulté. Parmi les nouveaux élus possibles du P.s. on peut espérer voir figurer Jacques Roynette à Melun-Ville nouvelle, Charles Presgurvic à Donnemarie, M. Vallier à Meaux-Sud.

De ce rapide tour d'horizon une conclusion s'impose : c'est dans la région parisienne que le Parti socialiste est le plus mal placé en nombre d'élus par rapport à son audience actuelle. Il ne peut donc que progresser et sans doute d'une manière importante. Le scrutin du 7 mars y sera donc bien un test que l'on n'étudiera pas seulement au siège du P.s. mais tout autant dans les états-majors de la majorité.

ANTOINE VIOLET

PAYSANS, CONSOMMATEURS MEME COMBAT

Mort d'un coup de casque sur la tempe au moment où les C.r.s. se faisaient arroser de yaourts et de poudre de lait... Michel Boyé était agriculteur dans les Vosges et participait le 17 février à une manifestation paysanne devant la préfecture d'Epinal. Il est mort vendredi dernier d'une fracture du crâne. A la brutalité policière, inexcusable, s'ajoute la provocation de gardes mobiles défendant « leur » préfecture face à de paisibles agriculteurs venus là pour offrir leurs produits aux citadins.

A Dijon, des heurts violents ont également opposé la police aux manifestants. Mais, partout ailleurs, les démonstrations paysannes se sont déroulées dans le calme et la bonne humeur. Avec cette ambiance un peu folklorique propre à ces « opérations-sourire ». Pendant une semaine, les habitants des grandes villes ont pu acheter des pommes de terre.... presque un luxe par les temps qui courent. Les ventes sauvages : une occasion pour l'agriculture d'exposer aux consommateurs que son combat est aussi le leur.

Le thème général des tracts et des manifestations réside dans la comparaison entre les prix agricoles et les charges des producteurs. En 1972, il fallait 570 quintaux de blé ou 480 hectolitres de lait pour acheter un tracteur de 50 Cv. En 1975, le même tracteur équivaut à 770 quintaux de blé ou 630 hectolitres de lait. En trois ans, le revenu agricole a baissé de 16 %...

Pour toute réponse, Bruxelles ne propose qu'une augmentation moyenne des prix de 7,5 %, soit 6,1 % pour la France, compte tenu des corrections monétaires (voir encadré). Traditionnellement, à cette époque qui précède le célèbre « marathon » de Bruxelles, les agriculteurs sortent les banderoles. « Pour appuyer notre ministre », disent les plus modérés en souriant.

« De 1966 à 1971, les prix s'étaient redressés, raconte un responsable venu du Rhône. Depuis, on a rechuté. La seule solution est sur les prix puisque l'exode est aujourd'hui tempéré : s'ils continuent à chuter, la production va se concentrer. Et c'est le consommateur qui sera pénalisé ».



A Dijon, heurts violents...

« Vous avez besoin de nous », semblent dire les paysans aux citadins. Pour manger d'abord. Pour faire tourner l'industrie, ensuite. « Avec tout le matériel qu'on achète... » Pour assurer la balance commerciale française : 20 % des exportations sont payées par l'excédent agricole. Et pour le plein emploi. « Un agriculteur en moins un chômeur en plus ».

BRUXELLES : A L'ECONOMIE

Les ministres européens de l'Agriculture décideront des prix de la prochaine campagne les 2 et 3 mars. Et sans doute, ne tiendront-ils compte que médiocrement de la colère des agriculteurs français.

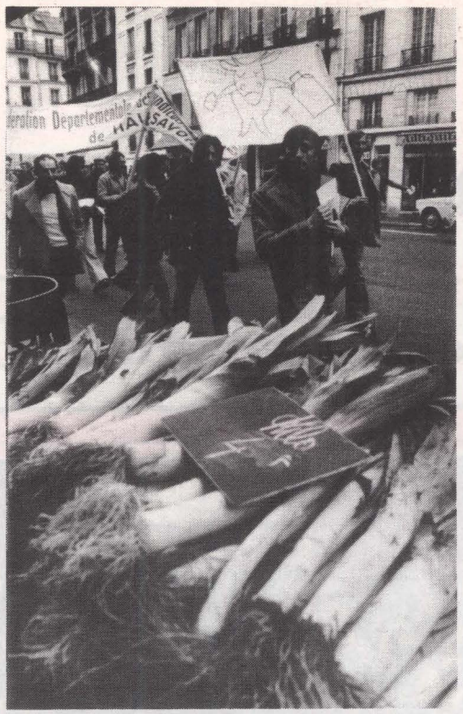
En décembre, la Commission avait proposé une augmentation des prix de 7,5 % en moyenne. Pour la France, la hausse se limiterait à 6,1 % car sa monnaie a subi une réévaluation de fait, estimée à 1,4 %.

Les propositions européennes frappent surtout les producteurs de lait : une hausse de 2,4 % environ sur l'année leur est proposée. Pour se justifier, la commission met en avant l'existence de très importants stocks de poudre de lait (1,1 million de tonne). La seule mesure de soutien aux petits éleveurs est une prime à la reconversion vers la viande ou à l'abattage des vaches. Mais, parallèlement, la viande bovine est peu soutenue : son prix indicatif est relevé de 8 % et le seuil d'intervention est abaissé à 90 % de ce prix d'orientation. La profession demandait que l'intervention devienne obligatoire lorsque le prix de marché européen se situerait au-dessous de 93 % du prix d'orientation. Pour les éleveurs, c'est en effet le prix d'intervention (comparable à un prix plancher) qui compte et non le prix indicatif, qui n'indique généralement que le cours plafond.

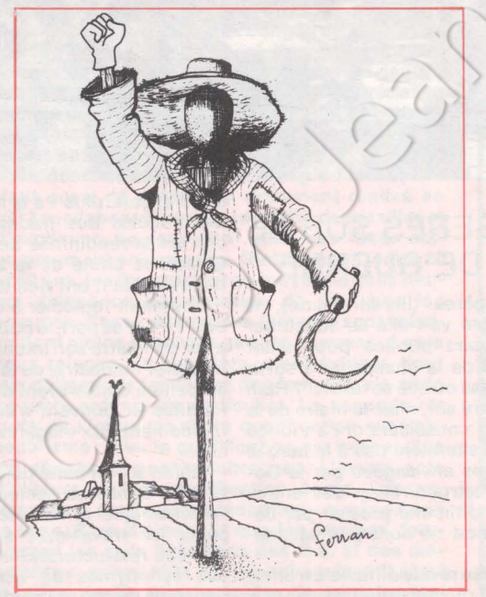
Du côté des céréales, l'augmentation moyenne de 7,5 % est jugée insuffisante mais la volonté de fixer un prix de seuil et un prix d'intervention unique pour le blé, l'orge et le maïs est considérée comme positive.

Les producteurs critiquent ces hausses qui ne tiennent pas compte de l'évolution des charges. Ils demandaient une augmentation de 10,6 % au moins. Surtout, il craignent de voir affaiblir le système d'intervention permanente, élément régulateur indispensable du marché. Les propositions de la commission tiennent essentiellement à économiser sur les dépenses du Feoga (Fonds européen d'orientation agricole) en limitant les hausses de prix (surtout des prix d'intervention) mais aussi en encourageant le recours au stockage privé. Pour le producteur, cela signifie, dans tous les cas, une vente au plus bas prix... Et pourtant, le Feoga ne coûte pas si cher, même aux Allemands, ceux qui s'en plaignent le plus : si la France « gagne » dans les transferts 0,8 % de sa production intérieure brute, la R.f.a. n'y « perd » que 0,7 %.

Fondation Jean-Jaurès



... à Paris, défilés pacifiques...



et enchères débonnaires.



Quant au consommateur, il semble comprendre. « Nous sommes tous concernés, » dit une dame, panier de ménagère à la main. « Pour nous, sur le marché, les prix augmentent. Comment comprendre qu'on achète leurs produits aux paysans au même cours alors que nous, nous ne trouvons les mêmes prix nulle part chez les commerçants ? » Et de comparer le prix du kilo de foie de volaille qui varie du simple au double d'un boucher à l'autre.

Une fois de plus, c'est le système de distribution qu'on attaque. « Il faudrait que vos coopératives commercialisent elles-mêmes vos produits, suggère un Parisien. » Soupirs des intéressés. « A la tête du système, il y a quelques gars qui organisent le marché au niveau mondial... Ils ne nous achèteront jamais rien... »

« C'est le capitalisme... »

Pendant la discussion, la fête est montée d'un ton. Face au ministère des Finances, les pétards éclatent au rythme des éclats de rire. Les photographes pullulent et tout le monde parle du « Petit rapporteur » parce qu'une caméra a été entr'aperçue. ! Dans les paniers, les œufs durs côtoient les piles de papiers multicolores : « Réclamez nos tracts ». Autour des tonneaux, on se bouscule. Les Bourguignons ont bien fait les choses et distribuent des timbales en plastique métallisé. Aux conversations politiques — « C'est le régime capitaliste qui veut ça... les tonnes de pommes jetées à la mer » — se mêlent des considérations gastronomiques : « L'aligoté de Buxy est meilleur que le saint-fleuran. » Un veilleur de nuit se défoule ; bientôt il entonnera des chansons à boire.

Sous leur banderole, les Ardéchois chantent en patois leur « merveilleux pays ». L'inévitable Mouna, barbe au vent sur son vélo, a lui aussi apporté sa touche folklorique d'écologiste canulardesque. Quelques balais-brosses ornés de lunettes figurent des Fourcade au front bas brandis à la façade triste du ministère. « C'est la grande rigolade ».

Quelques délégués de l'Yonne mettent aux enchères une peau de vache et quelques os. Les Parisiens goûtent moins cet humour-là : parties à 50 centimes, les enchères montent difficilement. Sur un petite boîte noire, une couronne de feuilles : « Disparu le revenu ». « Il y a beaucoup de bonnes choses dans l'Yonne. Il n'y a que la bonne volonté qui commence à s'user... »

Avec bonne humeur, on s'explique. « Nous seuls bougeons en Europe parce que chez nous l'inflation a été très importante. Les Allemands gagnent 2 % avec une augmentation de 7 % alors que nous y perdons. Il y a les fluctuations monétaires qui nous défavorisent. Il faudrait une monnaie européenne commune ».

De plus en plus, c'est l'Europe verte qui est remise en question. Cette manifestation tient beaucoup de la tradition : « On ne se fait pas trop d'illusions ». On s'aperçoit aussi que les décisions de Bruxelles n'ont pas d'incidence réelle sur le revenu des agriculteurs. » L'année dernière, si nous avons eu 3 % d'augmentation, c'est un maximum. Et le prix des céréales a baissé ».

Le vent de Bruxelles

Un autre commente : « Les décisions de Bruxelles, elles sont pratiquement prises dans le vent, puisque ce sont les Américains qui contrôlent le marché ». Les agriculteurs français en sont donc venus à réclamer des mesures nationales. « Mais on n'aura encore pas grand-chose. En tout cas, on va continuer à subir la hausse de tout ce qu'on achète ».

« Moi, j'ai investi dans des bâtiments d'élevage. Je travaille mieux mais je gagne moins parce qu'il faut rembourser les emprunts, constate un Bourguignon. Mais il ajoute : Si on ne le fait pas, les enfants veulent partir parce qu'on ne modernise pas... les femmes de nos jeunes n'acceptent plus le travail que font les nôtres ».

La preuve ? Dans cette assemblée de paysans venus du Sud-Est et de la Bourgogne, pas une femme. Elles sont toutes restées à la ferme pour s'occuper des bêtes.

A l'occasion de la « crise », les agriculteurs semblent mettre sérieusement en question le système. Mais sans trop savoir encore comment en sortir. « Le drame est que nous sommes obligés d'investir. Nos prix sont tellement bas que nous devons atteindre un haut niveau de production pour continuer à tourner ». Investissez, investissez, c'était — et cela reste — le leitmotiv de l'agriculture. Alors, « on reste pendu au crédit toute sa vie ».

Les idées font leur chemin... En tout cas, une nouvelle prise de conscience semble se faire jour. Les agriculteurs sortent du ghetto où on les a longtemps tenus enfermés, séparés du reste de la société et du monde. Ils discutent de problèmes monétaires, tendent la main aux citadins pour qu'ils appuient leur combat. Au-delà de l'éternelle querelle des prix bruxelloise, c'est la politique agricole commune qui est en cause. On reproche à la C.e.e. de ne pas avoir de politique d'exportation alors qu'elle déborde d'excédents en lait et en céréales. « Je ne suis pas un commerçant », répond le commissaire européen. Et pourtant... Si les agriculteurs se désintéressent de l'Europe verte, que restera-t-il de l'Europe tout court ?

FREDERIQUE DE GRAVELAINE

changer la vie sociale et économique

CHOMAGE : ENFIN UN RESPONSABLE !

Les syndicats responsables de la crise économique ? Question absurde que semble pourtant se poser très sérieusement Michel Durafour. Expliquant à la radio que le chômage n'avait pas encore disparu, loin de là, le ministre du Travail a « averti » les syndicats. Ce n'est pas le moment, a-t-il déclaré en substance, d'entreprendre des actions pour l'amélioration des conditions de travail ou de meilleurs salaires : « Je crois que si les choses se passaient de cette manière, l'économie française tout entière en subirait rudement les effets. Il me semble que les organisations syndicales qui réfléchissent et qui connaissent leurs responsabilités hésiteront avant d'entreprendre des actions dont la finalité serait, en fin de compte, de briser la résurrection de l'économie française. »

LES CHIFFRES DU B.I.T.

Va-t-on passer bientôt le cap du million et demi de chômeurs ? Un chiffre inquiétant, celui publié récemment par le Bureau international du Travail qui recense 1 388 000 chômeurs en janvier 1976. A constater également qu'à la même date, 602 440 chômeurs seulement bénéficiaient d'une allocation quelconque.

Quant à ceux qui touchent l'allocation supplémentaire d'attente de 90 % pour licenciement économique, leur nombre est ridiculement bas : 112 100 personnes exactement. A peine un chômeur sur douze ! Les entreprises qui ferment leurs portes sont de plus en plus nombreuses : entre 1974 et 1975, l'augmentation est de 24,1 %. On compte en effet en 1974 : 14 870 entreprises mises en règlement judiciaire ou en liquidation de biens, contre 11 980 l'année précédente. Secteurs les plus touchés : les transports (44,1 % d'augmentation), l'industrie (39 %) et le bâtiment (34,6 %).



FOUGERES SUR LE PIED DE GUERRE

A Fougères (Ille-et-Vilaine), la municipalité va-t-elle se substituer aux pouvoirs publics pour aider l'industrie de la chaussure à sortir de l'impasse où elle se trouve ? Rien n'est encore sûr, mais le maire de la ville et ses conseillers ont annoncé qu'ils n'hésiteraient pas à le faire si les mesures envisagées par le Comité de restructuration des entreprises en difficulté présidé par Jérôme Monod ne sont pas satisfaisantes.

La partie se révèle difficile. En effet, sur 10 000 ouvriers qui travaillent à Fougères, 3 000 d'entre eux sont chaussonniers. Après la récente faillite de deux fabriques de chaussures, les sociétés Rehault et Manoir qui employaient respectivement 650 et 175 salariés, une autre entreprise menace de fermer ses portes : la société Morel et Gatté qui a mis au chômage technique la moitié de ses 280 employés. C'est donc plus du tiers des effectifs dans l'industrie de la chaussure qui risque de se retrouver sans emploi.

Les raisons de cette crise ?

A Fougères, on le sait : c'est la faute de la concurrence étrangère. Les chaussures d'Espagne et d'Italie notamment ont envahi le marché français, plus « à la mode » que les modèles très traditionnels qui ont fait la renommée de Fougères. Et puis la chute de la lire et celle de la peseta n'ont rien arrangé !

Comment remédier à cette situation ? Pour sa part, le gouvernement a fait connaître son intention de restructurer l'industrie de la chaussure en petites unités ayant des charges réduites et pouvant s'adapter très rapidement aux exigences du marché.

Même si l'on parle déjà de reconversion dans des secteurs comme l'électronique et les vêtements de peau, les travailleurs savent bien que ces restructurations sont pour eux synonymes de licenciement. Dans une région qui compte déjà un millier de chômeurs, l'inquiétude des professionnels se comprend aisément.

C'est pourquoi, avant la réunion mercredi d'une « table ronde» mettant en présence les pouvoirs publics, les élus locaux, les organisations professionnelles et les syndicats pour discuter des mesures envisagées par le comité interministériel, la C.g.t., la C.f.d.t. et la Fen ont appelé lundi dernier à une grande manifestation.

Plus personne ne peut douter maintenant que la ville de Fougères est en état d'alerte : plusieurs milliers de personnes ont défilé dans la rue en signe de protestation.

PARIS-BRUNE= LA VILLETTE ?

Les postiers s'inquiètent. En particulier dans les services de tri. Les thèmes de la journée de grève lancée le 20 février dernier par la C.g.t., la C.f.d.t. et F.o. (avec le soutien de la section socialiste) au centre de tri de Paris-Brune sont révélateurs: il s'agissait d'obtenir une amélioration des conditions de travail et un meilleur service public. Là, comme dans les autres centres de tri, le personnel constate en effet que la politique de démantèlement du gouvernement se traduit de plus en plus dans les faits : accroissement de la rentabilité, économies de personnel, coups portés aux acquis des postiers, éclatement des centres de tri. Le centre de tri de Paris-Brune, qui traite actuellement les correspondances de toutes natures pour différents Cedex, les Hauts-de-Seine et les Yvelines. Aujourd'hui de nombreuses questions sont sur toutes les lèvres : « Que va-t-on devenir ? » « Assiste-t-on à un nouveau La Villette ? » « Les auxiliaires seront-ils licenciés ? » Car aux P.t.t. comme ailleurs, l'emploi est menacé... A Paris-Brune, la lutte est entamée, avec la participation active de la section du P.s.

SERIE NOIRE A REDON

Redon (Ille-et-Vilaine), 10 000 habitants, 1 000 chômeurs. Et les travailleurs constatent tous les jours que la série noire n'est pas finie. Le 18 février encore, l'entreprise de bâtiment Ricordel a déposé son bilan au greffe du tribunal de Rennes, privant ainsi 67 salariés de leur emploi.

Cette montée du chômage dans la région ne signifie pas pour autant que le climat est à la résignation pour les travailleurs. Un exemple : à la Serpi, entreprise de mécanique de précision, une grève a éclaté le 12 février. Les 300 employés, en majorité des femmes, protestent contre l'envoi à cinq d'entre elles d'une lettre d'avertissement. Motif : ces travailleuses ne suivaient pas les cadences.

NOUVEAUX ADHERENTS DU P.S. DE LA REGION PARISIENNE VENEZ TOUS DIALOGUER AVEC FRANÇOIS MITTERRAND LE 18 MARS DE 19 A 21 HEURES 101, RUE DE L'UNIVERSITE 75007 - PARIS (3e sous-sol)

LES ABSENTES ONT TOUJOURS TORT











Il ne suffit pas qu'« elles » soient les plus mal payées. Il ne suffit pas qu'« elles » occupent, faute de mieux, les emplois les moins intéressants et les moins qualifiés. Il ne suffit pas qu'« elles » soient, avec les jeunes, les premières victimes du chômage. Voilà maintenant qu'« elles » sont trop souvent absentes. Une vieille idée, solidement ancrée dans les esprits : les femmes manquent plus souvent que les hommes, il est difficile de compter sur elles, et d'ailleurs, quand elles sont présentes, elles n'apportent pas à leurs tâches le sérieux et l'attention habituels à leurs collègues masculins. La conclusion, surtout en période de crise de l'emploi, vient d'elle-même. Rien de nouveau dans ces thèmes de Café du Commerce régulièrement exploités.

En revanche, lorsqu'un gouvernement s'appuie sur une enquête — sérieuse, peut-être — pour donner à de tels propos sa caution, on ne peut que songer aux ondes de satisfaction qui doivent, en ce moment, parcourir les rangs des patrons, petits et grands. A l'heure où le président du C.n.p.f., François Ceyrac, confie à qui veut l'entendre son désir d'offrir aux femmes « une liberté réelle de choix entre exercer un travail salarié et rester à leur foyer », à l'heure où le plan de restructuration de Rhône-Poulenc. Textile prévoit notamment la mise obligatoire en travail à mi-temps des femmes mariées ayant un enfant, nul doute que les conclusions du ministère du Travail sur l'absentéisme féminin soient les bienvenues : « L'absentéisme est plus élevé chez les femmes que chez les hommes ». Françoise Giroud elle-même a dû reconnaître qu'il était de « mauvais goût de mettre les femmes en accusation ».

On possède peu de données précises et chiffrées sur l'absentéisme. La dernière étude du ministère du Travail remonte à octobre 1951. L'enquête d'octobre 1974 (réalisée à partir des réponses de 24 000 établissements du secteur privé, et laissant de côté l'agriculture, le commerce et les entreprises nationalisées), que viennent de publier les services de Michel Durafour, a donc au moins le mérite de permettre une évaluation. Encore faut-il pondérer les chiffres recueillis par certains facteurs oubliés ou négligés.

Ainsi, « dans la quasi-totalité des branches, les femmes ont un taux d'absentéisme supérieur à celui des hommes » : le jour de l'enquête, un employé sur 40 n'était pas là, une employée sur 20 était absente. Mais les congés de maternité sont comptés dans les absences. Alors que n'étaient pas considérés comme absents les salariés en congé annuel, en stage ou en congé de formation, en mission ou en déplacement pour le compte de l'entreprise. Faut-il en conclure que mettre un enfant au monde constitue une attitude négative face au travail ? Mystère. Et, en tout cas, carence faussant singulièrement les résultats de l'enquête : en 1971, dans les industries métallurgiques et minières, on enregistrait 8,2 % de taux d'absentéisme chez les hommes, et 11,7 % chez les femmes. 2 % des absences féminines étaient dues aux congés de maternité. L'écart se creuse donc, si l'on ne tient pas compte de ce fait, et l'on cherche en vain dans la dernière enquête du ministère une appréciation globale du phénomène : la manière dont les taux sont rétablis permet au contraire d'accentuer l'écart entre hommes et femmes.

Un écart cependant réel. Et que l'Insee, qui vient aussi de publier un document réalisé en 1972 sur l'absentéisme, a le mérite de détailler et d'expliquer, bouleversant ainsi des idées soigneusement entretenues. Globalement, entre 20 et 40 ans, les femmes ont en moyenne deux heures d'absence par semaine de plus que les hommes. Passé 40 ans, les femmes sont relativement moins absentes que les hommes. A cela deux raisons. La première, c'est évident, tient aux obligations familiales des femmes, vis-à-vis de leurs enfants en particulier. La seconde résulte de l'influence de la qualification sur l'absentéisme : plus la qualification est basse, plus les absences, sont nombreuses. L'Insee, note d'ailleurs que, à qualification égale, l'absentéisme est pratiquement identique quel que soit le sexe. Rien d'étonnant que les femmes, fournissant les gros bataillons des O.s. et des manœuvres, soient plus souvent absentes. Et c'est là, sans doute, que l'enquête du ministre met en évidence un phénomène significatif : moins le travail est intéressant, plus l'absentéisme est grand. Sans distinction de sexe. Absentéisme plus élevé chez les ouvriers, dans les secteurs de la métallurgie et des industries de transformation, et dans les grandes entreprises : partout où le travail est dur, où les conditions de travail souvent liées au système de ou au rendement sont difficiles. La maladie est la cause d'absence la plus fréquente (40 absents pour 1 000 salariés), précédant de loin les accidents du travail (6 absents pour 1 000). Ces derniers sévissent particulièrement dans l'extraction de minerais divers (14 pour 1 000) et dans une région bien précise : Provence - Côte d'Azur.

Sur un sujet aussi mal connu, on ne peut donc que regretter les carences de ce document, et les conclusions sans nuances qui en ont été tirées. Faut-il rappeler une loi récente, celle du 11 juillet 1975, qui autorise « la sanction de toute discrimination qui serait fondée sur le sexe ou sur la situation de famille » et qui prévoit des sanctions pour ceux qui sans motif légitime, refuseraient par exemple d'embaucher des femmes, des mères de famille, ou procéderaient à des licenciements pour la seule raison qu'elles appartiendraient au sexe féminin ? On ne peut que craindre les réactions d'un patronat qui n'a pourtant guère besoin d'encouragements.

MICHELE BACKMANN







Immigrés

Saïd Chergui : « Le but de l'Algérie est de réinsérer la totalité de son émigration »

« L'UNITE » : Que pensez-vous de la politique suivie par le gouvernement français en matière d'immigration ?

SAID CHERGUI : La plupart des mesures adoptées voilà maintenant plus d'un an par le secrétaire d'Etat Paul Dijoud, ne concernent pas l'immigration algérienne, et il nous est donc difficile de les juger. En revanche, le séjour des Algériens en France est réglementé par des accords bilatéraux, signés en 1968, et nous avons beaucoup à dire sur la réglementation découlant de ces accords.

Pour nous, il existe encore beaucoup de failles dans l'application des dispositions adoptées en 1968. Nous ne cessons de les dénoncer. Tout récemment, nous venons d'attirer l'attention des autorités françaises sur un aspect très important : le renouvellement des cartes de résidence. Nous avons remarqué en effet que le renouvellement de ces cartes est contraire aux dispositions des accords : les Algériens qui avaient bénéficié d'un séjour de 5 ans, comme prévu, et voient leur permis arriver à expiration n'en obtiennent pas le renouvellement. Les administrations chargées de cette opération ne délivrent plus aujourd'hui que des certificats provisoires valables trois mois. Nous considérons, pour notre part, que de telles modalités constituent une entorse à l'esprit des accords et aux dispositions concrètes qui en découlaient.

— Beaucoup de personnes sont-elles touchées par ces mesures ?

— Absolument tous les Algériens qui ont obtenu une carte de résidence pour une durée de 5 ans et arrivant à expiration. C'est-à-dire une partie importante de la communauté, près de la moitié, à mon avis.

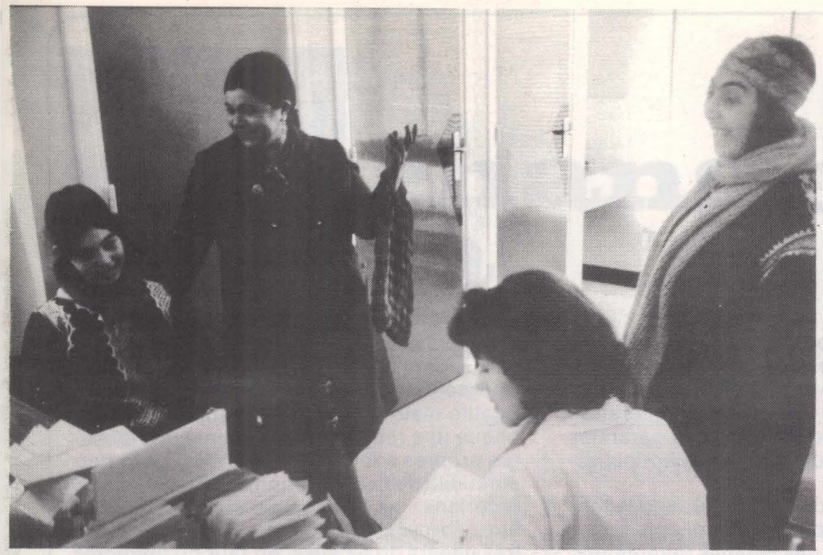
— Constatez-vous d'autres failles dans l'application des accords franco-algériens ?

— Oui : le problème de la formation professionnelle en particulier. Lorsque le gouvernement algérien a passé ces accords avec le gouvernement français, il a exprimé le souhait de voir les travailleurs algériens bénéficier de la formation professionnelle. Nous avons pu malheureusement constater par la suite que cette formation restait lettre morte. Et lorsque des négociations se sont engagées en décembre 1971, la délégation algérienne a mis l'accent sur cette question ; il a été constaté que les efforts en cette matière, sur lesquels le gouvernement français s'était engagé, n'avaient abouti à rien. On nous a alors promis de faire le néceesaire pour faciliter l'accès des travailleurs algériens à la formation professionnelle. Or, force nous est aujourd'hui de constater que ces nouveaux engagements n'ont donné que très peu de résultats. Cela tient au fait que nous ne sommes pas parvenus à obtenir une harmonisation des critères de choix permettant à un plus grand nombre de travailleurs algériens d'accéder à ladite formation professionnelle.

Nous avons également beaucoup de remarques à faire sur l'utilisation des fonds gérés par le Fonds d'Action sociale. A l'origine, le Fas était constitué uniquement des reliquats sociaux des travailleurs algériens. Lors de l'accession de l'Algérie à l'indépendance, l'action de cet organisme a été étendue à tous les autres travailleurs étrangers. Nous estimons que l'intervention de l'Etat est loin d'être satisfaisante en ce qui concerne les besoins de l'immigration et nous disons très clairement ce que nous souhaitons : la totalité des fonds dont dispose le Fas doit être affectée aux aménagements sociaux des immigrés. Il y a là un problème pour lequel, hélas, nous n'entrevoyons pas de solution proche.

— Quelle est la signification politique de la décision, prise en 1973 par le gouvernement algérien, d'arrêter l'émigration ?

— A cette époque, la décision prise par notre gouvernement visait à suspendre l'émigration vers la France parce que la communauté algérienne dans ce pays était en butte à de graves difficultés, qui concernaient sa sécurité et la dignité du peuple algérien tout entier. En 1973, les immigrants algériens ont vécu des moments douloureux. Ce n'était pas la première fois : depuis 1971 l'immigration algérienne a été victime de pressions sous de multiples formes. Et nous dénombrons aujourd'hui 70 morts, victimes d'attentats ou d'agressions organisés et concertés. Aussi étrange que cela puisse paraître ni les auteurs de ces meurtres ni leurs inspirateurs n'ont été arrêtés. Ces événements s'ajoutent aux pressions que l'on a tenté de faire subir à l'Algérie ; c'est le résultat de l'action menée par certaines forces existant en France et qui sont opposées à de bonnes relations entre l'Algérie et la France.





Cela dit, la suspension de l'émigration en 1973 est en fait l'arrêt définitif de l'émigration vers la France. Notre association, dès janvier 1973, préconisait cette mesure. Et cette décision correspond au plan du gouvernement algérien. Les travaux d'un séminaire national qui s'est réuni en 1966 concluaient déjà à la possibilité pour l'Algérie de récupérer la totalité de son émigration. Cette définition nous a progressivement amenés à faire un choix en fonction des possibilités de développement de l'Algérie et des aspirations profondes des immigrés qui, dans leur immense majorité, veulent retourner dans leur pays. La politique suivie a été de réinsérer les travailleurs les plus qualifiés pouvant, dans une première phase, contribuer au développement de l'Algérie ; et d'envisager, dès 1980, un retour beaucoup plus important.

— Que vous chiffrez déjà ?

— Nous estimons qu'actuellement 15.000 à 16.000 travailleurs algériens reviennent tous les ans s'installer définitivement. Ces retours suivent un double mouvement : des réinsertions volontaires d'une part, et des initiatives prises pour organiser des retours en fonction des besoins exprimés par les entreprises nationales d'autre part. En 1980, nous pensons pouvoir réinsérer certaines catégories de travailleurs moins qualifiés que ceux auxquels nous faisons appel pour le moment.

— Vous venez de faire allusion aux campagnes racistes qui ont eu lieu en France. Pensez-vous que le racisme augmente, diminue, reste le même ?

— Nous pensons qu'il y a toujours des actes racistes commis en France. Mais, dans le cas des travailleurs algériens, les actions qui ont été dirigées contre notre communauté obéissaient aussi à des objectifs politiques. Actuellement, disons que nous vivons dans une période d'accalmie. Tant mieux, car il y a eu beaucoup trop de difficultés et nous disons même que ces difficultés ont atteint une limite intolérable. Nous espérons donc une situation de paix, d'autant plus que tout le monde sait que la communauté algérienne est une communauté de travail. Et uniquement de travail.

Propos recueillis par MICHELE BACKMANN.

«L'ARMEE DE RESERVE» DU CAPITAL

PAR JEAN LE GARREC

délégué national pour les travailleurs immigrés

Les sociétés industrielles occidentales ne connaîtront plus les hauts niveaux de croissance de jadis. Cette situation rejaillit directement sur l'emploi : un volant de chômage d'environ 1 000 000 de personnes sinon plus, risque de se maintenir en France sur la durée du VIIe Plan. Les travailleurs immigrés et leurs familles seront les premières victimes du pourrissement de la situation économique car ils sont non seulement les plus exploités mais aussi les plus vulnérables (un accident du travail sur quatre a pour victime un travailleur migrant alors qu'ils ne représentent que 12 % de la population active. Et, les statistiques ne traduisent pas les accidents subis par les « non déclarés » ou les « irréguliers »).

La montée du chômage chez les travailleurs immigrés est plus élevée en pourcentage, que celle qui affecte les travailleurs nationaux, et dans ce domaine également les chiffres officiels ne reflètent qu'une partie de la réalité. En statut plus ou moins régulier, perdus dans un maquis de documents, de formulaires, pas toujours compris, et ne comprenant pas toujours, beaucoup hésitent à faire régulariser leur situation de chômeurs. Or fin novembre 1975, plus de 100 000 travailleurs immigrés étaient inscrits comme « demandeurs d'emploi ». La crise qui a affecté plus fortement les bas revenus se traduit ici, plus qu'ailleurs sans doute, par une dégradation des conditions de vie. Les immigrés, malgré les discours du gouvernement sont les premières victimes de la spéculation immobilière, de la politique des loyers élevés et de la pénurie générale des logements sociaux en France. L'« hébergement », quand il est organisé, n'est pas lui-même exempt de problèmes : en ce moment 47 foyers Sonacotra sont « en grève » certains depuis plus d'un an **(voir « l'Unité » n° 189).** Les prix élevés des redevances (270 F pour de petites chambres de 6 m2, séparées par des cloisons de contreplaqué), le caporalisme qui régente la vie communautaire des résidents, l'absence de justification du mode de calcul des charges aussi bien locatives que d'animation, ont suscité dans ces foyers un mouvement général qui se traduit dans le conflit actuel.

De plus le travailleur migrant vivant en célibataire doit assurer très souvent un double budget, le sien en France et celui de sa famille restée au pays. Or, depuis le début de la crise, les heures supplémentaires ont été supprimées. Les directeurs de foyers reconnaissent que les fiches de paie ont diminué de 500 à 600 F par mois et chaque hausse de loyer remet en cause le fragile équilibre du budget au moment où le salaire est en baisse ou menacé. La crise pèse lourdement sur →

→

les travailleurs immigrés qui non seulement sont les plus exploités, mais aussi les plus vulnérables. Car une grave menace pèse sur eux, celle de devoir quitter le pays où ils travaillent.

Michel Durafour, ministre du Travail, soulignait dans un article récent à « France-Soir », cette situation « paradoxale » qui fait coexister plus d'un million de chômeurs et plus de deux millions de travailleurs étrangers. Au cours de sa « prestation » à T.f.1 Jacques Chirac a tenu des propos identiques. On ne peut mieux dire ! Dans le cas où l'activité ne reprendrait pas au niveau jugé souhaitable, le pouvoir songerait à une politique de résorption de la main-d'œuvre immigrée. Menace « en l'air » ? Non, cette hypothèse est décrite (et chiffrée) dans l'un des rapports (non publié) préparatoires au VIIe Plan : un taux de croissance inférieur à 3,5 % entraînerait l'organisation de l'exode obligatoire des populations étrangères que l'on rejeterait après les avoir exploitées dans les pires conditions de travail et de vie. Jamais sans doute l'expression « armée de réserve » du capital n'a été aussi significative.

Et le Pouvoir se dote aujourd'hui des moyens de cette politique. En préparant l'opinion à une montée du racisme qui « justifierait » une politique répressive : la campagne actuelle sur la violence n'a-t-elle pas aussi ce but ? Le « statut » des immigrés facilitera aussi les choses, car nous sommes là dans le domaine non du droit mais de la simple réglementation : une vingtaine de circulaires donnent au ministre de l'Intérieur une grande latitude d'interprétation, donc des possibilités presque illimitées d'action répressive. L'immigré est un travailleur, ce n'est pas un citoyen et la procédure d'expulsion existe sans énumération ni limitation des motifs, avec des garanties très faibles et un contrôle juridictionnel réduit au minimum.

A la préparation de l'exode répond la tentative d'une relève par les travailleurs nationaux, des jeunes et des femmes notamment, hypothèse inscrite aussi dans la préparation du VIIe Plan. (Il faut savoir que déjà sur 1 500 000 femmes travaillant dans le secteur productif, près de la moitié occupent des postes d'O.s. et 20 % sont manœuvres !) C'est aussi à ce souci d'offrir une main-d'œuvre de substitution que correspond le discours sur la revalorisation du travail manuel.

L'immigration ce n'est pas seulement un prolongement du « colonialisme » ni une des conséquences du développement de l'impérialisme fondé sur « l'échange inégal » et la division internationale du travail. C'est aussi, comme le disait Pompidou en septembre 1963, « un moyen de créer une certaine détente sur le marché du travail et de résister à la pression sociale » et une méthode peu « coûteuse » de réaliser des économies de capital. Le rejet, par l'ouvrier français, des tâches pénibles, dangereuses, qui est un phénomène remontant déjà à la fin du siècle dernier n'est qu'une réaction normale face à des conditions de travail jugées de plus en plus comme inacceptables. Il est certain que nombre de ces tâches sont mécanisables et revalorisables, mais avec des efforts d'investissements importants. L'utilisation d'une main-d'œuvre immigrée, corvéable à merci permettait une orientation des capitaux vers des secteurs à taux de rentabilité plus élevé. Cette « armée de réserve» a permis l'accroissement des profits et le maintien par ailleurs des couches les moins rentables du capital. Ces constatations que l'on peut résumer dans l'idée que le capitalisme a fait appel au travail étranger là où il souhaitait accentuer la division du travail et où l'appel d'une main-d'œuvre « bon marché » était la condition du maintien des profits montrent que l'on ne peut régler en soi « le problème des immigrés ». Les solutions à apporter, se situent dans une dimension plus large et, en particulier, l'instauration d'un socialisme permettant la définition d'un autre modèle de développement national et international.

C'est dans ce cadre qu'il faut approfondir la politique qu'il serait possible de mettre en œuvre. « Changer la vie » tout comme le programme commun précise les choix à faire :

— alignement des droits des immigrés sur ceux des Français, au sein de l'entreprise comme à l'extérieur, étant entendu que l'exercice de ces droits est pleinement assuré, notamment par le renforcement de la sécurité des personnes et la reconnaissance de la liberté d'association et de presse.

— rupture avec la tradition paternaliste et populationniste qui consiste à importer des étrangers pour leur faire faire des « petits Français ». Car l'égalité des droits ne va pas sans la reconnaissance de l'identité culturelle. Egalité mais droit à la différence : cela implique une recherche incessante des mesures propres à favoriser ce respect de la personnalité de l'autre. Sinon, les Portugais, les Algériens, les Sénégalais continueraient à être « broyés » non seulement en tant que travailleurs, mais aussi en tant qu'immigrés parce que tout ce qui constitue leur personnalité (langue, culture, mode de vie...) est ignoré et souvent même méprisé.

Comment favoriser la recherche de cette identité culturelle, étouffée par le travail à la chaîne et le terrible pourrissement de la vie dans les ghettos urbains ? Je ressens ici profondément l'insuffisance de notre réflexion, l'incapacité à résumer au sein d'un programme des mesures qui touchent si intimement à la personnalité d'autres peuples. Il faut certes, favoriser l'acquisition d'une double culture, l'une utilitaire, d'usage immédiat, celle du pays d'accueil, l'autre vivante, active, langue de la pensée et de la connaissance de soi, celle du pays d'origine : l'alphabétisation nécessaire, ne doit pas être une mutilation.

Le développement des « droits linguistiques de promotion » qui supposent que les autorités publiques du pays d'accueil fassent usage soit au niveau municipal, soit au niveau national de la langue des migrants pour certaines activités officielles, répond à ce souci. Cet objectif peut être atteint par l'enseignement des langues des pays d'origine pour les enfants des migrants, le droit à la formation professionnelle en langue étrangère, la création de classes expérimentales dans certaines localités à forte population immigrée. La mise en place de commissions municipales de travailleurs migrants, permettrait d'assurer à ces populations une meilleure maîtrise de leur cadre de vie, préalable à l'octroi du droit de vote au niveau municipal.

Le respect de cette identité est la condition indispensable d'une politique d'égalité des droits et l'arme la plus efficace contre le racisme. Elle est aussi le moyen de faciliter le retour du travailleur immigré dans son pays d'origine. Les travailleurs migrants disent eux-mêmes combien ils souffrent d'être écartelés et combien cet écartèlement suscite le désarroi ainsi que le dit Slimane Azen, chanteur kabyle : « Dès qu'on est ici, chacun enlève ses habits de là-bas et met des habits d'ici, on s'habille et on se déshabille sans savoir où l'on va. Quand nous sommes revenus, nous voulons repartir, mais à peine repartis, nous songeons à revenir, nous partons et revenons comme petits d'hirondelles ».

Au-delà des mesures immédiates qui demain seront de notre responsabilité, l'enjeu sera la transformation des rapports avec les pays du tiers et du quart monde. Pour des millions d'hommes, le choix ne doit pas être entre la faim, la misère, ou la déportation.

JEAN LE GARREC

BUREAU D'ETUDES RECHERCHE

INGENIEUR (S)

SPECIALISTE ENVIRONNEMENT

DECHETS URBAINS
Collecte et traitement

EAUX USEES
Epuration

Ecrire :

Marc VALERY
52, Avenue l'Amiral Lemonnier
78160
MARLY LE ROI

Cadre administratif, 2 D.e.s. Droit privé et Droit public, expérience variée des problèmes gestion sociétés et syndicats, connaiss. d'anglais ; rech. poste assistant direction ou secrétariat général.
Région Parisienne de préférence.

changer la vie politique

A VOS FUSILS !

« Redoublez de vigilance. Fermez vos portes. Installez des dispositifs de sécurité... Vous ne serez jamais trop prudents. Les voyous sont là, ils vous observent et guettent l'occasion de vous agresser. Mettez-les en échec. Et si l'un d'eux vous attaque, n'hésitez pas. Défendez-vous par tous les moyens ». Cette prose d'angoisse, qui concourt très directement à la campagne de Michel Poniatowski sur la sécurité, a été signée dans son bulletin municipal par Gauchard, maire de Santeny, dans la banlieue parisienne. Cet édile dépasse même les vœux du ministre de l'Intérieur lorsqu'il termine : « Concluons par un avertissement. Beaucoup d'entre nous sont d'excellents chasseurs, et en toutes saisons ! » Cet appel au meurtre non déguisé a provoqué une vive protestation de la section du Parti socialiste, de représentants locaux du P.c. et de la L.c.r., ainsi que des sections C.g.t., C.f.d.t. et S.n.i. de l'institut médico-pédagogique et professionnel L'Essor.

LES « HABILETES » DE CHIRAC

Le Premier ministre s'en était pris vigoureusement à François Mitterrand, le 15 février, parlant même d'« irresponsabilité » à propos de l'union du P.s. avec le P.c.f. sur la base du programme commun. Mitterrand a répondu samedi : « En mars 1973, les Français ont voté à 47 % pour l'union de la gauche. Et en 1974, en métropole, à 49,5 %. Ainsi 49,5 % des Français sont-ils des irresponsables. Et rien n'autorise le Premier ministre à affirmer que demain il n'y aura pas 51 % d'irresponsables ». François Mitterrand a également pu démontrer que, loin d'être isolé au sein de l'Internationale socialiste, il en est vice-président et chargé, à ce titre, d'un grand nombre de responsabilités. Il a ensuite rappelé que les gouvernements portugais et finlandais comptent des communistes en leur sein, tandis que le gouvernement socialiste d'Olof Palme est soutenu par le P.c. suédois.

François Mitterrand a donc pu reprocher à Jacques Chirac d'avoir cédé à « une petite habileté de tribune », en s'appuyant sur un argument « qui n'est pas honnête » et sans démontrer aucune de ses affirmations. Enfin, il a pu relever l'audace d'un gouvernement qui annonce que l'opposition préparerait le déficit budgétaire quand le déficit actuel, de « 45 milliards pour un budget de 280 », bat un record historique.

LETTRE OUVERTE DE LEONID PLIOUCHTCH

A l'occasion du XXVe congrès du P.c.u.s., Leonid Pliouchtch vient d'adresser une lettre ouverte « aux communistes de l'Ouest et de l'Est ». Il leur demande que les Tatars de Crimée, ainsi que d'autres populations caucasiennes déportées à la fin de la Deuxième Guerre mondiale en Asie centrale et en Sibérie, puissent revenir dans leur territoire d'origine. Pliouchtch demande également aux communistes de lutter pour l'amnistie des prisonniers politiques dans le monde entier et en particulier dans les pays socialistes.

Le XXVe congrès est, pour le mathématicien soviétique, l'occasion de rappeler un certain nombre de faits sur lesquels le P.c.u.s. fait encore silence, par exemple : « Dans les années 30, le Komintern a concentré ses forces non pas tellement contre les nazis que contre les sociaux-démocrates, en tant que soutiens d'Hitler. Et du même coup la classe ouvrière s'est trouvée divisée, sa lutte contre le fascisme s'en est trouvée paralysée. » Et pour analyser le passé et le présent, plutôt que de chercher à oublier ce qui est « gênant » dans l'Histoire du mouvement ouvrier, il demande aux communistes de se souvenir « comment le Parti communiste tchécoslovaque avait décidé de prendre un chemin indépendant et comment les occupants soviétiques ont envahi la Tchécoslovaquie. Vous avez tous eu la possibilité de connaître les textes du « Printemps de Prague » et de vous convaincre des accusations mensongères contre les communistes tchécoslovaques. Je veux seulement souligner le plus important : Dubcek jouissait de l'appui total du peuple et du parti ». Dans un post-scriptum, Pliouchtch donne des nouvelles d'autres opposants soviétiques incarcérés et s'inquiète notamment pour Gabriel Souperfine, Vladimir Boukovsky et Serge Kovaliov.

« L'UNITE » EN U.R.S.S.

A la suite d'un accord conclu avec la Délégation commerciale de l'U.r.s.s. à Paris, « l'Unité » sera en vente à partir de cette semaine en Union soviétique.

LES NOUVEAUX EXPLOITS D'HERSANT

Robert Hersant ne recule pas dans le choix des moyens. Ni dans la répression anti-syndicale : « charrettes » au « Figaro », 200 licenciements prévus à la Sirlo qui imprime le journal, plainte suivie d'inculpation — pour diffamation, injures et vol de documents comptables par moins ! — contre deux syndicalistes journalistes de « Paris-Normandie ». Ni dans l'innovation technique : un projet de télétransmission fac-similé des pages du « Figaro » dans des imprimeries-relais de province, ce qui coûtera la bagatelle de 100 millions lourds — une fois encore : d'où vient l'argent d'Hersant ? Ni, enfin, dans l'astuce permettant de tourner les lois : pour parer à la demande d'autorisation à l'inspection du Travail légalement prévue pour toute nouvelle embauche après licenciement collectif, Hersant recrute des collaborateurs pour « le Figaro » par le biais d'une « agence de presse » bidon, l'A.g.p.i.... comme par hasard domiciliée à l'adresse même du groupe Hersant.

PRAGUE : « D'AUTRES MOYENS »

« En cas de besoin, nous n'hésiterons pas à avoir recours à d'autres moyens que la lutte politique », a déclaré Gustav Husak, président de la République tchécoslovaque, à l'intention des éventuels opposants. Cet avertissement vient après les menaces lancées contre Alexandre Dubcek, qui pourrait être expulsé de son pays. Le communisme tchèque n'est toujours pas sorti de l'hiver.

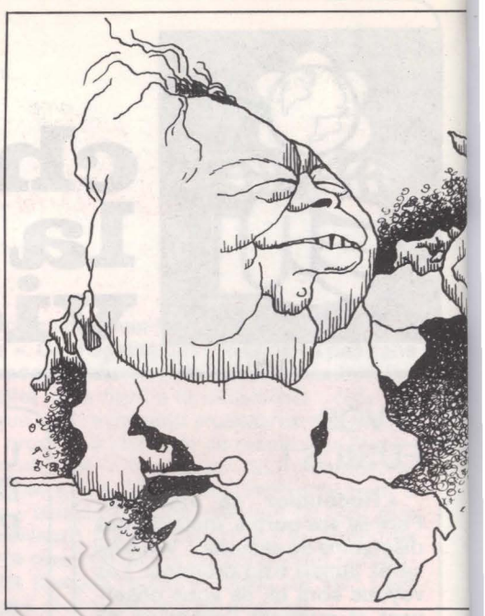
VOUS M'EN DIREZ TANT

● Lucia Hiriat de Pinochet, la douce épouse du dictateur chilien, a déclaré lors d'une conférence de presse : — « Beaucoup de visiteurs peuvent aller voir nos prisonniers, et constater que ces fainéants sont bien logés, bien nourris, qu'ils rayonnent de santé. Mais, dès qu'ils sortent de notre pays, ils se répandent en calomnies et vont jusqu'à nous accuser de leur avoir infligé des tortures ».

● Ronald Reagan, ancien gouverneur de Californie et candidat de la présidence des Etats-Unis, a sévèrement condamné les efforts de détente entre les Grands, qui, selon lui, « n'aboutissent qu'à permettre à l'Amérique de vendre du Pepsi-Cola en Sibérie ». Critique acharné du régime parlementaire, il a ensuite brocardé les députés en citant cette phrase de Bismark : « Ceux qui aiment les lois et les saucisses ne devraient jamais regarder comment on les fait ».

● Jacques Médecin, député-maire de Nice, récemment bombardé secrétaire d'Etat au Tourisme, semble avoir attrapé la grosse tête. Interviewé à la radio, il a confié : — « Je voudrais être un thème musical qui va en s'enflant jusqu'au crescendo pour finir par un point d'orgue ». Attention aux couacs !

LA FORCE DU «DESORDRE»



Alors que les cendres de Chou En-lai, continuent encore à s'éparpiller au gré des vents sur la terre chinoise, le pays le plus peuplé du monde aborde une nouvelle étape de son développement historique plusieurs fois millénaire. La crise actuelle, à la différence de celles qui se sont succédé régulièrement depuis la prise du pouvoir par le Parti communiste chinois, comprend en effet un élément supplémentaire. Elle peut être la dernière à laquelle participera Mao vivant.

Ce n'est pas que sans Mao Tsé-toung le communisme chinois cessera d'exister. C'est que Mao a exprimé et exprime le mieux l'originalité du communisme chinois, qu'il a été et est l'acteur le plus doué de la pièce que ne pouvait pas ne pas jouer un communisme se développant dans le particularisme d'une action et d'une civilisation qui a pris dès le début de l'Histoire de l'humanité, un autre chemin que l'autre grand centre d'épanouissement, le pourtour méditerranéen. Et cette autre civilisation, devenue la civilisation européenne, plus ou moins transposée dans la plus grande partie du globe, ne nous permet pas, à nous qui en sommes, d'apprécier commodément et convenablement ce que font les Chinois. D'où deux périls à éviter, entre lesquels oscillent le commentateur, celui de vouloir appliquer à la Chine des schémas qui sont les nôtres et celui de la considérer comme une collectivité fondamentalement différente des autres collectivités humaines. Les Chinois ne sont pas des Martiens. D'autre part, les lois du développement s'appliquent à leur pays comme aux autres et leur originalité tient dans leur attitude en face de ces lois. Ce n'est pas la première fois dans l'Histoire que la Chine choisit une autre voie que celle de la civilisation occidentale. Le peuple qui a découvert la poudre et peut-être la boussole n'en a pas pour autant conquis le monde.

La pratique plutôt que la philosophie

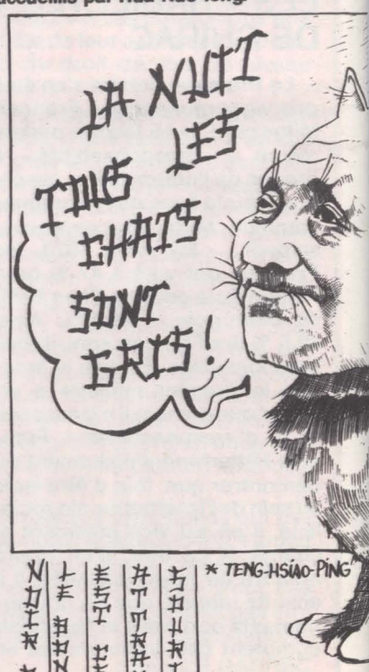
L'actuel conflit qui atteint une fois encore les sphères dirigeantes du Parti communiste chinois est donc la suite d'une bataille commencée il y a cinquante ans, lorsqu'un certain nombre de Chinois communistes estimèrent que la tactique et la stratégie du communisme occidental ne convenaient pas à leur pays. Imposée par le grand frère soviétique, la collaboration avec le Kuomintang aboutit au cours de la troisième décennie de ce siècle à une effroyable succession de désastres. La très peu nombreuse classe ouvrière chinoise fut mise hors de combat. Il fallut des années à Mao et à la tendance qu'il représentait pour imposer une politique différente, s'appuyant sur les masses paysannes et leur confiant les destinées de la révolution.

D'autre part, le communisme chinois a mal supporté la pratique stalinienne et la conception du Parti rendu silencieux par un monolithisme incontestable. Dans la mesure où la tradition chinoise conçoit mal les religions révélées, les dogmes et la notion d'infaillibilité, qu'elle conduit souvent à une pratique plus qu'à une aspiration philosophique, le massacre pour des raisons idéologiques lui est contradictoire. Ainsi pour des raisons et avec des conséquences différentes, le Parti communiste chinois a été amené à se poser des questions identiques à celles qui n'ont cessé depuis 1948 de travailler le Parti communiste yougoslave. Une construction d'une société socialiste s'accompagnant d'une part, d'une copie des objectifs matériels du capitalisme en matière de développement économique, d'autre part de la naissance pendant la période transitoire d'une nouvelle caste de possédants, a été vite remise en cause. Et c'est bien là-dessus que se font les déchirements intérieurs du communisme chinois, qui n'est pas à l'abri de la pénétration des idées étrangères.

Depuis la prise du pouvoir, le Parti communiste chinois a pu commettre beaucoup d'erreurs. Mais la politique qui l'emporte à chaque fois, après de rudes combats internes, est toujours en contradiction avec la pratique soviétique. Après la déstalinisation khrouchtchévienne et les révoltes polonaise, puis celle du « grand bond en avant » — éparpériode dite des « cent fleurs » — provoquer le contraire du monolithisme de pensée — puis celle du « grand bond en avant — éparpiller la production industrielle dans une sorte d'artisanat rural. Les échecs économiques qui en résultent imposent à Mao une autocritique, mais pas un renoncement à l'orientation générale. En 1959, le développement chinois est fixé dans l'ordre inverse de celui des Soviétiques : agriculture, industrie légère, industrie lourde. Les maoïstes se battent sur deux fronts : contre les planificateurs à la sauce soviétique, contre les économistes qui rêvent d'une nouvelle « Nouvelle économie politique » (N.e.p.) ou



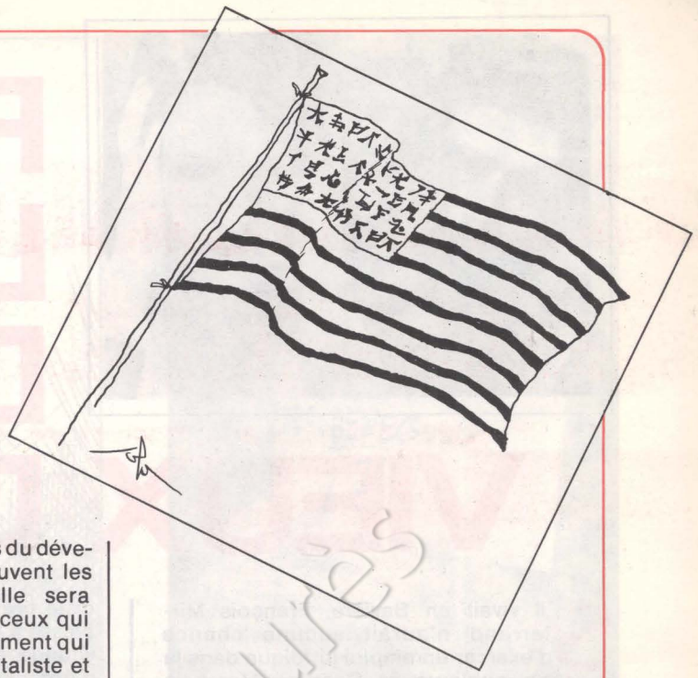
Les Nixon accueillis par Hua Kuo-feng.











se laissent influencer par les succès du développement capitaliste (ce sont souvent les mêmes). La Révolution culturelle sera l'aboutissement de ce combat : à ceux qui retiennent un modèle de développement qui est une copie de l'expérience capitaliste et léniniste de l'Occident, les maoïstes opposent la voie d'une révolution permanente, jetant sans arrêt les masses dans la rue, détruisant les situations acquises, brisant le rythme de l'expansion tel que le connaissent aussi bien les pays capitalistes que les pays soviétiques.

La dénonciation en vrac de Liu Shao-chi, de Lin Piao et de Confucius s'inscrit dans cette ligne qu'on pourrait appeler, compte tenu de nos mentalités, celle du contrôle par le désordre. Comme il faut souffler et que des millions d'enfants chinois s'ajoutent chaque année et qu'il faut les nourrir et les vêtir, la chance est en permanence donnée aux « économistes » de reprendre le pouvoir, d'autant plus que le maoïsme, à l'inverse du stalinisme, ne liquide pas physiquement les opposants. La solennité des procès d'excommunication, entourée d'un juridisme issu de notre droit romain, lui est inconnue.

La force de Chou En-lai avait été de représenter le compromis entre les deux grandes tendances du Parti. Sa mort a libéré le vieux conflit, avec l'aggravation de l'information « physique » qu'elle a donnée sur les chances de survie de Mao. L'offensive des maoïstes n'a donc pas tardé, contre le vice-président Tien Tsao-pin qui, contrairement à ce que notre logique laissait envisager, n'a pas succédé au disparu. Le nouveau premier ministre, Hua Kuo-feng n'assure officiellement qu'un intérim, soit parce qu'il ne peut être personnellement qu'un intérimaire, soit parce que l'intérim est la seule solution actuellement possible.

L'accueil à Nixon

« Substituer l'accessoire à l'essentiel », comme le dit le « Quotidien du Peuple » dans son rôle de procureur contre les « révisionnistes » c'est en fait renoncer à la voie chinoise vers le communisme. C'est considérer que le communisme — les soviets plus l'électricité, disait Lénine — c'est d'abord bâtir les bases matérielles d'une société industrielle, rattraper par le collectivisme économique le niveau de production du capitalisme et créer en fait une hiérarchie sociale, des besoins individuels et des objectifs qui ne sont pas fondamentalement différents de ceux de Moscou et de Washington.

On voit ainsi en quoi la confusion peut être grande dans nos esprits occidentaux lorsque nous regardons la Chine. En fait, le maoïsme conteste la quasi-totalité de notre civilisation moderne. Pour lui, ce qui sépare l'U.r.s.s. des Etats-Unis n'est qu'une méthode de développement et non pas une façon de vivre. Opinion renforcée par l'appréciation que les Chinois ont de la politique étrangère des deux grandes puissances : elles sont à mettre dans le même sac et ne tendent qu'à assurer leur hégémonie. La volonté de puissance les anime, qui est la contrepartie de leur avidité de profit, de leur adoration pour la productivité et de leur conception de l'efficacité.

L'accueil réservé à Richard Nixon, reçu à Pékin comme un chef d'Etat en exercice, prend ainsi toute sa signification. Le vaincu du Watergate reste l'homme qui a rompu avec le dialogue bilatéral américano-soviétique en lui ajoutant le dialogue américano-chinois. Le premier dialogue est celui de la recherche du compromis entre les deux plus grandes puissances pour se partager le monde. Or la Chine n'accepte pas ce partage et tout ce qui le rendrait impossible ou difficile a son soutien, qu'il s'agisse de l'unité de l'Europe occidentale ou du rapprochement avec les Américains reconnaissant alors que le communisme, ce n'est pas uniquement Moscou. Les ambitions de l'ancien président américain — qui ne renonce pas à jouer un rôle dans la politique de son pays et qui le croit d'autant plus possible que depuis son départ, un désordre masochiste règne à Washington — se sont croisées avec un des objectifs fondamentaux des Chinois.

De quels Chinois ? Qui l'emportera dans ce ixième round d'un championnat inlassablement recommencé ? La Chine est un si grand pays qu'on peut sans risque parier qu'elle ne supportera jamais longtemps l'uniformité. Or tel est le génie de la rencontre entre le maoïsme et le peuple chinois ; au-delà de ce qui serait pour nous la grisaille d'une vie matériellement dure, le maoïsme apporte une remise en cause si permanente que tout est toujours possible. A la succession froide des statistiques des plans quinquennaux ou des rapports d'activité des sociétés multinationales, le maoïsme oppose les soubresauts d'une étrange fête révolutionnaire, un mélange de Mai 68 et de 14 Juillet. Nous n'avons pas à juger, mais à constater.

CLAUDE FUZIER



R.F.A. : LE REVEIL DES VIEUX DEMONS

S'il vivait en Bavière, François Mitterrand n'aurait aucune chance d'exercer un emploi juridique dans la Fonction publique et Georges Marchais n'aurait même pas le droit, en République fédérale allemande, d'être instituteur. Aujourd'hui, outre-Rhin, non seulement l'activisme gauchiste est pourchassé, mais des centaines de socialistes et communistes ont commencé de subir les effets de ce qu'il faut bien nommer un nouveau maccarthysme.

C'est ainsi que les ministres de l'Intérieur des différents Länder (1) se disputent sur l'opportunité d'une loi autorisant le « tir à mort » — renaissance légale de la peine de mort, abolie en R.f.a. — sur tout présumé criminel. Et l'arsenal de la « législation antiterroriste » s'enrichit : le Bundestag (l'Assemblée fédérale) vient d'adopter une loi dite « pour la protection de la paix communautaire » mais qui en fait — pour reprendre l'expression de Dieter Lattmann, député social-démocrate — revient à créer ce « climat d'intimidation, d'opportunisme et d'auto-censure qui a trop souvent, en Allemagne, chassé le courage civique ».

Est-il donc mort, l'esprit généreux de la politique que Willy Brandt avait inaugurée lors de l'arrivée du Parti social-démocrate, en 1969, avec sa formule « Nous voulons oser plus de liberté » ? Est-ce le mystérieux « retournement de tendance » au sommet que cherche à accréditer la majeure partie de la presse allemande ? Même le « Financial Times », qu'on ne saurait soupçonner de vouloir bouleverser l'ordre existant, diagnostique « un doux accès d'autoritarisme » en Allemagne. Tout cela serait difficilement compréhensible si l'on ne regardait pas de près le contexte, historique notamment.

L'opinion publique allemande — du moins celle qui s'exprime à la télévision, à la radio et dans les journaux — s'émeut des « activités terroristes ». De vieux démons ont pu renaître en tirant prétexte du mouvement d'« opposition extra-parlementaire » et de la révolte des étudiants à la fin des années soixante. Déjà la violence était imputable au pouvoir d'Etat : le 2 juillet 1968, un jeune homme, Benno Ohnesorg était tué par la balle d'un policier au cours d'une manifestation contre la visite du Chah d'Iran. En même temps, pendant que le mouvement étudiant prend de l'ampleur, la presse Springer (voir ci-après) lance une campagne contre le leader étudiant Rudi Dutschke. Avec le succès qu'on sait : le 11 avril 1968, un psychopathe sympathisant du parti néofasciste tire sur Dutschke, qui est grièvement blessé à la tête. Quelques mois plus tard, la Grande Coalition adoptait la « législation d'urgence » qui limitait les libertés garanties par la Constitution et permettait l'emploi de l'armée dans des conflits intérieurs. Son Mai 68 ayant échoué, la gauche extra-parlementaire décide d'utiliser désormais la stratégie plus lente de « longue marche sur les institutions ». Pour s'efforcer de réussir cet investissement progressif des centres de décision, une grande partie des militants entre au S.p.d. pour y animer la tendance des Jusos ; d'autres rejoignent le Parti communiste allemand (D.k.p.).

(1) L'Allemagne fédérale est formée de dix Etats, chaque Land ayant son propre gouvernement.

Le détonateur Baader

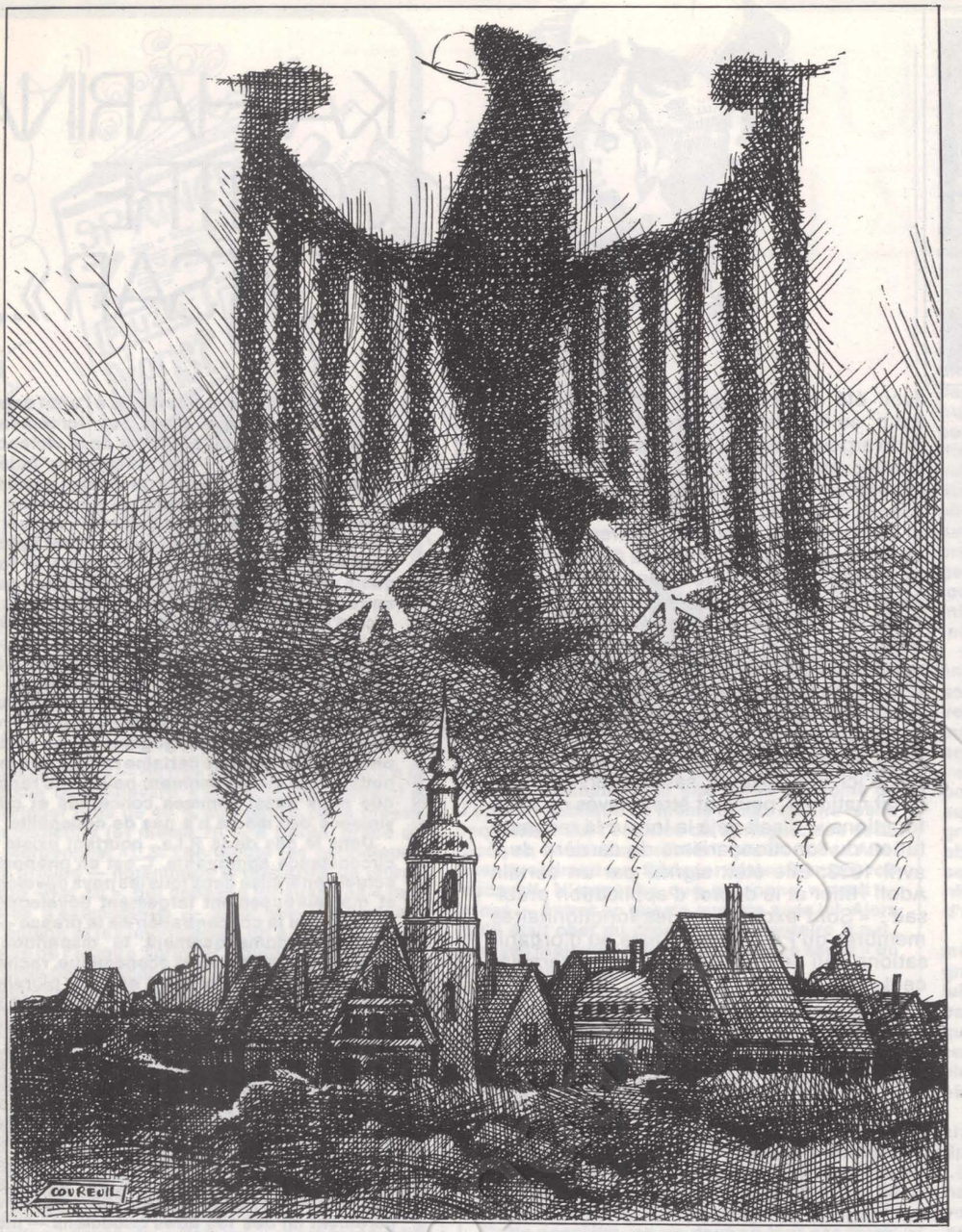
Quelques groupes gauchistes subsisteront, sans grande influence, dans les universités. D'autres reprennent les traditions anarchistes : la Fraction Armée rouge se forme. En mai 1970, Baader est libéré par un commando de la prison où il subissait une peine de 3 ans pour l'incendie d'un grand magasin. Après plusieurs hold-up dans des banques, la « bande à Baader » lance son grand coup en février 1972 : une bombe explose au centre européen de l'Otan et détruit un ordinateur nécessaire à la logistique des B-52 opérant au Vietnam. Trois officiers américains sont tués. Une deuxième bombe explose en mars dans un casino à Francfort, tuant un officier américain.

Dès lors, le gouvernement fédéral est forcé d'agir : les relations avec le « grand frère » américain sont en jeu. Une chasse à l'homme sans précédent va mettre le pays sens dessus dessous, pendant sept mois, jusqu'à l'arrestation du groupe.

Période de folie où la presse de style « Bild » se déchaîne, en même temps que la droite : Rainer Barzel, chef de l'opposition démocrate-chrétienne, propose une modification de la Constitution « pour protéger l'Etat contre les extrémistes et radicaux ». Le gouvernement Brandt, soucieux de poursuivre sa politique d'ouverture vers l'Est, cherche à se débarrasser de ce conflit de politique intérieure et en arrive à un compromis, considéré alors comme tactique : un « décret anti-extrémiste » est voté, qui refusera aux candidats « qui développent des activités hostiles à la Constitution » l'embauche dans la Fonction publique. Une décision lourde de conséquences...

En 1974, la campagne trouve une nouvelle pâture. Après plusieurs grèves de la faim et protestations contre les conditions de détention, Holger Meins, dans la prison où il attendait le procès contre la Fraction Armée rouge, meurt dans des conditions jamais totalement éclaircies. Le lendemain, à Berlin, le juge von Drenkmann, est assassiné à l'entrée de sa maison. L'acte est réclamé par le « Mouvement du 2 juin ». Nouvelle occasion de répression tous azimuts — notamment dans les milieux protestants, l'évêque Scharf de Berlin ayant précédemment rendu visite à Ulrike Meinhof dans sa prison — et nouvelle occasion de législation spéciale : le 1er janvier 1975 entre en vigueur un texte modifiant le code de procédure pénale, qui est destiné à « renforcer l'efficacité des poursuites pénales et à prévenir un mauvais usage des droits de la défense ». En réalité, cette « plus grande efficacité » limite sensiblement les droits de la défense : le nombre des avocats pouvant être choisis par un inculpé est réduit à trois ; il devient possible de condamner des accusés en leur absence ; et l'on peut exclure un défenseur sur lequel certains soupçons pèseraient. Cette loi fut immédiatement appliquée dans le procès Baader-Meinhof. Plusieurs avocats furent exclus, leurs bureaux fouillés par la police, quelques-uns se retrouvant même en prison. Le 27 février 1975, quelques jours avant les élections au Parlement du Land de Berlin, le chef de l'opposition C.d.u. régionale Peter Lorenz, était enlevé par un commando qui réussissait à obtenir, en échange de leur otage, la libération de plusieurs anarchistes incarcérés. La population de Berlin était devenue hystérique et faillit tuer un porte-parole officiel simplement parce qu'il avait parlé de « groupe » au lieu de « bande » de terroristes. Et la police, aussitôt Lorenz libéré, entreprit des razzias à Berlin : on ne compta plus les gens réveillés à 4 h du matin par des policiers entrés dans leur chambre, les personnes arrêtées sans mandat, les meubles démolis, les fenêtres et les portes arrachées ... comme pour donner raison à l'« Anti-Dühring » d'Engels, « l'Etat c'est la violence sous sa forme organisée ».

On peut douter que les activités anarchistes et terroristes, aussi spectaculaires qu'elles paraissent, constituent un quelconque danger pour l'existence de la République fédérale, contrairement à ce qu'affirme la droite, prompte à accuser de ce « chaos » le gouvernement social-démocrate. Le porte-parole du C.d.u. au Bundestag, Spranger, s'exclamait ainsi : « La volonté déclarée du S.p.d.-F.d.p. de transformer la démocratie de combat en plus de démocratie n'a abouti qu'à un excès de tolérance de l'Etat envers l'abus des libertés et cela au détriment des



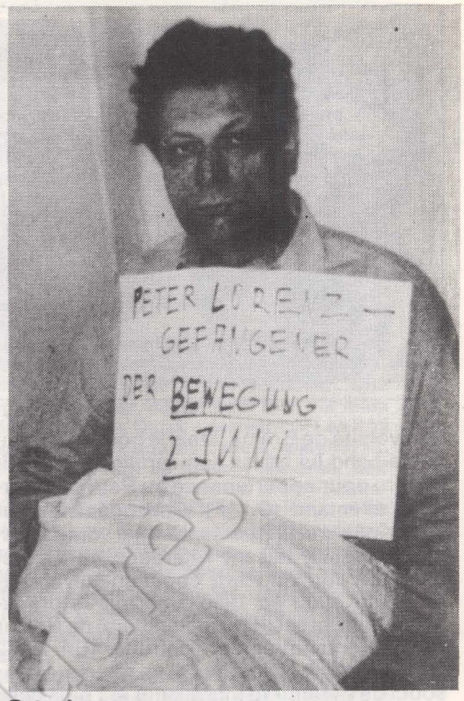
citoyens fidèles à la loi ; la perte d'autorité progressive de l'Etat a suivi une libéralisation mal comprise et la diffamation, tolérée pendant des années, de valeurs comme le droit, l'ordre et la sécurité. Tout cela a favorisé violence, criminalité, brutalité et terrorisme ».

Les Allemands se flattent d'avoir une des Constitutions les plus libres du monde. Et, de fait, les 19 articles qui introduisent la loi fondamentale donnent de très larges garanties des libertés. Mais, voulant tirer des leçons de l'échec de la République de Weimar et du nazisme, la loi prévoit expressément que « quiconque abuse de ces libertés pour combattre l'ordre fondamental libre et démocratique est déchu de ses droits fondamentaux » (article 18). Or, le mot « Constitution » signifie deux choses : une charte qui détermine la forme du gouvernement d'un pays ; mais aussi la manière dont un Etat fonctionne concrètement et dont sa vie politique se déroule.

La charge constitutionnelle de la R.f.a. est très ouverte et offre toutes ses virtualités à un véritable socialisme démocratique. Mais toute réalité constitutionnelle vécue s'établit selon le rapport des forces sociales et politiques. Dans les ténèbres entretenues autour de la « tempête terroriste », ce rapport de forces a joué en faveur du système capitaliste et de la droite. C'était au début de 1974 que Horst Ehmke, ancien ministre et membre de la direction nationale du S.p.d., reprochait à l'opposition : « Vous voulez une interprétation de la Constitution où l'Etat serait paralysé face au capital ». Aujourd'hui, c'est chose faite.

C'est au sujet de la Fonction publique qu'à eu lieu le plus fort de l'offensive. La loi réglant leur statut exige des fonctionnaires « le devoir de loyauté à l'égard de l'Etat », ce qui inclut le « devoir d'opposition à ses adversaires ». Une telle réglementation voulait empêcher ce que Adolf Hitler décrivait en 1930 par ces mots : « La Constitution ne prévoit que le cadre de la lutte, mais pas le but. Nous entrons dans les fonctions légales et, par ce moyen, nous ferons de notre parti le facteur déterminant. Néanmoins, lorsque nous posséderons les moyens constitutionnels, nous jetterons l'Etat dans le moule que nous considérons comme bon ».

Prétendant que l'extrême gauche, issue de la révolte des étudiants, manquerait de la fidélité nécessaire à l'égard de la Constitution, les gouvernements chrétiens-démocrates des différents Länder fédéraux ont commencé à refuser certains candidats à une fonction publique.



Peter Lorenz.

Carstens, chef du groupe parlementaire C.d.u.-C.s.u., déclarait en 1974 que l'extrémisme de droite était « un phénomène marginal dans le domaine politique », mais qu'un « imminent danger de mort menaçant notre Etat venait de la gauche ». Que cette gauche se réclamât de la Constitution écrite, peu importait à Carstens et ses amis ! Qu'elle revendiquât en faveur de l'article 14, qui prévoit des expropriations dans l'intérêt public, qui cela pouvait-il intéresser ? Ainsi, tout mouvement de gauche est déclaré « hostile à la Constitution » — novation juridique, qu'on fait jouer faute de pouvoir utiliser l'accusation de véritable anticonstitutionnalité — dès lors qu'il se révolte contre le système capitaliste.

Interdictions professionnelles

Le plus grave, c'est que le « décret anti-extrémistes » de 1972 s'en remettait aux gouvernements des Länder quant à l'emploi de cette réglementation et ouvrait ainsi la voie aux pratiques les plus arbitraires. Ainsi, le Bade-Würtemberg battait bientôt le record des interdictions professionnelles, alors que le gouvernement social-démocrate de Hesse, tout au moins au début, condamnait cette ségrégation. Mais, face à la campagne de la droite — « Contre ces prophètes révolutionnaires voulant transformer le système la majorité S.p.d.-F.d.p. ne veut rien faire ! » clamait Spranger — les sociaux-démocrates finirent par céder et dans ce domaine, il n'y a plus aujourd'hui de différences, en pratique, entre les Länder gouvernés par le S.p.d. ou la C.d.u.

Entre 1972 et 1976, il y a eu au total plus de 500.000 Allemands interrogés. Et l'exercice de leur profession a été interdit à 1.200 d'entre eux. Les victimes sont, pour la plupart, des enseignants et des professeurs d'université. Bien souvent, les décisions prises par l'administration bouleversent leur vie de fond en comble. Prenons le cas de Horst Holzer, sociologue de réputation internationale, qui fut le premier universitaire à qui, en 1971, on refusa d'exercer sa profession. Holzer avait reçu une offre de nomination à →



KATHARINA CONTRE LE «TSAR»...

Le plus obtus faciès de flic à l'affût derrière une matraque n'est pas forcément le symbole le plus évident de la violence et de la répression — en Allemagne fédérale comme ailleurs. Elles pourraient tout aussi bien être représentées par le journal « populaire » du groupe Springer, la « Bild Zeitung », qui est une sorte de super- « Parisien libéré » tirant à plus de 4 millions d'exemplaires. C'est contre ce formidable véhicule d'intoxication quotidienne qu'est entré en lutte l'écrivain Heinrich Böll avec son récit d'une manipulation par la presse Springer « L'honneur perdu de Katharina Blum » (1), dont Volker Schlöndorff a tiré un film qui sortira à Paris dans quelques semaines. Au moment où plusieurs faits divers, notamment le drame de Troyes (voir en page 32) donnent lieu en France au déchaînement démagogique d'une certaine presse écrite et d'une certaine radio, cette œuvre nous arrive au bon moment pour nous rappeler que nous aussi sommes concernés et que la violence des media n'a pas de nationalité.

Dans le cas de la R.f.a., pourtant existe une circonstance aggravante. C'est un phénomène actuel généralisé dans tous les pays développés et malheureusement largement développé en France, que la concentration de la presse — qui entraîne automatiquement la disparition de nombreux titres par mort économique, rachat ou fusion forcée, donc réduit à néant le pluralisme démocratique des opinions et même tout simplement, la possibilité pour le lecteur de recouper les informations. Or, la concentration a pris en Allemagne de l'Ouest des proportions affolantes, sans autre exemple dans aucune démocratie : « l'opinion publique » y est tombée sous la coupe du dictateur de presse Axel Springer et plus du quart des citoyens d'outre-Rhin consomment chaque matin leur « Bild Zeitung ».

Les Allemands sont certes de grands consommateurs de journaux — 80 % lisent régulièrement un des 130 titres quotidiens — mais il n'existe pas de grands journaux nationaux : dans cet Etat fédératif décentralisé, on a son quotidien régional. Mais parmi ces pygmées il y a le géant de Springer « Bild » et ses plus de 4 millions d'exemplaires, tirés simultanément dans cinq villes différentes, plus toute une série

l'université de Brême. Mais le gouvernement de ce Land lui refusa son certificat de nomination, pour appartenance au Parti communiste allemand (D.k.p.). Cette décision fut confirmée en 1972 par le tribunal administratif de Brême, faisant référence au verdict d'interdiction du Parti communiste d'Allemagne (K.p.d.) en 1956. Une fois le précédent établi, la carrière universitaire de Holzer fut systématiquement détruite. En 1972 l'université de Oldenburg le récusa (« par souci de garantir le pluralisme ») ; puis celle de Berlin-Ouest (pour « manque d'équilibre politique ») ; de même, en 1973, à Marburg ; et en 1974 à Munich (pour avoir « violé le pluralisme scientifique et endoctriné ses étudiants avec les thèses du D.k.p. et du marxisme-léninisme »). Le ministre bavarois de la Culture garantit le pluralisme en faisant enlever en outre toutes les publications de Holzer de la bibliothèque universitaire...

Au tour des sociaux-démocrates

Et, depuis quelque temps, les persécutions ne se limitent plus à l'extrême gauche ou aux communistes. De plus en plus souvent la gauche social-démocrate fait partie des victimes. Par exemple Charlotte Nies, née en 1947, actuellement en chômage. Etudiante en droit, elle avait pris la carte du S.p.d. en 1971 et était devenue membre de l'Association des juristes démocrates (V.d.j.), engagée dans des actions comme « Solidarité avec le Chili » et dont 6 dirigeants sur 23 appartiennent au Parti communiste, les 17 autres adhérant au S.p.d. et au F.d.p. En avril 1975, Charlotte Nies ayant terminé ses études, postula un poste de juge auprès du ministère bavarois de la Justice. En mai, sa candidature était refusée et en septembre, le ministère justifiait la décision : « Le V.d.j. est une organisation communiste satellite et il n'est donc pas garanti que Mlle Nies s'engagera toujours activement du côté de l'ordre fondamental libre et démocratique ». Le S.p.d. de Bavière — qui est dans l'opposition au sein du Land — déclara alors déplorer ces actions « qui dépassent toutes les limites tolérables », tandis qu'à Berlin le gouvernement social-démocrate continuait à exclure de diverses fonctions des sociaux-démocrates ! La situation devient de plus en plus insupportable. En août 1975, la Cour constitutionnelle fédérale a justifié le « principe qui exige la loyauté des fonctionnaires à l'égard de l'Etat », mais a mis en cause les pratiques du décret. Le gouvernement fédéral était alors chargé d'harmoniser la procédure par une loi.

Le projet de loi, préparé par le gouvernement fédéral de Helmut Schmidt, a été repoussé en novembre dernier au Bundesrat — la Chambre haute, où les chrétiens-démocrates détiennent la majorité — après avoir été approuvé par la majorité S.p.d.-F.d.p. au Bundestag (Assemblée fédérale) : la divergence est entre ceux qui pensent que chaque cas d'éventuelle interdiction professionnelle doit être examiné séparément — c'est la position du gouvernement fédéral — et ceux pour qui tous les membres des partis considérés comme « hostiles à la Constitution » doivent être automatiquement exclus de la Fonction publique — position C.d.u. et C.s.u. — aboutissant à une épuration systématique de tous les « éléments marxistes et communistes » dans la Fonction publique (2). Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que l'Allemagne se retrouve face à un texte de ce genre : « Les fonctionnaires qui, par leurs activités politiques, n'ont pas garanti jusqu'ici une loyauté sans réserve envers l'Etat national, peuvent être relevés de leurs fonctions », disait déjà la loi sur la reconstitution du fonctionnarisme de carrière du 7 avril 1933. Elle était signée par un certain Adolf Hitler et le décret d'application précisait : « Sont exclus tous les fonctionnaires membres du Parti communiste ou d'organisations qui le soutiennent ou le remplacent »...

Puisque la conjoncture est bonne et que la gauche se retrouve sur la défensive, sinon en recul, la droite a lancé une nouvelle attaque : elle propose une « loi pour la protection de la paix communautaire » destinée à « vaincre la violence déjà installée dans notre glacis » et la lutte contre les « terroristes spirituels » — autrement dit, contre les intellectuels ayant l'esprit critique. Le gouvernement fédéral de Helmut Schmidt, qui montre décidément une bien plus grande volonté que son prédécesseur de prendre en compte les tendances de l'opinion publique, a présenté immédiatement un autre projet, peu différent de celui de la C.d.u.-C.s.u. La nouvelle loi tend à interdire tout écrit faisant l'apologie de la violence ou la présentant comme inévitable, nécessaire ou souhaitable, dans la mesure où ces ouvrages auraient des implications actuelles. L'œuvre de Karl Marx présente-t-elle des « implications actuelles » ? Et celle du prix Nobel Heinrich Böll ? Après une vague de protestations contre cette « loi muselière », les groupes parlementaires du S.p.d. et du F.d.p. ont, au dernier moment, décidé de prévoir des dérogations à la loi destinées à protéger l'art et la science et de la limiter à des auteurs d'ouvrages « approuvant ou préconisant la violence dirigée contre l'existence de la République fédérale allemande ».

Dans le débat parlementaire, l'opposition a montré son vrai visage. Le porte-parole de la C.d.u.-C.s.u. a déclaré ainsi qu'en rejetant les propos de l'opposition, « sociaux-démocrates et libéraux prennent la coresponsabilité de futurs actes de violence ». Et puisqu'il y a « toujours un grand nombre de militants du S.p.d. qui se considèrent comme des marxistes », leurs « idées marxistes de transformation du système, leur stratégie de Front populaire par coopération avec les communistes, tout cela enraye la lutte contre les courants marxistes extrémistes ».

Voilà donc le S.p.d. tout entier placé dans une situation qu'il ne comprend pas très bien lui-même. Le gouvernement Schmidt agit selon la devise : gouverner à droite pour ne pas être accusé d'être trop à gauche... Ce fut toujours, il est vrai, la tactique de la réaction allemande d'assimiler social-démocrate et anarchie. C'est avec une propagande de ce genre qu'on menait déjà les campagnes électorales en 1878. « Nous ne nous laisserons surpasser par personne dans notre effort pour mettre en œuvre la

(2) La Fédération internationale des résistants, la F.n.d.i.r.p. française, la V.v.n. ouest-allemande, des organisations d'anciens résistants ou déportés du Luxembourg, de Belgique, de Hollande et d'Italie organisent le 13 mars à Strasbourg un important rassemblement international (défilé, meeting, démarche auprès du président du Parlement européen, etc) pour réclamer l'annulation de la législation sur les interdictions professionnelles.



de quotidiens — du très sérieux « Die Welt » à la feuille de boulevard « B.Z. » — qui donnent à Springer près de 40 % du marché de la presse quotidienne (et même 70 % à Berlin, grâce au « Morgenpost »). Si l'on ajoute les périodiques du groupe — notamment le magazine de télévision «Hör Zu », qui dépasse lui aussi les 4 millions d'exemplaires — ainsi que les sociétés d'édition et les imprimeries, on a une idée de la taille de l'empire Springer. Toute-puissance renforcée par la façon dont il contrôle en outre tout l'environnement commercial et industriel de la presse : chantage aux contrats de vente sur les marchands de journaux, contrôle direct sur l'imprimerie allemande et indirect sur les papeteries, utilisation poussée de sa position de force sur le marché de la publicité...

La part que prit la presse Springer à l'hystérie de la majorité silencieuse au printemps 1968 fut considérable et le slogan étudiant « Bild aussi a tiré sur Dutschke » n'est pas excessif. Ce fut l'un des plus beaux exemples de manipulation de l'opinion, de trucage ou d'étouffement de l'information. Après le « Spiegel », l'hebdomadaire berlinois « Die Zeit » l'affirma d'ailleurs aussi brutalement que cela, preuves à l'appui et gagna le procès que lui avait intenté Springer pour diffamation. Que d'ailleurs ces deux journaux aient pris le risque de s'attaquer ainsi au Goliath signifiait que les excès du « Bild » portaient en eux leur condamnation par une partie au moins de l'opinion publique en même temps qu'une réelle inquiétude sur l'emprise de Springer : dès cette époque, un sondage révélait que 34 % des Allemands estimait que Springer détenait un pouvoir excessif. N'empêche que personne n'osait — n'ose — entrer en guerre ouverte avec lui. Alors qu'il était chef du groupe parlementaire S.p.d., en 1966, Helmut Schmidt disait que ce serait « un suicide politique ».

On comprend d'autant plus mal cette dérobade que « le tsar » ne cache pas son jeu. Ce n'est pas seulement un commerçant avisé exploitant au maximum le mélange sexe-sang du « Bild ». C'est aussi et surtout un propagandiste de droite conscient et organisé qui fait distiller une idéologie bien précise « entre les lignes » pour ce qui concerne « Bild » et explicitement dans « Die Welt », où chaque candidat journaliste doit par contrat se déclarer favorable à l'économie libérale, à la réunification de l'Allemagne, etc.

Cette passivité, on ne peut en tout cas la reprocher à Heinrich Böll. Avec la même passion que ce social-démocrate et chrétien avait mis à soutenir Willy Brandt — ou aujourd'hui à lancer avec Günther Grass et Jiri Pelikan la revue trimestrielle socialiste européenne « L 77 » — et à rompre des lances avec la hiérarchie religieuse, le lauréat du prix Nobel de littérature n'avait pas hésité : il était descendu dans l'arène pour protester contre la loi de lynch et la chasse aux sorcières déclenchée contre les « terroristes » et en plaidant pour plus de compréhension, dans un violent article publié par le « Spiegel » en janvier 1972. Dans ce texte, puis quelques mois plus tard dans une intervention remarquée au congrès du S.p.d. à Dortmünd, il désignait les coupables de cette hystérie collective et de cette atmosphère de délation : la presse de type « Bild » tout autant que les milieux qui financent la C.d.u.

En vain les tentatives d'intimidation se multiplièrent-elles : un dimanche de juin 1972, une descente de police à son domicile... Une campagne de presse, de Springer bien sûr mais aussi du magazine « Quick » écrivant : « Les Böll sont plus dangereux que les Baader-Meinhof »... Rien n'y fit : refusant de baisser les bras, Böll publia « L'honneur de Katharina Blum », sous-titré « ou comment peut naître la violence et où elle peut conduire », avec en page de garde cet avertissement sans équivoque : « Si certaines pratiques journalistiques décrites dans ces pages offrent des ressemblances avec celles du journal « Bild », ces ressemblances ne sont ni intentionnelles ni fortuites, mais tout bonnement inévitables. »

Cette espèce de « roman pop », écrit par Böll en donnant une assez considérable distance à son histoire (utilisation intensive de « procès verbaux d'interrogatoires policiers », du style indirect, de l'humour à propos de ce qui y semble le moins propice...) raconte la mésaventure d'une jeune femme inquiétée par la police pour avoir passé une nuit avec un présumé anarchiste et qui devient la proie d'un grand journal à sensation — jusqu'à ce qu'elle abatte le reporter qui a fabriqué les plus odieuses fabulations et qui avait cette cynique définition de sa pratique : « l'art et l'habitude d'aider les gens simples à s'exprimer ».

Moins « distanciée », mais animée de la même passion indignée, l'adaptation cinématographique de Volker Schlöndorff — à laquelle Böll lui-même a étroitement participé — va porter partout l'histoire de Katharina la fière et la fidèle, qui a de l'honneur la notion exigeante qu'en ont ce qu'il est convenu d'appeler les « gens simples ». Simple est, de fait, sa révolte — peut-être aussi, en écho, la nôtre.

Trop simple ? Il paraît — selon « Die Weltwoche » — que l'une des formules favorites de Springer est celle qu'il emprunte au peintre Max Liberman disant après la prise du pouvoir par les nazis : « Je n'arrive pas à manger autant que je voudrais dégueuler ». Peut-être Springer en est-il arrivé là d'avoir trop lu de presse Springer. Mais pour nous ce pourrait être d'avoir trop de Springers. Et pas seulement en Allemagne.

SERGE RICHARD

(1) Paru aux Editions du Seuil.

législation la plus efficace ». Tandis que les Jusos déclarent : « Les interdictions professionnelles violent les principes fondamentaux de la Constitution et sont, par conséquent, anti-constitutionnelles ». Tout se passe comme si le grand parti social-démocrate était tombé dans un piège. Franz Heinrich Ulrich, P.d.g. de la Deutsch Bank et interlocuteur très estimé du chancelier Schmidt, expliquait il y a quelques semaines : « Les transformateurs du système se sont cassés la gueule. C'est maintenant une nécessité politique que le S.p.d. veille à ce que ces rats ne ressortent plus de leurs trous ».

Une étrange passivité

Ce qui peut étonner, c'est que le peuple allemand ne se révolte pas devant ces pratiques réactionnaires. Jean Jaurès disait que, pour qu'il y ait lutte de classes, il faut trois conditions : que la société soit divisée en classes antagonistes ; que les prolétaires aient pris conscience de la société de demain ; et qu'ils soient convaincus que le prolétariat doit s'émanciper lui-même. La stratégie de la droite allemande, dans les dernières années, s'opposait à la deuxième condition, en éliminant la conscience générale d'une autre société pour l'avenir. Et l'énoncé de la troisième condition indique les raisons de la passivité de la grande majorité des Allemands : il manque la conviction de pouvoir s'émanciper collectivement, après qu'on aura changé profondément les structures.

« Cela peut s'expliquer historiquement : notre nation a été trop souvent bouleversée dans son Histoire, commente un jeune Allemand. La guerre de Trente Ans avait retardé son unité nationale qu'elle ne trouva paradoxalement qu'à Versailles en 1871 ! La Première Guerre mondiale avait bien amené la première révolution républicaine en Allemagne, mais l'hyperinflation modifiera radicalement les structures de la bourgeoisie : à l'heure où, en 9 ans, les prix sont multipliés par mille milliards, des patrimoines s'effondrent ou naissent en quelques jours. Et le chômage atteint un tiers de la population active. Alors, l'arrivée du national-socialisme donnera la solution apparente qu'une gauche divisée n'avait pas su proposer. Après quoi, après la destruction et la division du pays, la reconstruction semble encourager la réussite individuelle, celui qui a la valeur et l'énergie. Tout est plus diffus, la prospérité et son apparence. Voilà pourquoi la nécessité de la lutte de classes n'apparaît pas nettement, et très différemment en tout cas d'une société à contrastes sociaux accentués, comme l'est la vôtre, qui domicilie sa poignée de milliardaires dans le ghetto doré de Neuilly et du 16e arrondissement ».

Il a fallu une nouvelle génération pour que des idées nouvelles naissent. C'est contre elle que la réaction cherche à se conforter. Les anciens nazis, eux, sont toujours dans la Fonction publique...

STEPHAN COLLIGNON

VOYAGE AU BOUT DE LA NUIT CHEZ LES «HUNORS»

De notre envoyée spéciale

Le petit bourg de Saint-André-de Sangonis est situé à 35 kilomètres de Montpellier, sur la route de Lodève. Depuis le 15 février les langues y vont bon train : une pensionnaire de l'Espélidou — ce mot signifie en provençal « l'endroit où l'on s'épanouit » — est morte alors qu'on l'avait enfermée dans un isoloir, immobilisée par une sorte de carcan de toile lui-même fixé au mur par des anneaux. « Un accident », affirme le père René-Emile Fabre, directeur de l'Espélidou, « établissement hospitalier pour filles parisiennes inadaptables ». Une enquête est en cours. Vingt employés sur les vingt-neuf membres du personnel de la maison viennent de constituer une section syndicale F.o. et sont bien décidés à ce que toute la lumière soit faite sur « cet accident » et sur les pratiques pédagogiques de son directeur.

Car, si l'on en croit les employés, la mort d'Isabelle Le Ménach s'inscrirait dans la longue liste des sévices que le père Fabre fait subir à ses pensionnaires : 36 débiles profondes âgées de 6 à 30 ans. Treize monitrices — ici on les appelle les « tatys » — signalent, dans une lettre adressée au juge des enfants de Montpellier, que « le père Fabre oblige le groupe des cadettes (filles de 12 à 16 ans) à descendre nues pour être fouettées avec une corde. Nous les avons vues remonter en larmes avec des marques de corde dans le dos. Motif invoqué par le père Fabre ou les responsables pour justifier cette sanction : chuchotage dans le dortoir avant le lever de 7 h 55. Isabelle (13 ans) [il s'agit de la petite défunte] attachée par un pied, tirée de son lit toute nue par le père Fabre qui la traîne à travers le dortoir et un escalier en colimaçon. Elle a eu des ecchymoses dans tout le dos. Motif : après une nuit à l'isoloir, elle refuse de se lever. Isabelle [encore elle] attachée par sa camisole à l'anneau le plus haut dans l'isoloir à tel point que ses pieds ne touchaient plus terre. Claudine (14 ans) est très souvent attachée avec sa camisole dans son lit. Motif : cette enfant suce son pouce et se lève parfois pour prendre sa poupée. Jocelyne (14 ans) : le père Fabre lui fait porter dans un sac en plastique autour du cou la vaisselle que cette enfant casse chaque jour. Actuellement, le sac pèse 3,5 kg, aux dires même du père Fabre. Mais les aînées (plus de 16 ans) et les plus grandes (de 20 à 30 ans) subissent des sévices variées ».

Les « plus grandes », qui dépendent uniquement de « Petit Père » comme elles doivent appeler le directeur, sont sans aucun doute les plus malheureuses. « Petit Père », ancien aumônier militaire, Légion d'honneur à la boutonnière, est disert sur ses méthodes pédagogiques. Considérant — principe de base — que ces « filles » dont le quotient intellectuel ne dépasse pas 45 ne sont ni des humains ni des animaux, il préfère les nommer « Hunors », abréviation de humains non raisonnants. « Je pose le problème en termes missionnaires », dit ce prêtre qui fut, entre autres, aumônier militaire du Sahara en 1958 après l'avoir été en Indochine.

Il ne s'agit pas pour le « missionnaire » d'imposer et d'apprendre sa langue à la tribu des «Hunors» mais de parler avec elles « leur » langage — c'est le deuxième « principe éducatif ». Il est fortement conseillé aux parents qui reprennent leur enfant un mois et demi chaque année pour les vacances de communiquer avec leurs enfants dans la langue des « Hunors ». Toutes les semaines, le père Fabre rédige à l'intention des parents un bulletin de nouvelles dans cette langue. Le dernier raconte la mort d'Isabelle : « Et y avait une cadette que on avait pas pu garder avec nous, parce qu'elle faisait du bruit, des cris, du tapage beaucoup, trop. Et on allait la chercher pour aller avec le groupe au petit



coin et puis au Chant de la Maison et au Grand Repas. Et on a pas vu elle et on a fait Grand Repas bien, nous avec les tatys, sans Petit Père ». Les lettres des parents ne sont pas lues aux enfants, mais traduites dans ce sabir. Les « tatys » sont priées d'employer ce langage avec les enfants dont elles ont la charge. Car, comme le dit le directeur, « il faudrait s'astreindre à pratiquer un langage qui n'ait aucune liaison. Ce langage, je le cherche. »

Les châtiments corporels, de l'avis du père Fabre, sont un nécessaire principe d'éducation. Les filles portent, d'ailleurs, des culottes « Petit bateau » qui amortissent les coups, affirme-t-il. Et il ajoute : « Nous nous affichons inadaptables, non raisonnables ».

Le troisième principe d'éducation du père, c'est le groupe. Il est inutile de mettre ces êtres non améliorables sur le fond en contact avec le monde extérieur, mais elles doivent s'intégrer au groupe : « Il leur est bon d'être semblables ». Un élément trop avancé nuit au groupe : « Les êtres trop capables sont trop gênants dans ce milieu, parce qu'ils ne laissent pas leur chance aux moins forts ».

Le père ne craint pas ce nivellement par le bas, puisque sa seule ambition est de rendre présentables les débiles qu'on lui confie : dire bonjour, donner son petit nom et son grand nom, être propre, se tenir convenablement, savoir servir à table — le plat sur la main droite et servir de la main gauche — et du bon côté. Il leur apprend aussi à chanter. Les enfants sont occupées toute la journée à faire des tours de piste, de la gymnastique et toutes sortes de travaux d'ergothérapie. Les « tatys » les guident, mais sans pouvoir véritablement travailler avec elles, puisqu'elles n'ont pas accès aux dossiers des enfants et qu'aucune réunion de synthèse ne permet de faire le point sur chaque fille. Par ailleurs les « tatys » n'ont aucun contact avec la psychologue et le psychiatre. Une monitrice ne s'occupe du même groupe qu'une fois toutes les six semaines.

Lorsqu'un problème se pose, la « taty » responsable du groupe doit en informer le directeur au moyen d'un papier porté au bureau par deux filles. La réponse leur est donnée oralement ; pour faire parvenir ce papier au bureau, elles doivent :

1) appuyer sur le bouton d'un interphone placé à côté de la porte du bureau, et dire leur nom, prénom ;

2) glisser le papier sous la porte. Pour obtenir des bonbons ou leur courrier le dimanche, même processus et dans ce cas :

3) frapper à la porte, et attendre que le père Fabre dise oui ;

4) entrer et fermer la porte ;

5) se retourner face à lui, les mains derrière le dos, dire : « Bonjour Petit Père » ;

6) après avoir reçu carte ou bonbons, dire : « Merci Petit Père » ;

7) aller jusqu'à la porte ;

8) se retourner mains derrière le dos, et dire : « Au revoir, Petit Père » ;

9) sortir et fermer la porte.

« Quand un de ces items est oublié, mal dit ou inversé — qu'on n'oublie pas qu'il s'agit de débiles profondes — la carte ou les bonbons ne sont pas donnés. Cette privation est quelquefois assortie de violence physique », notait déjà en 1972, un rapport sur l'Espélidou établi par l'Union locale C.f.d.t.

Aujourd'hui, le personnel raconte les sévices sur les plus grandes (20 à 30 ans) dont il a été témoin : Marie-Claude (30 ans) a été enfermée pendant huit jours aux environ de Noël 1975. Lorsqu'elle a été libérée, son visage portait d'énormes hématomes autour des yeux. Elle est entrée dans le bureau de « Petit Père » et, lorsqu'elle en est sortie en larmes, ses fesses étaient couleur lie de vin. Ensuite, elle dut prendre ses repas debout, son assiette posée par terre. Elle n'avait pas su servir la salade.

Nadine, elle, est ressortie du sinistre bureau avec l'oreille décollée et le menton énorme : elle avait été bourrée de coups de poing.

Quant à Marie-Thérèse, elle dut garder toute la journée dans la bouche de la crotte de paon... parce qu'elle avait dit merde.

Pendaison par les pieds

Catherine a 20 ans. Elle fait partie du groupe des ainées. Elle est énurétique. Un matin, deux monitrices assurent l'avoir vue sur son lit, nue et flagellée. Elle était allongée sur le ventre, bras et pieds attachés ensemble derrière le dos par une corde. Elle resta dans cette position toute une matinée, le nez dans son urine.

Il y a aussi, dans ce groupe des « plus grandes », Marie-José (25 ans). Une monitrice la trouva un samedi allongée sans culotte dans le bureau du père. Elle se plaignait d'avoir mal à une jambe. Fabre déclara à la monitrice : « Cette fille est tombée ». L'après-midi, il obligeait la malade à monter deux étages pour rejoindre sa chambre. Marie-José hurlait de douleur. « C'est de la comédie, elle n'est pas morte », disait le père, qui la faisait avancer à coups de pied. Lundi, une ambulance emmenait la jeune fille à l'hôpital. Elle avait le fémur cassé. Les plus jeunes craignent de grandir : « Moi pas plus grande », sanglotent certaines dans le giron des « tatys ».

L'Espélidou avait été ouvert en 1960 par une Parisienne en mal de bonnes œuvres et qui s'inté-

Etablissement hospitalier de l'Espélidou

ressait aux enfants débiles : Christiane Garnier. Elle avait subi quelques cours du professeur de médecine Pierre-Robert Lafon à Montpellier et acheté cette propriété. L'œuvre est placée sous le patronage de l'Ordre militaire et hospitalier de Saint-Lazare de Jérusalem. « Nous avons commencé avec rien », assure Fabre qui, dès cette époque, dirige l'institution avec « Mamy », autrement dit Christiane Garnier. Agréé par la Sécurité sociale, l'établissement reçoit un prix de journée qui n'a cessé d'augmenter. Au 1er septembre 1975, il est fixé à 187,10 F. Pour un autre établissement de même type, situé dans le département il n'est que de 71,20 F. Aussi la commission Santé de la C.f.d.t. locale a-t-elle calculé que l'Espélidou était bénéficiaire de 4 000 F par jour. Lorsque la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale (Dass) de l'Hérault refusait une augmentation du prix de journée, un ordre venait de Paris qui acceptait les augmentations sans cesse réclamées par Fabre.

« Mamy » meurt en 1965. Fabre institue un véritable culte de la morte : chaque jour, à midi, les filles sont rassemblées autour du tombeau, elles chantent l'« Ave Maria » de Lourdes et envoient deux « bizous », l'un « au corps vieux de Mamy », l'autre à l'âme de « Mamy ». Le culte à Mamy s'intègre au culte catholique que le père célèbre chaque dimanche dans la chapelle de l'établissement : « Pour la durée de leur vie terrestre les Hunors sont limités par leur cerveau accidenté, mais pour Dieu leur vie vaut la nôtre et si leur connaissance raisonnante est pratiquement nulle, leur connaissance par voie affective, intuitive, ne l'est pas. Les Hunors ont droit dès ici-bas comme tout humain, à savoir que leur vie n'est pas absurde, à lier avec Dieu le père, par Jésus, une relation d'amour. C'est le meilleur de ce que nous pouvons et devons les aider à découvrir. Ne serait-ce pas même plus important pour eux à qui tant de bonnes choses sont malheureusement interdites ? Tout cela revient à dire que le problème essentiel, difficile, passionnant, missionnaire, est d'exprimer vraiment pour eux l'Evangile. » A la question de savoir ce que des filles de 18 mois à 6 ans d'âge mental comprennent à l'Evangile, « Petit Père » répond en faisant visiter sa chapelle que « la messe dominicale — qui dure de deux à trois heures — est un sédatif pour ces malades ».

Sédative aussi, sans doute, la pendaison de ces trois enfants de 13 ou 14 ans accrochées à un tuyau par les épaules dans la chapelle pendant la messe ? Sédative, la pendaison de Cathy (6 ans) découverte pendue par les pieds devant la chapelle, entre les cryptes ? « J'ai seul le droit d'infliger les châtiments corporels, dit Fabre. Le personnel risquerait d'en abuser. »

Inconscience démente ? Sadisme ? Les « plus grandes », qui dépendent uniquement de « Petit Père », sont enfermées de 20 h à 8 h dans leurs chambres, qui communiquent toutes entre elles. Il est seul à surveiller cette dizaine de malades, sa chambre communiquant avec les leurs. On peut tout supposer. Des malades racontent : « Cette nuit, couché là Petit Père » en montrant le lit du directeur. Elles disent aussi que le père se promène nu à travers leurs chambres, d'autres s'étonnent de s'être endormies dans leur lit et de se retrouver le lendemain matin dans celui de « Petit Père ». « Il est drôle Petit Père, il caresse, il embrasse. » Peut-on croire des débiles ? Mais peut-on ne pas croire les employées qui sont prêtes à témoigner devant un tribunal qu'elle ont retrouvé la « culotte de Liliane dans le lit du père » et que Christiane dessine le sexe de Petit Père ?

Un dossier qui semble accablant, qui semblait déjà accablant au Dr Bascou, en 1968, après enquête à la demande de la Dass et qui concluait à la nécessité de mettre fin à cet état de choses. Accablant aussi en 1972, après le rapport de la C.f.d.t., celui de Nafissa Sid Cara, envoyée sur place par le ministère de la Santé, celui de sœur Marie-Bernard Chicaud et de l'abbé Bernard Descouleurs, rédigé à la demande de Mgr Cyprien Tourel, évêque de Montpellier. L'affaire avait éclaté, cette année-là, parce que deux employées avaient été licenciées : elles étaient syndiquées à la C.f.d.t. D'ailleurs, les employés restent rarement à l'Espélidou, où l'on ne leur donne que des contrats de un ou de trois mois : 190 employées sont parties entre 1966 et 1972.

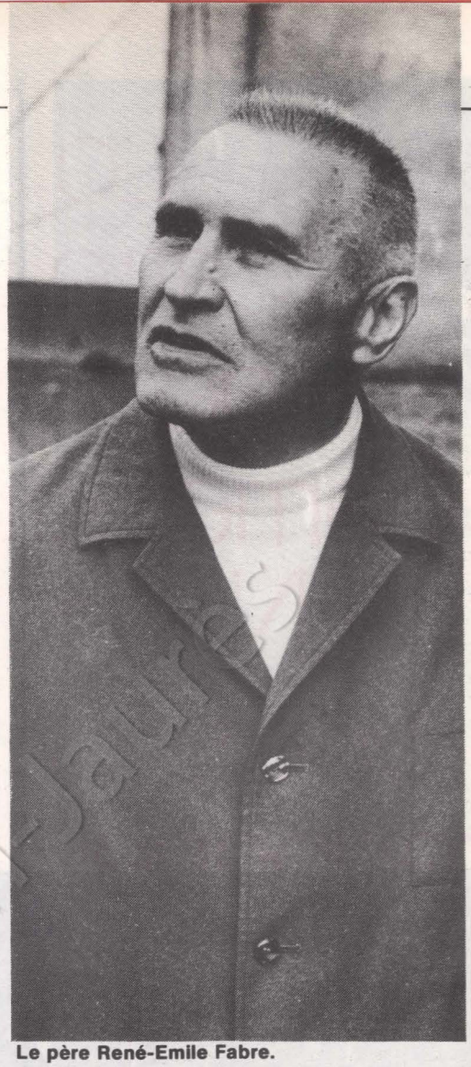
De hautes protections ?

En 1976, au moment de la mort d'Isabelle, seule une employée est diplômée, les autres sont des femmes du village de Saint-André ou des alentours, où le chômage féminin est endémique. En 1972, l'affaire avait été étouffée : le père Fabre bénéficie assurément de soutiens auprès des autorités religieuses — le cardinal Marty ne disait-il pas de Fabre en 1972 : « C'est un homme très doux, très bien » ? Il bénéficie aussi du silence des médecins et notamment du Dr Rondot, généraliste de l'établissement, qui ne peut ignorer certains faits, ainsi que du Pr Savelli, neuropsychiatre, ancien médecin militaire, qui exerce depuis 1972 à l'Espélidou. Il bénéficie enfin de la bienveillance extrême de l'administration qui, malgré des rapports défavorables, maintient René-Emile Fabre à la tête de cette institution.

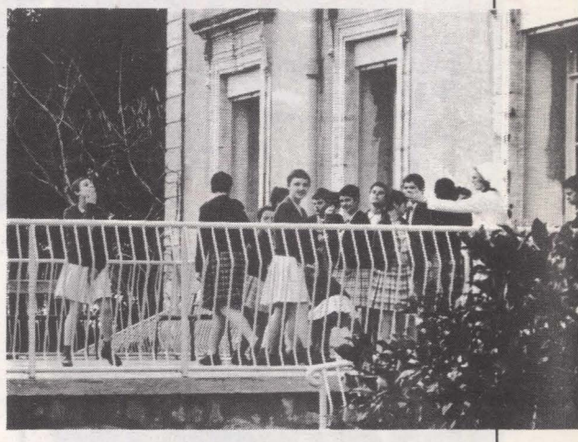
Pourquoi ce silence et cette mansuétude ? C'est ce qu'on sera peut-être bientôt car, après la mort de leur fille, M. et Mme Le Ménach sont décidés à porter plainte et à se constituer partie civile. « Il m'inspirait tellement confiance, je n'arrive pas à y croire », dit M. Le Ménach en parlant du bourreau de sa fille. Un député socialiste de l'Hérault, Gilbert Sénès, conseiller général du canton de Gignac, a adressé une question écrite à Mme Veil lui demandant pourquoi il n'a pas été donné suite aux rapports d'inspection de 1972 et quelles sont les mesures qu'elle compte prendre aujourd'hui. Et des psychiatres de Montpellier et de la région ont signé un texte où ils déclarent « qu'ayant à nous situer quotidiennement et nécessairement face à l'enfance inadaptée et à la folie dans la pratique et la réflexion, nul d'entre nous, dans aucune structure soignante, n'est à l'abri d'une mort dramatique. Mais, dans le cas particulier des circonstances du décès, nous ne pouvons cautionner par notre silence l'existence de « pratiques de soins » qui manifestent une contradiction : contradiction par rapport à l'effort de recherche mené depuis longtemps dans l'approche de l'enfant en difficulté ; contradiction par rapport à la tentative, sur le plan régional, de mettre en place une organisation cohérente de soins qui permette des échanges entre les diverses institutions et un travail en commun fructueux dans un domaine où l'isolement laisse se perpétuer des modes d'intervention aberrants... »

Isabelle « étranglée de sang-froid », comme l'écrit Claude Manceron dans le nouvel hebdomadaire régional « Sud », c'est encore le drame d'une association charitable où l'intérêt financier n'est pas étranger.

EMMANUELE PLAS



Le père René-Emile Fabre.





Le culte à « Mamy » Christiane Garnier.

Lo Teatre de la Carriera : «Nous voulons redonner un carnaval au peuple et a l'Occitanie»

Quand on écrira l'histoire du théâtre en France au XXe siècle la liste des hommes ou des équipes marquantes ne sera pas très longue. Après Gémier et Charles Dullin, le T.n.p. de Jean Vilar et les inlassables découvertes de Jean-Marie Serreau, la rigueur de Roger Planchon et les rêves d'Ariane Mnouchkine, la folle lucidité d'Armand Gatti et la passion d'André Benedetto... L'époque n'est pas close. D'autres noms viendront-ils s'ajouter à ceux ci-devant nommés ? Une certitude : si aucune asphyxie économique ne l'arrête en route, la troupe Lo Teatre de la Carriera écrira sa page d'Histoire. Son dernier spectacle, « La Pastorale de Fos », a force de preuve. Cette pièce a déjà reconcilié des villages entiers avec le théâtre. Elle est la joie même. On ne peut que jubiler à l'unisson. Et se rendre compte : en collaborant étroitement avec des collectivités, la Carriera approfondit la fonction sociale du théâtre que Vilar avait mise en avant. En réinventant une forme théâtrale qui peut se jouer en n'importe quel lieu ou sur n'importe quelle place, la Carriera prolonge la réflexion de Serreau, Gatti et Benedetto réunis : le théâtre qui se veut populaire peut-il rester longtemps enfermé dans les salles-bonbonnières à lambris des périodes révolues ? En rendant sa place à l'imaginaire dans le théâtre, la Carriera évite ce danger qui guette habituellement les spectacles grimés en meetings : ce que Gatti appelle « la mort du langage » — quand les comédiens se contentent d'anonner des slogans éculés. En reprenant à son compte la trame des vieux mythes et des coutumes du Midi, la Carriera rend leurs racines culturelles aux Occitans. Bref, en remodelant la forme théâtrale, la Carriera enrichit considérablement le patrimoine artistique du pays de France. Surtout cette troupe est une des premières à tenir une gageure de poids : rendre le théâtre au peuple, jouer le théâtre là où le peuple vit.

L'UNITE : C'était à Lyon, en 1967. A la M.j.c. des Etats-Unis. Un petit groupe théâtral informel composé d'étudiants et de jeunes travailleurs montaient des sketchs, de courts numéros d'interventions de rues. J'ai suivi l'activité de ce groupe ; j'ai vu des montages sur les marchés traitant de la Grèce des colonels, de l'Espagne, de l'aliénation familiale, du Vietnam, etc. Ces activités n'étaient en aucune façon placées sous l'égide du drapeau occitan. J'ai été surpris quelques années après d'apprendre que le Théâtre de la Rue, groupe lyonnais, était devenu Lo Teatre de la Carriera. Comment s'est produite cette métamorphose ?

LO TEATRE DE LA CARRIERA — Les Méridionaux sont pour la plupart appelés à s'exiler. Parmi les fondateurs du Théâtre de la Rue il y avait une bonne majorité de jeunes venus du Midi et « exilés » à Lyon. Ce sont eux qui, en 1970, se sont dit : pourquoi notre travail théâtral n'interrogerait-il pas notre identité et nos origines ? La plupart étaient originaires du Languedoc, notamment Claude Alranq, qui était de Pézenas dans l'Hérault et allait devenir un des éléments moteurs de la Carriera. De cette interrogation est née une première création collective qui s'en est pris directement aux problèmes généraux de l'Occitanie, en les inscrivant plus particulièrement dans la zone viticole Aude-Hérault. Ce fut le premier spectacle de la Carriera : « Mort et résurrection de monsieur Occitania ».

En même temps l'équipe tentait de délimiter son secteur d'intervention. Il s'agissait de créer une troupe qui devienne un « théâtre populaire occitan », qui touche un public populaire sur les thèmes quotidiens de sa vie (la famille, la difficulté de vivre au pays, l'exode, etc.) en les insérant dans un paysage culturel résolument occitan, à travers la langue, les histoires et les contes ancestraux. L'espoir secret était de retrouver la tradition du carnaval : dans le passé, une fois l'an, il constituait une sorte de fête théâtrale unique à moitié préparée à moitié improvisée, qui était brodée autour des préoccupations de chaque jour.

La Carriera s'est également posée dès le départ une question de méthode : comment élaborer les spectacles ? Le souci de l'équipe a été d'y faire participer la population, parfois en jouant, mais surtout en apportant des éléments d'information et des critiques. C'est ainsi que « Mort et résurrection de monsieur Occitania », a été soumise à de nombreux vignerons qui sont encore aujourd'hui les participants ou des dirigeants du mouvement viticole.

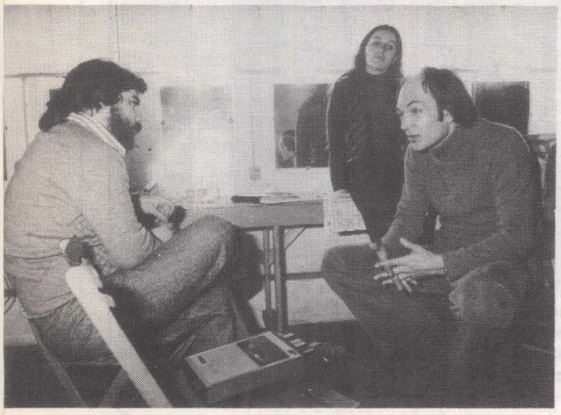
— D'un rêve à la réalité, il faut parfois franchir un grand pas. Le démarrage de l'aventure théâtrale de la Carriera n'a-t-il pas été trop dur ?

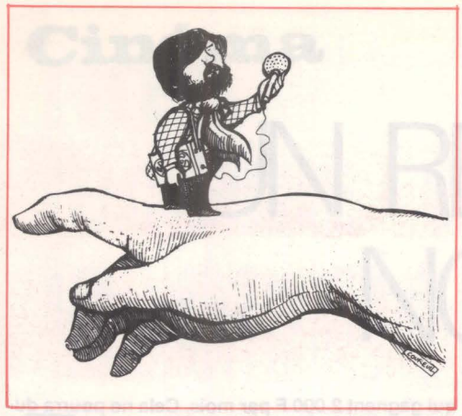
— En 1970, ous avons donné 35 représentations de « Mort et résurrection de monsieur Occitania ». Nos principaux points de chute furent des places de villages. Nous arrivions, nous nous installions sur la place, et nous laissions le garde champêtre faire l'annonce du spectacle dans le micro qui sert à la fois à la vente du vin et aux marchands de poissons. Notre attitude était un peu utopique. Certains d'entre nous s'étaient mis en tête qu'il fallait faire un théâtre absolument gratuit et se refusaient même à faire la quête à la fin des représentations. Tout cela était très éphémère : la troupe n'existait réellement que pendant les vacances. Le reste de l'année chacun travaillait pour des raisons alimentaires évidentes. Nous n'étions que des vagabonds. Toute l'année 1971, nous vécûmes repliés sur Lyon. Comme l'année précédente, ce n'est qu'au cours de l'été que nous avons investi les villages du Midi avec une seconde version de « Mort et résurrection de monsieur Occitania »... C'est une des caractéristiques de la Carriera : les spectacles évoluent et se modifient selon la critique ou les remarques des spectateurs. A ce titre, l'année 1971 ne fut donc pas tout à fait inutile. Elle le fut d'autant moins que, pour nos 79 représentations estivales de 1971, nous reçûmes cette fois le soutien des Comités d'action viticole. Après le public, c'étaient les responsables syndicaux qui considéraient comme leur le terrain culturel. Un nouveau point était marqué.

— Une troupe qui se veut occitane mais qui vit à Lyon... n'était-ce pas un peu paradoxal ?

— Nous l'avons ressenti ainsi. Aussi en 1972 avons-nous décidé de nous intaller dans le Midi et d'y mener de front une double activité, alimentaire et théâtrale. Nous nous sommes arrêtés à Jonquières, dans l'Hérault, où nous avons vécu en communauté dans deux maisons de vendangeurs. La communauté n'était pas un choix délibéré, mais une obligation d'ordre économique. Pour vivre nous nous louions pour des travaux saisonniers. Nous consacrions notre temps de liberté à la troupe. C'était physiquement épuisant. C'était financièrement désespérant : nous disposions à l'époque d'environ 300 F par mois et par personne. Nous étions si pauvres que nous n'avons même pas pu répondre à l'invitation du

Jean-Paul Liégeois avec les animateurs du Teatre de la Carriera.





LES ENTRETIENS DE « L'UNITE »



Festival de Nancy. Nous avons joué au cours de l'été 1972 une troisième version de « Mort et résurrection de monsieur Occitania ». Dans des conditions difficiles. Car, à notre épuisement physique et à nos difficultés pécunières s'ajoutait un phénomène d'hypertrophie : nos effectifs tournaient autour de 30 personnes. Explication : il est de bon ton dans certains milieux de gauche d'aller passer quelques mois d'été en stage dans une troupe de théâtre, qui plus est installée dans le Midi... Il fallait prendre une décision. L'équipe fut scindée en deux. Une partie continua à tourner « Mort et résurrection », l'autre créa en juin 1972 « Los Falsaris », c'est-à-dire les faussaires : un spectacle qui racontait la véritable histoire de l'Occitanie, pas celle des manuels scolaires et de saint Louis sous son chêne, celle de la croisade des Albigeois et du massacre des Biterrois. Malgré ce travail dédoublé, la crise était toujours latente à la fin de l'été 1972.

— Comment en êtes-vous sortis ?

— Au sein de l'équipe les divergences étaient très marquées. Schématiquement il y avait trois groupes. Ceux qui abandonnèrent le théâtre pour des raisons personnelles : l'un partait au service militaire, l'autre voulait avoir des enfants et leur assurer un minimum matériel. Ensuite ceux qui entendaient privilégier l'activité politique et pour qui le théâtre n'était pas une priorité, mais seulement un moyen de combat parmi d'autres. Enfin autour de Claude Alranq et Catherine Bonnafé une équipe était prête à chercher des moyens pour vivre du théâtre, pour améliorer la qualité du travail théâtral, pour sortir du petit cercle des convertis d'avance et rencontrer un public plus large. C'est ce groupe-là qui prit les choses en main et donna un nouveau souffle à la troupe. Désormais la Carriera allait se battre sur le terrain culturel et tenter de se donner les possibilités de progresser en ce domaine.

A l'époque on nous a reproché ce choix. On nous a accusés d'être récupérés, de rentrer dans le rang. Pour nous il n'était pas question d'avoir notre nom en gros sur l'affiche. Il était seulement question de refuser toute marginalisation. Quel intérêt d'être marginal ? Marginal et populaire sont deux vocables parfaitement antinomiques. A partir de 1972 notre attitude a été claire : nous avons décidé de nous battre pour avoir des subventions, nous avons entamé le dialogue avec les organisations de masse (syndicats et partis de gauche). Ce n'était pas de l'opportunisme. C'était une prise de conscience : si nous voulions améliorer la qualité de nos productions et faire connaître la culture occitane, il était nécessaire que nous nous en donnions les moyens. Refuser le ghetto et réclamer des subventions signifiait demander à haute et claire voix notre droit à l'existence par notre travail. C'est dans ce but qu'une pétition nous soutenant a été signée par des élus, des reponsables syndicaux et culturels de la région. La démarche a porté ses fruits : au printemps 1973 nous est arrivée la première subvention du ministère des Affaires culturelles. Elle n'était pas très grosse. Elle fut très insuffisante. Nous nous en sommes aperçus quelques mois plus tard.

Une fois notre équipe restructurée nous avons monté en 1973 « La guerre du vin », une chronique des événements viticoles de 1967 à 1972. Le spectacle a été écrit en une quinzaine de jours avec l'aide des vignerons. La rapidité s'explique : pour les gens du vignoble c'était un cri de lutte urgent, un cri de désespoir, c'était leur vie qu'ils jetaient en pâture à l'opinion. Nous avons présenté ce spectacle dans les villages habituels du Languedoc, mais aussi aux « Rencontres occitanes d'Avignon », organisées par André Benedetto. Quelque temps après, Pinochet ensanglantait le Chili. A la demande de la ville de Sète, nous avons, à chaud, écrit une pièce-montage, « Une heure pour le Chili ». Cette commande prouvait que nous n'étions plus marginaux, mais « reconnus ». C'était positif. Mais nous nous rendions compte que nous n'avions pas les reins assez solides pour répondre à toutes les demandes qui pourraient nous parvenir...

— Où était la solution ?

— Nous savions qu'il ne fallait pas griller les étapes. Et nous savions où était notre voie : faire appel aux subventions nationales et se lier de plus en plus aux associations et collectivités locales.



Tout cela est venu progressivement. Les subventions et les contacts régionaux ont été rendus possibles parce que nous avons été « connus ». Nous l'avons été parce que nous avons joué à Paris, grâce aux Athévains, au Théâtre des 2 Portes : là, la presse nationale s'est déplacée ! Beau paradoxe que celui-ci : pour qu'une troupe occitane puisse vivre il faut qu'elle aille se montrer à Paris ! Nous avons été vus à Paris avec « Tabo » en décembre 1973, les subventions ont suivi. Nous y sommes revenus en janvier 1975, les subventions ont augmenté.

« Tabo » est une pièce sur le bassin minier cévenol qui narre la mort économique et culturelle des Cévennes. Tabo veut dire « tiens bon ». Pour l'écrire, nous avons mené une enquête auprès des mineurs et des responsables syndicaux, politiques et culturels de la région d'Alès. Nous avons recueilli chiffres, témoignages, mais aussi histoires, légendes et contes et même quelques vieux trésors de la chanson.

Le spectacle a été créé en avril 1974, tourné dans l'Aude, l'Hérault et les Cévennes et joué au Festival « Off » en Avignon. On peut dire qu'à la fin de l'été 1974 Lo Teatre de la Carriera existait... Nous avions à ce moment-là trois permanents royalement payés 500 F par mois. Mais nous avions encore beaucoup d'obstacles à franchir. Tout s'est fait autour de la création de « La pastorale de Fos ».

— Quels obstacles ? En existait-il d'autres que les financiers ?

— Nous nous sommes heurtés à toutes les formes de censure, les plus diverses, parfois les plus hypocrites. Nous venons de parler de la censure économique. Mais il y a aussi des manœuvres











Les photos publiées ont été prises pendant la représentation de « La Pastorale de Fos ».

plus subtiles. Par exemple, le journal « Le Midi libre » s'est toujours refusé à annoncé les activités de la Carriera. Par exemple, le préfet de région a délibérément bloqué les dossiers nous concernant. Par exemple, une émission de France-Culture, sur « La pastorale de Fos » qui devait durer trois heures a été amputée d'une heure : comme par hasard les passages coupés furent essentiellement les interventions des travailleurs et des syndicalistes qui racontaient leur contribution et leurs réactions à notre spectacle. Plus indirect : la majorité des villes et des conseils généraux se sont longtemps contentés d'attribuer leurs subventions culturelles au seul Centre dramatique du Midi... qui se réservait toutes les villes et nous devions cantonner nos interventions aux seuls villages...

Tout s'est débloqué quand l'office municipal de Martigues, en septembre 1974, nous a accueillis pour monter un spectacle sur la région de Fos. Au moment de « Tabo » nous avions prévu dans le spectacle un personnage que la fermeture des mines cévenoles obligeait à chercher un emploi du côté de Fos. Devant la richesse du sujet — le problème minier et ses conséquences — nous avons décidé d'en faire une pièce à part. Ainsi est née la première version de « La pastorale de Fos » qui s'est d'abord intitulée « Les calendes martégales ». Ce fut un succès. A Martigues, un spectacle qui « marche » attire 150 à 200 personnes. Nous avons réuni 800 spectateurs. Et, grâce à la subvention, nous avons pu payer 4 permanents 1 200 F par mois. En février et mars 1975 nous avons fait notre première tournée en France. A l'époque, notre budget était encore assuré à 80 % par les recettes. Heureusement, le centre culturel d'Arles nous a passé commande d'une pièce : nous avons monté « Pamparigouste », deuxième version de « La pastorale de Fos ».

L'aide des collectivités locales est pour nous un acquis décisif : c'est grâce à elles que nous monterons notre prochain spectacle, une pièce sur la Révolution de 1789 en Provence. La commande est venue, groupée, de cinq villes : Martigues, Port-de-Bouc, Port-Saint-Louis, Saint-Mitre-les-Remparts et Arles ou nous sommes installés.

— Quelle est votre situation économique actuelle ?

— En mai 1975 le Conseil régional de Provence-Côte d'Azur nous a accordé une subvention d'équipement de 150 000 F. Pour nous, ce fut vital : quand nous arrivons dans un lieu, nous avons seulement besoin d'un poteau avec du courant électrique, mais nous débarquons un jeu d'orgues, des projecteurs et leurs pieds, une sonorisation, des décors, etc. C'est une condition sine qua non si nous voulons jouer sur des places publiques, mais cela coûte cher. Grâce à la subvention régionale, nous avons pu améliorer et renouveler notre matériel. Les cinq municipalités qui nous ont passé commande du spectacle de la Révolution en Provence, mettent à notre disposition 155 000 F : c'est notre seule assurance pour l'année 1976. Il nous reste à souhaiter que l'Etat tienne sa promesse, c'est-à-dire nous octroie l'équivalent des subventions des collectivités locales. S'il nous donne 20 000 F comme l'an dernier nous serons amenés à travailler trois mois puis à nous arrêter six et ainsi de suite. Nous l'avons fait récemment en nous inscrivant trois mois au chômage. Ce serait très grave car notre action n'a aucune signification ni aucune efficacité si nous ne pouvons assurer un travail permanent et un contact quotidien avec la population. Dans l'état actuel des choses, nous sommes 12 personnes qui gagnent 2 000 F par mois. Cela ne pourra durer que si l'Etat tient ses promesses... Nous n'en sommes plus à lutter pour notre survie mais nous en sommes encore à réclamer la garantie et le droit à une activité permanente.

— Peut-être pourriez-vous gagner plus sur les recettes...

— C'est difficile. C'est possible dans le circuit traditionnel des centres culturels et centres dramatiques où — défraiements et transports compris — nous vendons notre spectacle 6 500 F. Ce n'est pas possible dans les petits villages où les organisateurs n'ont pas de grands moyens et où nous ne pouvons avoir aucune exigence. Dans ce cas-là, l'Etat devrait nous aider...

— En dehors de l'étiquette occitane qui est la vôtre et que personne ne vous conteste plus on vous a donné une autre image de marque : la Carriera serait la « troupe du Parti communiste ». Est-ce vrai ?

— C'est parfaitement mensonger. Cette légende a été lancée par « L'Express-Méditerranée ». Un jour, dans le petit village de Montblanc, près de Béziers, un photographe de cet hebdomadaire disparu a pris un cliché du maire communiste du lieu (et dirigeant du Modef) sous la pancarte Lo Teatro de la Carriera. Depuis, cette image de marque nous pèse d'autant plus qu'elle est totalement fausse. Nous sommes une troupe de gauche, c'est clair, mais pas la troupe d'un parti, ce qui serait suicidaire. S'il y a quatre communistes sur les 12 membres de l'équipe, on lit chez nous « Le Monde » et « Libération » et « l'Humanité »... Il est vrai que nous avons travaillé essentiellement avec des municipalités communistes. Mais pouvions-nous travailler avec les municipalités de droite ? Nous ne demandons qu'à travailler avec le P.S., avec les municipalités socialistes, nous attendons leurs propositions. Espérons que cela sera bientôt possible. Nous le souhaitons vivement.

— Votre discours théâtral a beaucoup évolué. Dans « Tabo » le Programme commun était cité. Dans « La pastorale de Fos » vous terminez le spectacle sur une note plus subtile, plus émouvante et plus drôle à la fois : « L'Internationale » jouée au fifre. Poursuivrez-vous désormais dans cette direction ?

— La référence au Programme commun n'était pas directe, c'était seulement un personnage de la pièce qui l'évoquait. Mais nous n'avons plus la même attitude didactique. Avant, nos spectacles étaient une démarcation de la réalité représentée sous forme théâtrale. Maintenant, nos pièces partent de l'assimilation de la réalité et cette réalité sert uniquement à nourrir l'expression théâtrale. Dans « La pastorale de Fos » nous dépassons l'actualité en faisant appel à l'imagination. Disons que nous avons appris à écrire au futur.

— Comment sera ce futur pour vous ?

— Volem viure al païs en trabalhant. Comme tous les Occitans.

Propos recueillis par
JEAN-PAUL LIEGEOIS

Tournée de « La pastorale de Fos » : ce 27 février à Montpellier, le 28 à Toulouse ; les 2, 3 et 4 mars à Limoges ; le 6 à Rennes, le 8 à Issoire, le 9 à Clermont-Ferrand, le 11 à Pau, le 12 à Agen, le 13 à Albi, le 16 à Privas, le 17 à Marseille et le 19 à La Seyne.

UN REVOLUTIONNAIRE NOMME JESUS

Filmer les Evangiles sans les interpréter, en restant fidèle aux textes, pour que la lettre vivifie l'esprit. Etre didactique à tout prix. Démolir le mur de notre ignorance. Reconstituer la vie quotidienne du temps... Pour tourner « Le Messie », les méthodes de Roberto Rossellini, père du néo-réalisme, n'ont pas changé. Ses déclarations non plus : « Il faut que le cinéma apprenne aux hommes à se connaître, redit-il à « l'Unité ». On a toujours besoin de savoir. Le mal le plus grave du siècle, c'est d'appeler « culture » un truc superficiel qui nous donne l'illusion d'être « informé », et qui augmente ainsi notre ignorance. Autrefois on avait le sens de notre ignorance. Maintenant on a le sens de savoir, ce qui est pire car nous nous sommes couverts, par prétention, d'une cuirasse qui nous empêche d'approcher la connaissance ». Cela fait dix ans qu'il insiste : « Ce qui importe, c'est l'homme », dix ans que, en professeur plein d'humilité, il se retranche derrière Socrate, Descartes, Garibaldi, Louis XIX.

Rossellini a abordé la vie de Jésus en athée ; un athée qui aurait une formidable foi dans l'homme. « Le Christ nous a enseigné que la loi est faite pour l'homme et non l'homme pour la loi. Cette découverte révolutionnaire est restée au niveau des intentions. On en est toujours à l'homme comme moyen, alors que le Christ prêchait l'homme comme fin », nous dit-il.

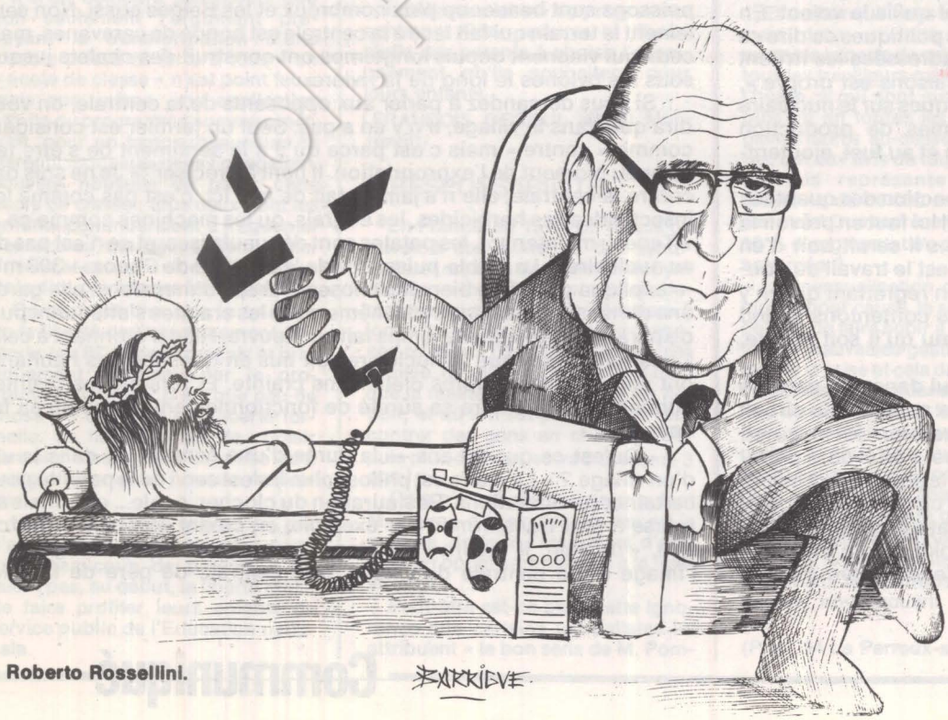
Dans son refus obstiné de la fiction et du commentaire, Rossellini s'expose à des critiques : n'a-t-il pas, qu'il le veuille ou non, sélectionné les paraboles et les épisodes qui lui convenaient ? N'a-t-il pas pris parti lorsqu'il réglait sa mise en scène ? Et comment, d'ailleurs, aurait-il pu faire autrement ? Que ne l'avoue-t-il pas !

Mais ce que l'on pourra lui reprocher le plus durement, c'est la trahison du doublage et du jeu. Jamais distanciation aura été telle que l'on s'imagine à chaque instant assister à une représentation simpliste et sulpicienne de fin d'année catéchiste. Louis XIV marchait à côté de ses chaussons et c'était bien. Cette fois, les apôtres parlent à côté de leur bouche. Ainsi utilisé, le pauvre Brecht doit soupirer dans sa tombe.

Heureusement, il y a le paysage, un village de pêcheurs, les travaux quotidiens, le détail de la nourriture dont l'œil se régale lorsque l'oreille se lasse des discours mécaniques. Et deux ou trois scènes remarquablement réussies : la multiplication des pains, ellipse géniale ; le lavement des pieds et le dernier repas ; les hésitations de Ponce Pilate ; la femme adultère... Dans ces deux dernières scènes, Rossellini n'a retenu que l'essentiel : à quoi bon une foule quand deux, trois ou dix personnages suffisent ?

Ce refus du spectaculaire (la Passion est réduite à sa plus simple expression, les miracles sont évoqués avec un talent subtil...), cette façon d'exprimer une idée directement, platement, presque naïvement, ne renvoient-ils pas finalement au message du Christ ? Rossellini, à qui l'on peut tout reprocher sauf le manque d'intelligence, aura donc eu raison. Mettons alors le ridicule de sa Samaritaine au compte de quelques assistants mal inspirés, et souhaitons que le Karl Marx sur lequel il prépare un film n'ait pas l'odieux regard burlesque du roi Hérode...

JEAN-LUC DOUIN



Roberto Rossellini.



Le premier Rouffio

Presque dix ans pour revoir « L'horizon ». C'est ce qu'il aura fallu de temps pour que l'excellent film de Jacques Rouffio soit enfin libéré à nouveau des tiroirs des distributeurs. Il est vrai — refrain connu — qu'on ne saurait faire confiance au spectateur français quant au choix de ses films.

14-18. Tranchées, boue, sang et mort. Sérieusement blessé, le soldat Lavalette (Jacques Perrin) fait traîner sa convalescence à la campagne, dans la propriété bourgeoise de ses parents. La guérison saura-t-elle attendre la fin des hostilités ? Il rencontre là une jeune veuve (Macha Méril). Guerre contre amour : la passion ébrèche implacablement le patriotisme cocardier. Tous deux n'auront plus qu'une préoccupation : rester ensemble. Alors, la désertion, l'insoumission ? Il partira, pourtant. Sur le quai des permissionnaires, une manifestation de soldats...

Les mots ne pourraient suffire à décrire un film si heureusement « subversif ». Qui a été, qui est un événement : alors que dans d'autres pays — les Etats-Unis, par exemple — l'antimilitarisme est une tradition constamment affirmée à l'écran, le cinéma français est demeuré impuissant à rendre la révolte naturelle de l'homme face à la soumission en kaki à la guerre. « L'horizon » est l'un des tout premiers à oser aborder de front la réalité historique : les millions de morts pour rien de la Première Guerre mondiale, les mutineries, les fusillés pour l'exemple... Il faut attendre quasiment les années 60, la guerre d'Algérie servant de révélateur à une nouvelle génération de cinéastes, pour qu'un petit bout du voile se lève sur la représentation des massacres institutionnels avec — timidement — « La belle vie » de Robert Enrico, « Adieu Philippine » de Jacques Rozier, puis « Muriel » de Resnais, « Les honneurs de la guerre » de Dewever, plus tard encore « R.a.s. » d'Yves Boisset. C'est peu.

Tourné en 1967, « L'horizon » est le premier et sans conteste, le meilleur film de Rouffio, qui se garde ici des effets faciles et racoleurs. Il y gagne un ton infiniment juste pour évoquer l'ambiance du pays, à l'arrière. « L'horizon » préfigure, d'une certaine manière, le nouveau cinéma intimiste des jeunes réalisateurs aujourd'hui.

GILBERT SANS

Les raisons d'E.d.f.

CHOOZ : UNE CENTRALE DE PERE DE FAMILLE

« Eddy Merckx et le nucléaire c'est la même chose. Ils sont les meilleurs dans leur domaine alors on les critique de tous les côtés ». Dans la centrale franco-belge de Chooz, dans les Ardennes, la comparaison était inévitable. Elle est pourtant venue d'un Français. La boutade vaudra dans l'esprit de certains, et il fallait la citer. Pourtant la centrale de Chooz ne fait penser ni à Merckx, ni à un super-champion, ni même à un ordinateur. Elle a un côté maison de campagne « pépère » qui surprend.

Pour y accéder de Charleville, il faut d'abord traverser la splendide forêt ardennaise. Pendant 50 kilomètres, le cœur parisien a le temps de devenir bucolique. Tout au bout de la France le petit village de Chooz : 600 habitants. Propre, mais encore agricole, sans ostentation. Les pierres grises des maisons rappellent le gris du ciel. Le bulbe du clocher, à la manière des églises russes, donne une petite touche d'exotisme. Enfin, après trois tournants et deux fermes, on débouche sur une vue surprenante : face à face de chaque côté de la rivière, un terrain de camping fort couru et la centrale. Ils semblent faire bon ménage. Blottie dans une courbe de la Meuse, grise encore, avec quelques traces de vert et de bleu, elle s'adosse à une colline qui a pour premier effet de la rendre humaine.

« L'électricité est une nécessité que nous nous attachons à rendre propre et économique ». Dès les premiers instants, les responsables de la centrale s'attachent à situer le problème tel qu'ils le voient. En techniciens, ils disent ce « qui peut être fait ». Aux politiques de dire ce qui « doit être fait ». Les critiques qui leur sont adressées les irritent parfois. « Nous savons que le travail que nous faisons est propre », disent-ils, ayant du mal à comprendre que les critiques sur le nucléaire ne portent pas également sur les autres formes de production d'énergie. « Le nucléaire se substitue au charbon et au fuel, ajoutent-ils, qui, eux, sont autrement plus polluants ».

Pour eux le rôle du technicien est simple. En fonction des quantités d'énergie devant être consommées d'ici à dix ans il lui faut en prévoir la « fourniture ». Mais il ne lui revient pas de dire s'il serait bon d'en consommer plus ou d'en consommer moins. « C'est le travail du gouvernement et surtout du Parlement », disent-ils, en regrettant qu'il n'y ait pas à ce sujet de débat national. « Nous nous contentons quand nous produisons un kilowatt de faire le triple vœu qu'il soit propre, économique et utile. »

Le réacteur de la centrale de Chooz est enfoui dans une caverne sous la colline. Il constitue ce que les techniciens appellent le circuit primaire : un circuit fermé où de l'eau sous pression est mise en contact avec la pile à proprement parler, ce qui a pour effet de la porter à une température de 320°. Le premier circuit est la source de chaleur qui permet d'obtenir de la vapeur dans un second circuit d'eau, également fermé. Cette vapeur fait marcher un alternateur qui produit de l'électricité. Le second circuit est à son tour refroidi par un troisième circuit, ouvert, celui-là, qui est constitué par l'eau captée dans la rivière. Aucun de ces trois circuits n'est en contact avec les deux autres et l'eau de la rivière a pour seule fonction de refroidir le circuit où la vapeur est produite. La plus grande pollution d'une centrale nucléaire comme celle de Chooz est donc, apparemment, constituée par un réchauffement de l'eau de la rivière de 5° environ. Encore les ingénieurs insistent-ils sur le fait qu'ils ont eux-mêmes intérêt à restituer une eau la plus froide possible, indice d'un rendement élevé.

« Nous ne sommes pas des kamikazes » disent les délégués syndicaux. « Nous avons le maillot jaune de la sécurité dans le travail, affirment-ils, et à notre connaissance, presque aucun employé n'a demandé, comme il a le droit de le faire, à être affecté à une centrale au fuel ou au charbon ». Si les dimensions humaines de Chooz leur conviennent ils sont par contre préoccupés par le gigantisme de celles qui sont prévues. Tant du point de vue des conditions de travail que de celui du style de société vers lequel cela nous conduit.

La centrale de Chooz ne semble pas inquiéter outre mesure les habitants du village. Au café, les gens sourient quand on leur parle de pollution. « Ah oui ! Depuis qu'il y a la centrale, les ablettes font 15 kg, les papillons ressemblent à des corbeaux, et les carottes sont grosses comme des toupies » dit l'humoriste de service. Et un pêcheur passe alors à l'attaque : « Elle pollue moins que les Belges, en tout cas ». Ils avaient l'habitude de venir, mais depuis qu'il y a une centrale, les poissons sont beaucoup plus nombreux et les Belges aussi. Non seulement le terrain qui fait face à la centrale est bondé de caravanes, mais ceux qui viennent depuis longtemps ont construit des chalets jusque sous les pylônes le long de la rivière.

Si vous demandez à parler aux opposants de la centrale, on vous dira que dans le village, il n'y en a pas. Seul un fermier est considéré comme « contre » mais c'est parce qu'il a le sentiment de s'être fait voler au moment de l'expropriation. Il tient à préciser : « Je ne suis pas contre la centrale, elle n'a jamais fait de mal ici, c'est pas comme les insecticides, les herbicides, les engrais, ou les machines comme ça ». « Tenez : maintenant, les patates sont dégueulasses, et ce n'est pas dû au nucléaire ». La faible puissance de la centrale de Chooz — 300 mW — explique peut-être bien des choses. Par ses dimensions, elle garde une dimension humaine et du même coup les craintes s'atténuent puis disparaissent. Ensuite le temps fait son œuvre. Rien d'étonnant à cela. Construite avant que le nucléaire soit mis en question, les habitants ont appris à vivre auprès d'elle sans crainte. Et lorsque les craintes auraient pu apparaître sa sûreté de fonctionnement a joué en sa faveur.

« Qu'est-ce que 30 ans — la durée d'une centrale — dans la vie d'un village ? » Le maire est philosophe. Il s'est servi de la patente pour certaines améliorations. Restauration du clocher, école... etc., mais se refuse à tout transformer, par exemple, en créant une piscine parce que, « demain, il faudra l'entretenir sans patente ». Une sagesse à l'image de la centrale de Chooz, une centrale de père de famille.

Communiqué

Nos lecteurs ont la parole

LA LIBERTE DE L'ENSEIGNEMENT

Je voudrais vous apporter quelques réflexions sur les problèmes de l'enseignement et notamment sur l'article sur l'enseignement privé (pages 27 à 30 du n° 192). Cet article fournit des données nombreuses et précises sur la situation actuelle de l'enseignement libre et confronte ces données au texte du programme commun.

Je lui reprocherais d'être resté, dans sa conclusion, sur une contradiction qu'il reconnaît, sans l'approfondir assez et sans la dépasser vraiment.

Il nous dit ce que représente le programme commun pour certains : « C'est préférer à l'école privée actuelle, ouverte à toutes les couches de la population, une école privée ouverte seulement aux riches, une école de classe ». L'argument n'est pas faux, encore que les rentes dont l'enseignement intégré bénéficierait, en rétribution du rachat par l'Etat de son équipement immobilier, **« lui permettraient de** pratiquer des tarifs modestes (...). Mais entre une école privée ouverte à tous et contrôlée par une minorité incontrôlable, et une école privée aux effectifs limités, le choix est forcément tout fait ».

J'ai souligné « lui permettraient », car l'expression n'est pas claire. Il semble que « lui » désigne les écoles qui resteraient privées, et auxquelles celles qui accepteraient l'intégration apporteraient le produit de leurs « rentes » nouvelles.

Le raisonnement, intéressant, eût mérité une formulation moins ambiguë.

Il n'en demeure pas moins que non seulement l'argument prévoyant la transformation d'une « école privée ouverte à tous » en « école de classe » n'est point faux, mais que, même, une application étroite du programme commun mettrait, pour un temps, beaucoup de parents modestes dans l'obligation, souvent nouvelle de payer cette école de classe : tous ceux dont les enfants continueraient à fréquenter des écoles qui désireraient rester privées et seraient alors, c'est le cas de le dire, privées des fonds publics.

On pourrait dire que le principe de la liberté de l'enseignement, défendu par 87 % des Français et pratiquement maintenu par le programme commun, n'est que peu de chose s'il demeure une liberté formelle. La liberté réelle de choisir l'enseignement privé suppose qu'il soit gratuit pour les bourses modestes.

Mais il y a plus grave : en cas d'application du programme commun, beaucoup de parents n'auraient pas, au début, la liberté réelle de faire profiter leurs enfants du service public de l'Education nationale.

Pour deux raisons, parmi lesquelles je ne compte pas le désir légitime d'achever les études là où elles auront été commencées.

La première de ces raisons, c'est l'emplacement géographique, surtout en zone rurale. Lorsque l'école privée est plus proche du domicile, la quitter pour l'école publique, c'est souvent engager des frais de transport, toujours créer un surcroît de fatigue, parfois se résoudre à l'internat.

La seconde raison, plus inquiétante, c'est que l'Ecole publique n'est pas actuellement partout en état — et de loin — d'accueillir tous les enfants susceptibles de quitter l'école libre. « Les établissements privés (...) percevant des fonds publics seront, en règle générale, nationalisés » prévoit le programme commun. Selon le nombre des établissements qui, refusant l'intégration, perdraient le soutien financier de l'Etat, selon l'opportunité des exceptions qu'un gouvernement de gauche consentirait à la règle générale, on verrait varier considérablement le nombre des parents de milieu populaire lésés par le programme commun.

Qu'il y en ait, ce serait inacceptable.

Il importe que l'application du programme commun ne puisse être redoutée par aucun de ceux que ce programme a pour mission de libérer : la classe ouvrière et tous les exploités.

Il importe aussi, pour que la gauche soit crédible, qu'elle maintienne fermement ses positions et respecte le programme commun qui fait sa force.

Alors ?

Il faut « enrichir » ce programme commun. Pour assurer la liberté réelle des parents à choisir l'enseignement qu'ils souhaitent pour leurs enfants.

(FRANCOIS DEGOUL, 93100 Montreuil)

IRRESPONSABILITE

En France, en 1976, on refuse du travail à des jeunes, à des syndiqués, et même à des enfants de syndiqués — tous les employés de bureau qui manipulent des dossiers à longueur de journée, dans les services relatifs à l'emploi, à la Sécurité sociale, ou ailleurs, savent fort bien que la réalité dépasse parfois la fiction, et qu'il n'est pas rare de rencontrer des gens en chômage depuis plus d'un an, voire 2 et même 3 ans !

Cela n'empêche pas pour autant M. Chirac d'avoir des doutes en la matière, de faire l'étonné, et d'afficher un optimisme hautain à la télévision.

Peut-être est-ce pour cette ignorance que certains journalistes lui attribuent « le bon sens de M. Pompidou » et « des testicules en parfait état » !

Les travailleurs, qui ont des préoccupations plus sérieuses, estiment que l'attitude légère de Chirac sur les problèmes du chômage ne mérite qu'un seul qualificatif : l'irresponsabilité.

(J. MATHIEU, 91 Saint-Michel)

LES MENSONGES DE FOURCADE

Je ne puis m'empêcher devant les attaques de la majorité réactionnaire de vous donner pour la première fois de ma vie un peu de mes opinions sur le sujet. M. Fourcade vous accuse de menteurs quand vous prétendez que le coût de la vie a augmenté de 15 %.

Voici des faits. J'achète toute l'alimentation, produits d'entretien, vins, eaux minérales, etc. à la Coopérative, qui en retour me donne des timbres ristournes. Le montant de mes achats, qui sont à quelque chose près toujours les mêmes pour un ménage de retraité S.s. de deux personnes, étaient :

1974 : de 280.000 anciens francs,

1975 : ceux-ci étaient de 475.000 francs ; admettons une augmentation en quantité, mais sûrement pas de la différence des achats. Des produits comme les fromages, etc. subissent des augmentations de 30 % ;

2) les charges pour mon appartement ancien, sans chauffage, de 30 %, je ne parle pas du mazout ;

Les impôts locaux, mobiliers et fonciers de 30 % dans une ville à 100 % administrée U.d.r. et j'en passe. Alors je ne vois pas où ces messieurs trouvent leurs 9 %.

Et un fait que vous n'indiquez jamais dans « l'Unité », c'est par exemple la perte de salaire subie par tous les travailleurs manuels, payés à l'heure, à qui sont supprimées depuis un an toutes les heures supplémentaires au-dessus de 40 heures, qui de l'avis de tous ceux que je connais représente une perte moyenne de 50.000 anciens francs par mois. Que représentent alors les 10 % d'augmentation prétendument accordée ?

La mensualisation on n'en parle plus et pour cause, le salaire horaire permet de faire subir à l'ouvrier toutes les mauvaises gestions et les effets de la crise et cela dans toutes les industries, même dans les banques où l'on ne paie plus les heures au-dessus de 40 h, je ne parle pas des pertes de tous ceux qui font moins de 40 heures et qui sont nombreux, dans le textile, la chaussure, l'imprimerie et je ne cite que ceux-là.

Donc, insistez un peu sur ces sujets, car nous sommes révoltés en entendant les patrons, le gouvernement nous couvrir de mensonges.

(P.M., 94 Le Perreux-sur-Marne)

LES CHRETIENS ET LE SOCIALISME

Traitant ce problème (n° 191) Chapuis parle des rapports entre christianisme et socialisme. On peut, si rapport il y a, se demander s'ils sont inéluctables ; pour ma part, je ne le pense pas.

Nombre de socialistes ignorent le christianisme ou s'en désintéressent totalement et on peut en dire autant des chrétiens vis-à-vis du socialisme ; les chrétiens-sociaux ne sont donc qu'une partie indéterminée de l'effectif des gens adeptes du socialisme ou s'y intéressant.

Cela posé, est-il obligatoire, impérativement obligatoire, qu'un chrétien prenant, en matière politique, parti pour le socialisme, soit tenu d'y transposer, d'y intégrer ses convictions religieuses, de façon que « socialisme » devienne « socialisme-chrétien » ?

Si oui, cela pourrait se révéler dangereux à l'usage. En effet, le socialisme, doctrine sociale essentiellement matérialiste et réaliste, peut difficilement s'accoupler au christianisme, doctrine fondée sur des croyances et des dogmes intégralement fabuleux.

En effet, l'existence d'un prétendu Dieu est encore à prouver alors que l'évidence de son inexistence éclate aux yeux de quiconque veut bien examiner cette question sans idée préconçue.

Il va sans dire qu'il n'est pas question d'interdire aux chrétiens d'adhérer à un parti politique mais il apparaît normal qu'ils n'y fassent pas état de leurs convictions religieuses pour influencer les discussions ou décisions du Parti. N'oublions pas que Karl Marx, le plus grand théoricien qu'ait connu le socialisme, a qualifié la religion d'« opium du peuple ».

Quant à mener la lutte des classes dans l'Eglise, cela est l'affaire des « chrétiens-sociaux » et non des socialistes.

(J. BOURNISIEN, 83170 Brignoles)

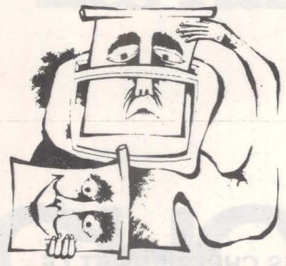
LE M.J.S. A EXPO-JEUNES

Le Mouvement de la Jeunesse socialiste participera du 3 au 10 mars à Expo-Jeunes à l'Ancienne gare de la Bastille. Il invite tous les jeunes socialistes à venir le retrouver dans son stand.

Des rencontres avec des écrivains, des cinéastes, des chanteurs, des dessinateurs sont prévues. Le vendredi 5 mars, à 17 h 30 le collectif national M.j.s. organise une projection du film « Tout va changer demain » suivie d'un débat.

Renseignements : M.j.s. 12, cité Malesherbes, 75009 Paris - Tél. : 878.40.73.

Au risque de vous plaire



Télévision

VENDREDI 27 FEVRIER

Au magazine Vendredi : en banlieue, l'enfer du bruit (20 h 30, F.r.3).

Partout, un patrimoine architectural en péril : « Europa nostra » (21 h 25, F.r.3).

A Apostrophes : trois générations de Debré (21 h 30, A.2).

Un lieutenant socialiste, un lieutenant libéral, un général qui envoie ses soldats à la boucherie... « Les hommes contre » : signé Francesco Rosi, un des rares grands films contre la guerre (22 h 25, A.2).

SAMEDI 28

Au magazine Thalassa : la crise de la pêche française (20 h, F.r.3).

Un opéra méconnu : « Fidélio » de Beethoven ; dirigé par Karl Böhm (20 h 30, F.r.3).

DIMANCHE 29

La 3e partie de « Les grandes heures d'Abel Gance » (19 h, F.r.3).

La suite d'un tour du monde de l'audiovisuel : « Hiéroglyphes » (20 h 30, F.r.3).

Joris Ivens au magazine Pour le cinéma, pour présenter son triple film sur la Chine (22 h 05, A.2).

LUNDI 1er MARS

« African Queen » : l'inoubliable rencontre Bogart-Katherin Hepburn orchestrée par le grand cinéaste John Huston (20 h 30, T.f.1).

Alain Decaux raconte : la mort mystérieuse de Sikorski, chef du gouvernement polonais en exil de 1940 (21 h 45, A.2).

Au magazine La part de vérité : le directeur du « Nouvel Observateur », Jean Daniel (22 h 10, T.f.1).

MARDI 2

Le grand duel télévisé Mitterrand-Fourcade - voir p. 1 (20 h., A.2).

Un film très discuté — « La chute d'un corps », de Michel Polac — pour introduire un débat sur les sectes religieuses (21 h 15, A.2).

MERCREDI 3

André Bergeron (F.o.) au magazine C'est à dire (21 h 30, A.2).

Football : en Coupe des clubs, Kiev reçoit Saint-Etienne (17 h., A.2 et 22 h, T.f.1).

JEUDI 4

Les étranges vieilles dames de la romancière Suzanne Prou dans une adaptation de Jean-Louis Bory pour Dominique Page : « La terrasse des Bernardini » (20 h 30, A.2).

Dustin Hoffman dans une comédie de mœurs — contre l'institution dite mariage — de Pietro Germi : « Alfredo, Alfredo » (20 h 30, F.r.3).



Livres

*** François Lepargneur : L'avenir des Indiens au Brésil (Editions du Cerf).**

Au XVIe siècle, ils étaient plusieurs millions. Ils sont aujourd'hui tout juste plus de 100 000. Ils ont perdu liberté, terre et santé. La solution est-elle l'assimilation ? Comment sauver ces Amérindiens?

*** Marie-Catherine Ribeaud : Les enfants des exclus (Stock).**

L'enfant du « quart monde » connaît tous les volets de la misère: promiscuité dans des logements exigus, pauvreté économique et culturelle, maladie... Ses destinations habituelles, le chômage, la délinquance, la prison, l'asile... N'y aurait-il pas de solution ? Dans une autre société ?

*** John D. Esseks (et six collaborateurs) : L'Afrique de l'Indépendance politique à l'indépendance économique (François Maspero).**

Les expériences de l'Algérie, de la Tunisie, du Ghana, du Kenya, du Zaïre, du Mali et de la Côte d'Ivoire passées au crible. Passionnant.

*** Jérôme et Jocelyne Steinbach : Phnom-Penh libérée (Editions sociales).**

L'autre sourire du Cambodge. Aux sources d'un espoir.

*** Sociologie du travail : Les nouvelles formes d'organisation du travail (Le Seuil).**

Un numéro spécial sur les nouvelles formes — déguisées, bien sûr — de « taylorisation ».

*** Michel Branciard : Gestion socialiste des entreprises (Editions ouvrières).**

A travers les exemples de l'U.r.s.s., de la Yougoslavie, de la Pologne et de la Catalogne, le débat est ouvert : « autogestion » ou « gestion démocratique » ?

*** René Berger : La télé-fission (Casterman).**

Alerte à la technico-manipulation des foules et des individus !

*** Roland Caude : Comment fonctionne l'entreprise (Editions du Centurion).**

Un fascicule purement technique. Aucune incursion idéologique. Utile cependant en termes de connaissances.

*** Jean-Claude Lauret et Raymond Lasierra : La torture propre (Grasset).**

Briser le cerveau, modifier le comportement : les nouvelles méthodes, s'appuyant sur la science, sont plus efficaces que le vieux système de la roue. Pliouchtch en sait quelque chose.

*** Christianisme et monde ouvrier (Cahier du « Mouvement social » n° 1 ; édité par les Editions ouvrières).**

Une série d'études locales faites dans le Nord, l'Est, le Midi et le Massif central servent de points d'appui à la question : l'Eglise s'est-elle complètement coupée de la classe ouvrière ? Et les chrétiens ?

*** Claire Démar : L'affranchissement des femmes (Payot).**

Une femme de 1832 nous parle. Elle est saint-simonienne. On la dirait de 1975.

*** Rémy Pech : Entreprise viticole et capitalisme en Languedoc-Roussillon ; du phylloxera aux crises de mévente (Publications de l'université de Toulouse).**

A lire d'urgence pour qui veut comprendre les luttes d'aujourd'hui dans le Midi viticole.

*** Jean-Marie Bröhm : Corps et politique (Editions Universitaires).**

Il faut, dit l'auteur, « désembastiller le corps et lui rendre liberté, plaisir, jeu et amour ». Le problème n'est pas sans intérêt quand on pense que de prétendus pays « socialistes » emprisonnent les homosexuels.

*** C.L. Sulzberger : Postscriptum chinois (Albin-Michel).**

A l'automne 1973 Sulzberger obtient une longue interview de Chou En-laï et parcourt la Chine. D'où ce livre...

BULLETIN D'ABONNEMENT A RETOURNER 41 BOULEVARD MAGENTA 75010 PARIS

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à l'UNITE :

— pour six mois (75 F) ☐
— pour 1 an (130 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante par chèque bancaire ☐
par chèque postal ou virement au CCP l'UNITE 3034980 La Source ☐

Date Signature

L'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. : 878.40.73

Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Michèle Backmann, Robert Butheau, Benoît Colombier, Christine Cottin, Georges Frameries, Claude Fuzier, Frédérique de Gravelaine, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Revérier, Maurice Séveno, Antoine Violet.

DOCUMENTATION
Véronique Neiertz

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux.

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Régie Publicitaire, 2, rue du Cygne, Paris-1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité
Cadet-Photocomposition - 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76 - Yvetot



changer la vie culturelle

Festival

TRADITIONS ET TIERS MONDE A RENNES

Du 5 au 19 mars la Maison de la Culture de Rennes accueillera le 3e Festival des Arts traditionnels. Cette manifestation sera, cette année, étoffée par un festival-colloque du théâtre du tiers-monde. Parmi l'ensemble des spectacles venus du monde entier retenons déjà : deux soirées de « chants et musique celtes », une de « chants populaires napolitains », une de « musique turque », une avec le violoneux québécois Jean Carignon, une pour « la musique des esquimaux du Groënland » ; les « poètes-chanteurs populaires d'Egypte » sont également au programme ; et des marionnettes chinoises ; et des troupes de théâtre d'Afrique, du Maghreb, d'Indonésie, du Vietnam, de l'Inde, de l'Equateur, de Belgique, etc. Un beau voyage est promis à travers les cultures du monde entier. Un rendez-vous marquant pour la Bretagne.

Action culturelle

LES M.C. SUR LA SELLETTE

La Maison de la Culture d'Amiens a dix ans. A l'initiative de son directeur, Dominique Quéhec, elle fêtera cet anniversaire d'une manière originale ; et surtout utile : à cette occasion se tiendra, à la M.c. d'Amiens, un colloque national sur le thème « Les M.c. dans la cité ». Trois grands débats sont prévus qui réuniront responsables culturels, responsables politiques et chercheurs du C.n.r.s. Les échanges seront sans aucun doute « chauds ». Mais la somme d'expériences et de réflexions ainsi réunies pourrait être fort précieuse pour l'avenir de l'Action culturelle à l'échelle du pays. Première rencontre le 4 mars sur « la situation des M.c. dans la vie communale » ; avec : Daniel Benoist (député-maire socialiste de Nevers), Guy Brajot (directeur du Théâtre, des Maisons de la Culture et des Lettres au secrétariat d'Etat à la Culture), Bernard Gilman (conseiller municipal socialiste de la ville de Grenoble, chargé de l'Action culturelle), Jean-Pierre Harris (président de la M.c. de Nevers), Maurice Soucheyre (président de la M.c. de la Seine-Saint-Denis) et Gabriel Monnet (directeur du Centre dramatique national des Arts). Deuxième rencontre le 9 mars : « la situation des M.c. par rapport aux partenaires socio-culturels » ; en l'occurrence les mouvements d'éducation populaire et de jeunesse, les comités d'entreprise, les syndicats, les associations diverses ; avec : Antoine Blanca (secrétaire général de la Fédération Léo-Lagrange), Georges Jean (animateur national de Peuple et Culture), Jacques Morand (secrétaire général de Travail et Culture) et Jack Ralite (vice-président de la Fédération des Centres culturels communaux). Le 11 mars, 3e rencontre : « la situation des M.c. dans la vie politique nationale » ; Jacques Chambaz et Lucien Marest y représenteront le P.c., Dominique Taddei et Pierre Mauroy le P.s. ; Pierre Gaudibert et Pierre Vielhescaze parleront au nom des professionnels de l'Action culturelle ; ils auront en face d'eux Jacques Legendre, maire de Compiègne et délégué à la propagande du Centre national des Indépendants et paysans. Signalons enfin la rencontre du 16 mars : Francis Jeanson amorcera le débat en racontant son aventure et ses déboires dans l'Action culturelle quand, de 1968 à 1971, il dirigea la Maison de la Culture de Chalon-sur-Saône. « L'Unité » suivra toutes ces manifestations et en rendra compte.

Télévision

LES FAUSSES CONCURRENCES

« Moi, dit T.f.1, j'ai reçu le prix du meilleur journal télévisé.
— Moi, dit A2, je détiens le palme des exclusivités sportives. »
Et F.r.3, la petite dernière, que ses modestes activités condamnent à la modestie, susurre : « Et puis après ? Il n'y a que moi pour vous offrir un film tous les jours ».

Depuis que chaque chaîne est « à son compte », la concurrence se traduit par des chœurs alternés d'autosatisfaction. C'est à qui lavera plus blanc, plus propre et sans usure. « Restez avec nous, implorent quotidiennement les présentatrices de programmes. Vous allez voir ce que vous allez voir ». Jamais un mot sur ce qui se passe chez le voisin, rien qui permette, comme jadis, de comparer et de choisir en connaissance de cause. Bien plus, on rogne de quelques minutes les horaires annoncés pour « tenir » le téléspectateur qui, s'il tournait le bouton, devrait prendre en route l'émission rivale. Cela valait-il la peine de supprimer l'ancien O.r.t.f. pour transformer le monopole de l'Etat en trois camps qui se disputent âprement la manne des redevances ?

A en juger par l'empressement qu'ils mettent à vendre leur salade et par le baratin dont ils l'entourent, on se demande si les producteurs, speakers, meneurs de jeu touchent une prime proportionnelle au degré d'écoute, au nombre de « clients » qu'ils arrachent à l'adversaire. Sous les yeux du cochon de payant éberlué, le moindre reportage sur les choux-fleurs bretons fait figure de « document exceptionnel, réalisé en direct, spécialement pour vous, par nos intrépides cameramen ». Et les auteurs du « scoop » (en jargon journalistique : exclusivité) de se congratuler : « Vous êtes épatant ! — Et vous, alors ! ». Hier, c'était à nous, pauvre public, que Pierre Bellemare lançait : « Vous êtes formidable ! ». Mais, hier comme aujourd'hui, avons-nous voix au chapitre ?

Chaque jour, un quotidien interroge ses lecteurs : « Quelle chaîne regardez-vous ? » Selon les résultats, Cazeneuve, ou Jullian, ou Contamine parade. Quand sollicite-t-on autre chose qu'un satisfecit ? Quand surgissons-nous dans l'arène, intervenons-nous sur l'écran, pour critiquer, blâmer, apporter de nouvelles idées ? Où est cette participation dont on nous casse les oreilles ?

« Envoyez-nous des histoires drôles ! propose T.f.1.
— Engagez-vous dans « La tête et les jambes », suggère A2.
Et F.r.3 multiplie les « Tribunes libres » triées sur le volet.

Ainsi ronronne, en toute béatitude, le moulin des media, sans même se douter que la vie est ailleurs.

GABRIELLE ROLIN

Jazz

UN BOUQUET DE VOIX

Si son « What a difference a day makes » est devenu un tube ressassé par Europe 1 ou R.t.l., ce n'est pas la faute d'Esther Philips : elle y a pourtant mis plus de sensualité qu'il n'en fallait pour le faire interdire d'antenne. Avant qu'on puisse la mieux juger à son arrivée ici (à Paris ce vendredi, puis en province), le disque (R.c.a. Kudu 23) qu'elle a enregistré avec le guitariste Joe Beck la signale, en tout cas, comme la chanteuse noire la plus émouvante qui soit surgie du ghetto depuis Aretha Franklin et Nina Simone.

Ne peuvent rivaliser, dans le grand bouquet de voix de jazz qui nous est offert en ce moment, que celles ayant d'autres points forts : le sens du groupe, la recherche vocale... Le sens du groupe, c'est le « Steppin » des Pointer Sisters (Blue Thumb 10.043) chantant notamment un réjouissant hommage à leur frère Ellington ; ou la naissance à nos frontières d'un intéressant groupe européen, Blue Rock (United Artist 29912). La recherche ? C'est la multiplicité sonore des Singers Unlimited swinguant avec ou même sans orchestre (« A capella 2 » et « Feeling free », M.p.s.-B.a.s.f. 20-22343 et 22607-7) ; ou c'est Julie Tippetts (« Sunset Glow ») expérimentant avec audace la fusion de sa voix avec un cornet ou un harmonium (Utopia Buli 1248).

CINQ LIGNES DANS LES FAITS DIVERS

Le crime qui a été commis à Troyes est abominable. Il n'est pas besoin d'être ministre de l'Intérieur ou ministre de la Justice pour le savoir. Ni même journaliste et encore moins avocat.

Les raisons de l'indignation sont simples et naturelles : un homme adulte a enlevé puis étranglé un enfant de sept ans. « La France a peur, proclame alors un « commentateur télévisable », nos enfants sont menacés, ne sont plus en sécurité. »

C'est là que le bât blesse. Les indignations à sens unique sont aussi une raison supplémentaire d'indignation. Et, depuis plus d'une semaine, un crime qui n'exigeait que de la douleur et de la dignité est devenu l'occasion et le prétexte à des efforts indécents.

Laissons de côté les palinodies du ministre de l'Intérieur et du Garde des Sceaux. Il y a des tribunes que le respect de soi-même devrait conduire à refuser. Jacques Chirac en fut si gêné que lors de sa protestation dans l'émission L'Evénement, il prit la seule attitude convenable pour un ministre. La leçon a peut-être été comprise par le tandem Poniatowski-Lecanuet enfin d'accord pour dire aux juges quelle sanction devait encourir le criminel.

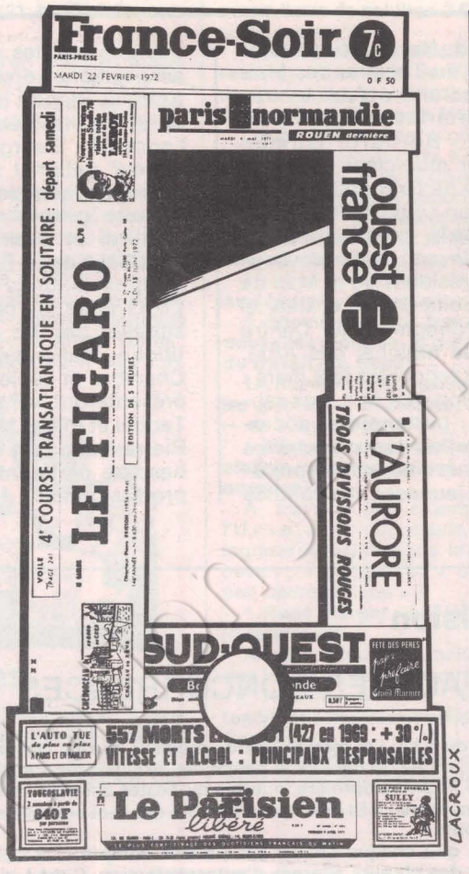
Laissons aussi de côté le débat sur la peine de mort. C'est une affaire de conscience et toutes les opinions sont respectables, à commencer par celles qu'on ne partage pas. Là encore, l'indécence aura été de prendre le petit cadavre d'un enfant pour en faire un drapeau.

Venons-en au fait, c'est-à-dire à la mort d'un enfant, mort dont la responsabilité consciente incombe à un adulte. Celui-ci est un monstre et mérite le châtiment suprême, la mort pour les uns, la prison à vie pour les autres. Et il est vrai que la mort d'un enfant est un terrible crime.

Aussi sommes-nous en droit de demander aux ministres de l'Intérieur et de la Justice les précisions suivantes sur la période allant du 1er janvier au 31 décembre 1975 :

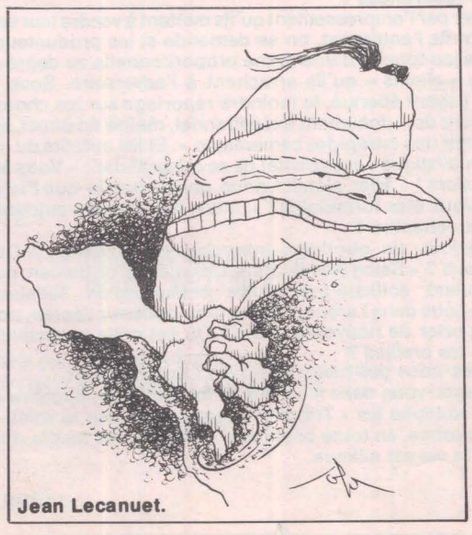
▶ le nombre d'enfants tués en France par des automobilistes ivres et le châtiment subi par les responsables de ces crimes. Car c'est un crime que de conduire une tonne de ferraille dans les rues de nos villes alors qu'on est en état d'ivresse. Et c'est un crime d'autant plus conscient qu'à part une minorité d'authentiques malades, l'immense majorité des conducteurs responsables de ce type d'« accidents » sont parfaitement sains de corps et d'esprit lorsqu'ils attaquent le premier verre en sachant qu'ils auront ensuite à prendre un volant;

▶ le nombre d'enfants brûlés vifs dans les roulottes, bidonvilles et autres taudis par le fait des chauffages de fortune et le châtiment subi par les responsables de ces crimes. Car c'est un crime que de laisser des enfants vivre dans de telles conditions et courant de tels risques. Et c'est un crime d'autant plus conscient que la société, sur le



papier et dans les discours dominicaux, se vante de sa prospérité;

▶ le nombre d'enfants morts des suites de mauvais traitements des parents et le châtiment subi par les responsables de ces crimes. Car le fait d'être père ou mère ne rend pas moins abominable le crime. Il le rend même, au niveau d'une tentative de reconstituer les faits, plus insupportable. Car il est évident qu'un des motifs de la haine qu'on peut éprouver à l'encontre de l'assassin de Troyes, c'est d'imaginer le tête-à-tête entre le tueur et la victime, la confiance de l'enfant qui connaît son bourreau, sa faiblesse physique et psychologique devant la force de l'adulte. Qu'en est-il alors lorsqu'il s'agit de ceux avec lesquels on vit depuis la naissance ?



Jean Lecanuet.

Je précise que ces « statistiques » existent et qu'en 1975 aucun des responsables n'a subi le moindre « châtiment suprême », que dans certains cas on ne sait même pas qui est responsable (pour les enfants brûlés vifs, le ministre de la Construction ?) et que beaucoup des coupables se promènent fort librement.

Nous n'avons pas vu non plus d'indignations télévisées. Ni celles des ministres de l'Intérieur et de la Justice, ni celles de distingués commentateurs. Aucun avocat n'a non plus refusé de défendre les inculpés, lorsqu'il y en avait, ce qui avait pu nous réconforter en nous démontrant que tous les avocats français, jusqu'en février 1976, refusaient le climat propre à la Justice nazie ou stalinienne, celle dans laquelle l'avocat n'a d'autre tâche que de se taire ou de condamner son client.

Et la France n'a pas eu peur pour ses enfants. Pas eu peur du petit tas fripé sur le pavé d'une rue, du petit corps recroquevillé et noirci sous les cendres d'une baraque, du petit visage bleu de coups et du crâne éclaté.

Vous voyez bien. Il ne s'agit ni des petits enfants du Biafra, ni de ceux du Vietnam, ni du petit mort de l'autocar de Djibouti, ni de la petite fille ou du petit garçon atteint d'une balle perdue dans un coin de Belfast ou de Beyrouth. Il s'agit d'enfants bien de chez nous.

Je connais un homme qui est en traitement psychiatrique depuis bientôt dix ans parce que son fils de douze ans a été tué en mobylette par un chauffard ivre. La Justice a décidé que le chauffard, compte tenu de son niveau social intéressant, n'était pas responsable. Ce qui ne consolera personne, à commencer par les parents du petit assassiné de Troyes.

Simplement, j'associe les petits assassinés qui n'ont eu droit qu'à cinq lignes dans les faits divers à la mémoire d'un enfant que la cruauté froide et calculatrice d'un adulte a fait mourir. Car les cent millions d'une rançon demandée ne sont pas pires que les quelques minutes qu'on a voulu gagner pour un rendez-vous d'amour ou d'affaires, que les gros sous qu'on a voulu économiser en ne bâtissant pas des maisons habitables et que les prudences d'une légalité qui pardonne aux parents le mal qu'ils font à leurs enfants. Au bout du compte, il reste un petit cadavre et une vie inachevée.

CLAUDE FUZIER

Diffusion N.m.p.p. Commission paritaire n° 52325